UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La crise d’octobre 1993 en commune Gishubi, 1993-2000

Bankuwunguka, Zorobabel

2021-01
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/167

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Mastère en Sociétés, Pouvoirs, Territoires et Développement Durable



LA CRISE D'OCTOBRE 1993 EN COMMUNE GISHUBI, 1993-2000

Par :

Zorobabel BANKUWUNGUKA

MEMOIRE

Présenté en vue d'obtenir le grade de master en Sociétés, Pouvoirs, Territoires et Développement durable

Option : Histoire

Sous la direction de :

Pr. Melchior MUKURI

Bujumbura, janvier, 2021

Identification des membres du Jury

1. **Président : Pr Jean Marie NDUWAYO**
2. **Directeur : Pr Melchior MUKURI**
3. **Secrétaire : Maître-Assistant NDIHOKUBWAYO Jean Berchmans**

DEDICACE

A nos chers parents ;

A nos frères et sœurs ;

A nos oncles ;

A nos beaux-frères, neveux et nièces ;

A toute notre famille ;

A tous ceux qui nous sont chers.

REMERCIEMENTS

AU terme de ce travail, nous tenons à remercier à toutes personnes qui ont contribué à sa réalisation. Nos sincères remerciements s'adressent tout d'abord au professeur Melchior Mukuri, qui, en dépit de ces multiples occupations, a accepté de nous diriger. Il s'est donné corps et âme dans le suivi de ce travail par des conseils divers surtout en mettant à notre disposition des ouvrages pouvant nous servir dans nos recherches. De tout ce qu'il a fait, nous disons merci.

Notre gratitude va aussi à l'endroit de nos parents qui nous ont fait inscrire à l'école et qui n'ont lâché de nous soutenir matériellement et moralement depuis l'école primaire. Que la réussite de ce travail embrasse tous les efforts qu'ils ont fournis. Nous remercions également à tous les enseignants qui ont contribué à notre éducation depuis l'école primaire jusqu'à l'université, particulièrement ceux du département d'histoire et de science politique.

Nous n'oublions pas de porter nos sentiments de remerciement aux personnes et familles qui nous ont soutenues moralement et matériellement durant notre parcours de formation. Il s'agit de la famille de Léonidas Ngendanzi qui a accepté de nous loger durant les premiers mois de notre arrivée ici à Bujumbura, de la famille de Jean Veston Barutwanayo qui nous a logé pendant la période de nos recherches en commune Gishubi. Que mes sœurs Nduwayezu Joselyne, Nimpagaritse Graciose, Ininahazwe Nadine et Niyizompoza Diane trouvent ici satisfaction dans ce travail pour leurs sacrifices. Mes beaux-frères Ntunzwenayo Emile, Ndabadugitse Emmanuel ; mon oncle Bandyayera Laurent, merci pour vos contributions matérielles et morales.

Nous terminons en remerciant toutes personnes qui nous ont fourni d'importantes informations pour la réalisation de ce travail.

Zorobabel BANKUWUNGUKA

RESUME

Notre travail de fin d'études a porté sur « La crise d'octobre 1993 en commune Gishubi, 1993-2000 ». Nous l'avons divisé en trois chapitres.

Le premier portait sur la présentation générale de notre zone d'étude. Nous avons décrit ses caractéristiques physiques et économiques : un relief de plateau, un climat tropical å longue saison des pluies, une économie essentiellement agropastorale. Ses activités sociales et culturelles ont subi des impacts négatifs de la crise.

Dans le deuxième chapitre, nous avons abordé de façon synthétique les différentes crises politico-identitaires qui ont secoué le Burundi et avons mis l'accent particulier sur la crise de 1972 en commune Gishubi. En effet, à partir des mois de mai et juin 1972, des enseignants, des commerçants, des religieux, des soldats ont été arrêtés et condamnés. Ils étaient accusés de collaborer avec les Mulélés qui avaient attaqué le Burundi le 29 avril 1972. La plupart de ces personnes arrêtées ont été tuées ou ont disparu. L'administration communale en collaboration avec les notables collinaires ont fait différentes réunions en vue de ramener de l'ordre dans cette entité.

Vingt et-un an plus tard, la commune Gishubi a été touchée par la crise de 1993. Ses origines sont à situer dans la campagne électorale de 1993 au cours de laquelle on observait une méfiance entre les partisans des partis Frodebu et Uprona, et surtout une forte suspicion entre les Hutu et les Tutsi. Après l'assassinat du président de la République Melchior Ndadaye le 21 octobre 1993, il y a eu le massacre des Tutsi et des Hutu de l'Uprona par leurs voisins hutu du Frodebu. L'intervention de l'armée burundaise s'est accompagnée des arrestations et l'assassinat des Hutu qui étaient accusés d'avoir participé à ces massacres.

Dans le troisième chapitre, nous nous sommes penché sur l'impact de la crise d'octobre 1993 en commune Gishubi. Nous y avons analysé les perceptions de la population de cette entité sur la crise en question. Nous avons fait remarquer que cette dernière a ruinée l'économie de cette commune. Nous avons montré que la vie sociale était marquée essentiellement par une forte suspicion entre la population et les forces de l'ordre, entre les rebelles et la population. Nous avons également montré qu'il y a eu des gens qui ont accepté de rembourser les biens qu'ils avaient pillés. Par ailleurs, nous avons constaté que dans cette commune, il y a bien des gens qui, au risque de leur vie, ont sauvé des gens qui n'étaient pas de leur « ethnie ».

Notre étude a montré que la commune de Gishubi est l'une des entités administratives du pays qui ont été durement touchées par la crise de 1993.

ABSTRACT

Our graduation work focused on "The October 1993 Crisis in Gishubi Commune, 1993-2000". We have divided it into three chapters.

The first concerned the general presentation of our study area. We have described its physical and economic characteristics: a plateau relief, a tropical climate with a long rainy season, an essentially agro-pastoral economy. Its social and cultural activities have suffered negative impacts from the crisis.

In the second chapter, we covered in a synthetic way the various political-identity crises that shook Burundi and put particular emphasis on the 1972 crisis in Gishubi commune. Indeed, from May and June 1972, teachers, traders, religious, soldiers were arrested and sentenced. They were accused of collaborating with the Mulélés who attacked Burundi on April 29, 1972. Most of those arrested were killed or disappeared. The communal administration in collaboration with the hill notables held various meetings in order to restore order in this entity.Twenty-one year later, the commune of Gishubi was affected by the crisis of 1993. Its origins can be traced back to the electoral campaign of 1993 during which there was mistrust between the supporters of the Frodebu and Uprona parties, and especially a strong suspicion between the Hutu and the Tutsi. After the assassination of the President of the Republic Melchior Ndadaye on October 21, 1993, there was the massacre of Tutsi and Hutu in Uprona by their Hutu neighbors in Frodebu. The intervention of the Burundian army was accompanied by the arrests and assassination of Hutu who were accused of having participated in these massacres.

In the third chapter, we looked at the impact of the October 1993 crisis in Gishubi commune. We analyzed the perceptions of the population of this entity on the crisis in question. We pointed out that the latter has ruined the economy of this municipality.We have shown that social life is marked mainly by strong suspicion between the population and the police, between the rebels and the population. We also showed that there were people who agreed to reimburse the goods they had looted. Furthermore, we found that in this commune, there are many people who, at the risk of their lives, saved people who were not of their "ethnic group". Our study showed that the commune of Gishubi is one of the administrative entities of the country which were severely affected by the crisis of 1993.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.

ANNADE : Alliance Nationale pour le Droit et le Développement

CNAP : Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits.

CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Forces de Défense de la Démocratie.

COMESA : Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)

FDD : Forces de Défense de la Démocratie.

FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi.

IPPTE : Initiative pour les Pays Pauvres très Endettés.

JRR : Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore.

OPJ : Officier de Police Judiciaire

PALIPEHUTU-FNL : Parti pour la Libération du Peuple Hutu, Force Nationale pour la Libération

PARSE : Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur de l'Elevage.

PCDC : Plan Communal de Développement Communautaire.

PL : Parti Libéral

PP : Parti du Peuple.

PRP : Parti pour la Réconciliation du Peuple.

PSD : Parti Social-Démocrate.

RADDES : Ralliement pour la Démocratie et Développement Economique et Social.

RPB : Rassemblement du Peuple Burundais.

UPRONA : Unité pour le Progrès National.

LISTE DES TABLEAUX.

Tableau 1: Organisation administrative de base en commune Gishubi 1997. 4
Tableau 2 :Evolution des effectifs des rapatriés..... 8
Tableau 3 : Situation d'alphabétisation dans la commune Gishubi : 1998-2000..... 10
Tableau 4 : Les Hutu enlevés en 1972 en commune Gishubi, leurs fonctions et collines d'origine. 26
Tableau 5 : Résultats du scrutin aux élections présidentielles de juin 1993 dans la commune de Gishubi 33
Tableau 6 : La répartition des suffrages exprimés lors des élections législatives en Province de Gitega. 35
Tableau 7 : Familles et nombre de personnes emportées par la crise de 1993 à Muhororo..... 40

LISTE DE FIGURE

Fig. 1 : Localisation de la zone d'étude 14
Fig. 2. Carte administrative de la commune Gishubi..... 15

TABLE DES MATIERES

DEDICACE ..... **ii**

REMERCIEMENTS ..... **iii**

RESUME ..... **iv**

ABSTRACT ..... **v**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS. ..... **vi**

LISTE DES TABLEAUX. ..... **vii**

LISTE DE FIGURE ..... **vii**

TABLE DES MATIERES ..... **viii**

AVANT-PROPOS ..... **x**

INTRODUCTION GÉNÉRALE **1**

A.CHOIX ET INTÉRÊT DU SUJET **2**

B. PROBLEMATIQUE **2**

C. L'HYPOTHESE **2**

D. DELIMITATION DU SUJET **3**

E.METHODOLOGIE **3**

CHAP I : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE GISHUBI **4**

A. Situation géographique et caractéristiques physiques de la commune **4**

1. Situation géographique 4
2. Caractéristiques physiques de la commune. 5
   a. Relief. 5
   b. Climat 5
   c. Végétation 6
   d. hydrographie. 6

B. Une économie essentiellement agropastorale. **6**

1. Agriculture. 6
2. Elevage 7

C. Evolution socioculturelle de la commune Gishubi : 1993-2000 ..... **7**

1. Culture et société. 7
2. Education. 9
3. Action sanitaire. 10
4. Habitat 12

D. Administration de la commune Gishubi : Aspect historiques de 1993 à 2000. ..... **12**

CHAP II. LES CRISES POLITICO-ETHNIQUES EN COMMUNE GISHUBI. **16**

A. Aperçu historique des crises antérieures à 1993: Rappel. **16**

1. Les crises d'octobre 1965 et de septembre 1969 18
2. La crise d'avril 1972 19
a. Attaque dans l'Imbo 19
b. La répression. 20
c. La crise de 1972 en commune Gishubi. 21

B. Elections de 1993 en commune Gishubi et malaise de vivre ensemble 29
1. La campagne électorale de 1993 en commune Gishubi. 29
2. Elections de juin 1993 et proclamation des résultats 32

C. La crise d'octobre 1993. 36
1. Eclatement de la crise. 36
2. Massacre des Tutsi sur les collines. 39
a. Colline Jurwe. 39
b. Colline Bukoro. 40
c. Colline Muhororo. 40
d. Colline Murangara. 41
e. Colline Masare. 43
f. Colline Yanza et Muhagaze. 43
3. Répression par l'armée et arrestation des gens impliqués dans les tueries. 44
4. Relations entre la population et l'administration 46
5. Relations entre les déplacés et la population. 47
6. La gestion de l'après crise de 1993 49
7. Attaques des groupes rebelles. 51

CHAP. III. IMPACTS DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 SUR LA COMMUNE 53

GISHUBI. 53

A. Perceptions de la population de Gishubi sur la crise d'octobre 1993 à 2000. 53
1. Perceptions du début de la crise. 53
2. Perceptions sur le développement de la crise. 55
3. Perceptions sur les négociations interburundaises. 57

B. Une économie délabrée 60

C. Une vie sociale marquée par des suspicions. 64
a. Méfiance entre la population et les forces de l'ordre. 64
c. Relations clandestines entre les rebelles et la population. 68
d. Le remboursement par les Hutu des biens des Tutsi pillés en 1993. 70
e. Des Justes existent à Gishubi. 71

CONCLUSION GENERALE 74

BIBLIOGRAPHIE 76
ANNEXES……81

AVANT-PROPOS

Chaque crise a ses causes et ses conséquences. La crise qui a touché la commune Gishubi trouve ses origines dans les crises antérieures qui ont touchées le Burundi. Les conséquences d'une crise sont pour la plupart des cas énormes. Cette entité administrative a chuté économiquement vu la grandeur du marché de Gishubi avant la crise de 1993. Nous ne pouvons pas aborder ce sujet sans motif. Ce qui nous a poussé d'écrire sur la commune Gishubi c'est dans le but de savoir pourquoi la commune Gishubi est plus touchée par la crise de 1993 par rapport aux autres communes du pays. Durant cette crise, beaucoup des Tutsi de la commune Gishubi ont été massacrés par les Hutu. La crise a brisé la cohésion sociale et ruina l'économie. Le marché de Gishubi a été détruit. Cette destruction du marché a engendré l'avènement d'une pauvreté extrême dans notre famille car mon père y était le grand commerçant. C'est pourquoi nous nous sommes intéressés sur la crise d'octobre 1993 en commune Gishubi. La lecture de ce mémoire peut aider les chercheurs à continuer à mener d'autres recherches sur la crise d'octobre 1993 en commune Gishubi car cette entité administrative a une particularité sur cette crise. Durant le moment de nos recherches sur terrain, nous avons privilégiés la collecte des données à travers les enquêtes orales. Des gens de la commune Gishubi de différentes catégories ont été interviewés.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le Burundi est habité avant la colonisation par des Hutu, Tutsi, Ganwa et des Twa répartis en plus de 220 clans[1] « obéissant aux ordres d'un même mwami (roi)[2] ». Avec la colonisation, ces clans ont été transformés en identités ethniques qui sont devenues meurtrières[3]. Après l'indépendance du Burundi, des idéologies opposèrent les hommes politiques burundais. C'est ainsi que se formèrent au sein de l'UPRONA le groupe « Casablanca » majoritairement composé de Tutsi et d'obédience socialiste et le groupe « Monrovia » pro-occidental majoritairement constitué de Hutu. D'autres divisions basées sur les écoles qu'ils ont fréquentées ont vu le jour[4] : cas des anciens séminaristes de Mugera et ceux de l'Ecole Normale de Gitega.

Dans notre étude, nous allons voir comment ces divisions ethniques ont abouti aux crises d'octobre 1965, de septembre 1969, d'avril 1972 et d'octobre 1993. Les crises de 1972 et de 1993 ont beaucoup affecté la commune Gishubi.

L'assassinat du président Melchior Ndadaye le 21 octobre 1993 a été suivi par des massacres de plusieurs personnes, la destruction des biens matériels, l'exil des milliers des Burundais et la naissance des groupes rebelles. Cette crise de 1993 a duré jusqu'à la signature de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi le 28 Août 2000. Durant cette période, la commune Gishubi a été le terrain des affrontements entre les forces de l'ordre et les groupes rebelles. Des différentes collines de cette commune ont été vidées de leurs ethnies Tutsi qui se retrouvent aujourd'hui dans des camps des déplacés. La guerre n'a pas seulement touché les Tutsi, mais aussi des Hutu ont été victimes soit par des affrontements entre les rebelles et les forces armées burundaises, soit par la répression de l'armée après le passage des groupes rebelles. Cette crise d'octobre 1993 a ruiné l'économie et perturbé les relations sociales de la commune Gishubi, mais elle a pu montrer qu'il y a des gens qui sont, au-dessus de ces querelles ethniques : des personnes qui, au risque de leur vie ont sauvé des vies humaines.

---

[1] E. Mworoha, *Peuples et rois de l'Afrique des lacs, le Burundi et les royaumes voisins au XIXe siècle*, Dakar-Abidjan, Les Nouvelles Editions africaines, 1977, p. 163.

[2] Gahama (J), « *Le jeu ethnique de la politique coloniale au Burund*i » in *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989.pp 303-3012

[3] Pole Institute, *Les identités meurtrières: faire face aux défis posés par nos murs psychologiques et idéologiques*, Goma, 28-6-2004.

[4] M. Manirakiza*, La fin de la monarchie burundaise, 1962-1966*, Bruxelles, Hayez, 1990.

A.CHOIX ET INTÉRÊT DU SUJET

Reconstruire le souvenir des événements douloureux qu'a vécus la commune Gishubi est notre préoccupation majeure. Le choix de ce sujet ne nous parvient pas du hasard. Cette entité se trouve parmi les communes de Gitega qui ont été entièrement touchées par cette crise. Elle occupe sur ce plan la première place. J. P. Chrétien fait remarquer « qu'elle fait partie des communes qui ont été entièrement purifiées de leurs éléments tutsi comme Mwumba, Rango et Ruhororo au nord, Mbuye, Rutegama, et Gishubi au centre[5] ». Par ailleurs, avant cette crise, mon père était le commerçant au marché de Gishubi. Il a perdu toutes ses marchandises au moment où le marché fut détruit. Cet événement a marqué profondément notre vie familiale. C'est pourquoi nous avons voulu rechercher des informations qui nous permettront de comprendre comment cette crise s'est passée dans cette entité administrative et rassembler des informations sur la façon dont la population a vécu durant cette période.

B. PROBLEMATIQUE

Les événements sanglants qui ont secoué le pays depuis 1993 jusqu'à la date de la signature de l'Accord d'Arusha d'août 2000 ont beaucoup affecté la commune Gishubi et y ont laissé des traces, qui, plus de vingt ans plus tard, sont visibles. Cette entité administrative est parmi les communes les plus touchées par la crise d'octobre 1993[6]. Dans notre étude, nous allons analyser comment cette crise s'y est passée ; et nous répondons à ces questions : Quelles sont ses causes et son impact sur la société en commune Gishubi ? Quelle est la mémoire de la population sur cette crise ? Les réponses sur ces questions nous permettront de connaître si durant cette période cette commune présente une certaine originalité dans la présentation de cette crise.

C. L'HYPOTHESE

En 1992, il y a eu la démocratisation de la vie politique qui s'est traduite notamment par la création des partis politiques[7]. La campagne électorale de 1993 a pris des fois une tendance ethnique. L'assassinat du président de la république a déclenché la guerre et a abouti à la ruine de l'économie de la commune Gishubi. Les restes du marché de Gishubi détruit en 1993 laissent penser ce qu'était la commune Gishubi du point de vue socio-économique avant la crise. La crise d'octobre 1993 trouve ses origines dans les crises antérieures que le Burundi a

[5] J. P. Chrétien. *Le défi de l'ethnisme*, *Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 2002, p 186
[6] Ibidem. p.23.
[7] M. Manirakiza, *Burundi : Quand le passé ne passe pas (Buyoya I – Ndadaye), 1987-1993*, Bruxelles, La longue vue, 2002, p.51

connues, la méfiance entre les deux catégories Hutu et Tutsi. Elle a été déclenchée par l'assassinat du Président Melchior Ndadadaye et engendra la ruine de l'économie. Cette crise a brisé la cohésion sociale entre les gens de la commune Gishubi.

D. DELIMITATION DU SUJET

Nous allons nous limiter à la période qui va de 1993 à 2000. L'année 1993 correspond à l'éclatement de la crise d'octobre 1993 et l'année 2000 a été marquée par la signature de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Nous allons nous focaliser sur la commune Gishubi de 1993. Pendant cette période, cette dernière englobait aussi des collines qui, en 1997, ont été rattachées à la commune Nyarusange. C'est pourquoi nous évoqueront dans notre travail ces entités.

E.METHODOLOGIE

Pour faire ce travail, nous avons fait des lectures sur les différentes crises que le Burundi a connues. Nous avons consulté les archives et les rapports de sécurité conservés au chef-lieu de la commune Gishubi. Nous avons en outre mené des enquêtes orales auprès des habitants de différentes ethnies de la commune Gishubi, les administratifs de Gishubi, les déplacés du site Muhuzu, les religieux, les enseignants et les démobilisés. Une attention particulière a été réservée à la collecte des récits de vie des gens qui ont sauvé des vies humaines pendant cette crise. Lors de nos enquêtes sur terrain, nous avons adopté des mesures susceptibles de répondre au respect de l'éthique. Pour ce faire, nous avons choisi de garder la confidentialité et l'anonymat de certains enquêtés. C'est dans ce cadre qu'il y a des noms marqués en anonymat dans les notes infrapaginales et dans la bibliographie.

CHAP I : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE GISHUBI

A. Situation géographique et caractéristiques physiques de la commune

1. Situation géographique

D'une superficie de 165,44km², la commune Gishubi est située entre 3°31 de latitude Sud et entre 29°56 de longitude Est. Elle s'allonge du Nord au Sud, devient plus massive au centre pour se rétrécir au Nord et au Sud. Elle se trouve dans la région naturelle de Kirimiro et dans les plateaux centraux. Elle est l'une de 11 communes de la province de Gitega ; elle fait frontière avec ces communes : Gitega au Nord, Makebuko à l'Est, Bukirasazi et Buraza au Sud-Est, Ryansoro au Sud et Nyarusange à l'Ouest. Elle est composée de 34 collines de recensement réparties en trois zones qui sont Nyabiraba (11 collines), Mugaruro (10 collines), Nyabitanga (13 collines). Le tableau suivant montre l'organisation administrative de la commune Gishubi en 1997.[8]

Tableau 1: Organisation administrative de base en commune Gishubi 1997.

Zone	Secteurs	Collines
Mugaruro	Mugaruro	Mugaruro, Bucana, Rwintamba.
	Munyinya	Munyinya, Mujejuru, Muhagaze, Mikore.
	Rukiga	Rukiga, Kejari, Gatoza, Gatare.
Nyabitanga	Remera	Remera, Bukwavu, Musenga, Nyakigina.
	Nyamugari	Nyamugari, Kigufi, Kigomera, Rurimbi.
	Gikuka	Gikuka, Nyakanazi, Ndago, Nyamirama.
Nyabiraba	Gishubi	Gishubi, Muhuzu, Ruhande, Murangara, Mugozi.
	Yanza	Yanza, Cimba, Kayogoro, Murehe.
	Ntuda	Ntunda, Nyamutobo.

[8] V. Havyarimana, *Evolution socio-économique de la commune Gishubi*, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, mars 2018, p. 21

2. Caractéristiques physiques de la commune.

a. Relief.

La commune Gishubi est un paysage de plateaux avec des altitudes variant entre 1900 m et 1950 m. Certains endroits ont un relief plus élevé avec des sommets dépassant plus de 2000 m. On peut citer la chaîne de montagne de Mugozi, située à l'Ouest de la commune Gishubi sur les collines Muhuzu, Ruhande et Mugozi. Cette chaîne fait frontière avec la commune Nyarusange. Elle est un prolongement de la chaîne de Musenyi de la commune Ryansoro. Du Sud vers le Nord, cette chaîne rejoint la chaîne de Muzima située en grande partie dans la commune Nyarusange.

A l'Est du chef-lieu de commune Gishubi se retrouvent les sommets les plus importants sur les collines Munyinya, Bukwavu et Remera de la zone Nyabitanga[9].

D'une façon générale, on observe une double inclinaison du relief d'une part, le Sud vers le Nord, et d'autre part de l'Ouest vers l'Est. Entre ces deux ensembles s'observe autour de l'axe routier Gitega-Mahwa une cuvette à travers laquelle passe la rivière Kanyangwa. On passe d'une altitude de plus de 2000 m sur les hauteurs de Mugozi à moins de 1600 m (1572 m au bord de la Ruvyironza à la pointe Nord de Ntunda) sur un espace d'une dizaine de kilomètres[10].

b. Climat

La commune Gishubi connaît un climat de type tropical à longue saison des pluies. Les précipitations sont en moyenne de 1200 mm/an et les températures moyennes se situant entre 18 et 19°C, avec une amplitude thermique quotidienne faible, dépassant rarement 3°C. Au mois de septembre, on observe les maxima qui tournent autour de 27-28°C tandis que les plus hautes températures sont observées au mois d'octobre.

En associant les données thermiques et pluviométriques de cette commune, on remarque qu'elle présente les caractéristiques correspondant au climat tropical humide marqué par des températures moyennes et une pluviométrie relativement abondante[11].

---

[9] V. Havyarimana, op.cit. p.7

[10] Plan communal de développement communautaire(PCDC), deuxième génération, mars 2014

[11] Les données thermiques et pluviométriques sont celles des stations de Mweya et Mahwa.

c. Végétation

La végétation de la commune Gishubi est composée par des *eucalyptu*s, les *pinus*, les *callitris* et des *acacia*. Ces derniers forment les principales essences forestières qui se trouvent sur les montagnes et les sommets des collines. La formation herbeuse est dominée par d'*Eragrostis* (*Ishinge*). Des roseaux (*Amarenga*) et des papyrus (*Urufunzo*) sont observés le long des principaux cours d'eau notamment la Kanyangwa et la Ruvyironza. La superficie des boisements est estimée à 361,5 ha soit 68,5 ha pour les boisements domaniaux, 157 ha pour les communaux et 136 ha pour ceux des privés.

d. hydrographie.

La commune Gishubi est traversée par deux principales rivières : Ruvyironza qui la sépare des communes Makebuko, Bukirasazi et Buraza et la rivière Kanyangwa. Les vallées de ces deux rivières sont vastes. D'autres petits ruisseaux alimentent la commune Gishubi mais avec des vallées peu étendues.

B. Une économie essentiellement agropastorale.

1. Agriculture.

La commune Gishubi connaît une agriculture intensive et diversifiée. 90% de la population vivent de l'agriculture. La position géographique de cette commune, ses sols, son hydrographie permettent au développement des cultures vivrières, fruitières, maraîchères et industrielles[12].

Les principales cultures vivrières entretenues dans cette commune sont le maïs, le haricot, le soja, le petit pois, le pois caja, la banane, le riz, le manioc, la patate douce et la pomme de terre. La banane est la principale culture qui, en plus, procure des revenus notamment par la vente de la bière de l'*urwarwa*[13].

Les principales cultures fruitières pratiquées dans cette commune sont l'avocatier, l'ananas, les oranges, le maracuja, les pruniers du Japon et le manguier. A l'exception de l'avocatier, les autres fruits ont un faible rendement.

Les cultures maraîchères sont dominées par les choux, les aubergines, les tomates et les amarantes. La plupart de ces cultures comme les choux, les tomates, les aubergines sont

[12] Plan Communal du Développement Communautaire, p.8
[13] V. Havyarimana, op.cit. p.9

cultivées pendant la grande saison sèche dans les marais des rivières Ruvyironza et Kanyangwa et dans leurs affluents.

La seule culture industrielle qu'on rencontre dans cette commune est le café. Mais, celui-ci n'est pas bien entretenu par la population car il n'est plus rentable. Les gens préfèrent cultiver dans les caféiers d'autres plantes comme les haricots, les patates douces, les légumes et les colocases.

2. Elevage

L'élevage pratiqué dans cette commune est de type extensif. Peu d'éleveurs pratiquent l'élevage en stabulation permanente. Le Plan Communal du Développement Communautaire nous indique les cultures fourragères qui y existent *: le trypsacum, penisetum, le sétaria et la bana-grass sur 21 collines*[14]. L'élevage bovin est dominé par la race locale, Ankolé. On y trouve peu de races améliorées comme la Jersey et la Sahiwal.

Le petit bétail est dominé par des caprins, des porcins, des ovins et des volailles. Selon le Plan Communal du Développement Communautaire, en 2013, la commune comptait 5 332 bovins, 16 701 caprins, 1 769 ovins, 31 086 porcins, 23 522 volailles, 1 794 ruches et 8 étangs piscicoles[15]. Les productions restent très faibles vu le besoin croissant de la population.

Différentes organisations interviennent pour le repeuplement du cheptel : Tamp Kagera pour les caprins, PARSE pour les caprins et les porcins, IPPTE pour les bovins. Des dipping tanks pour l'hygiène du bétail n'existent plus, ils ont disparu au cours de la crise d'octobre 1993.

C. Evolution socioculturelle de la commune Gishubi : 1993-2000

1. Culture et société.

Depuis 1993 jusqu'en 2000, on constate une régression socioculturelle suite à la guerre civile qui a durement frappé notre région d'étude.

La commune a connu une régression du point de vue culturelle. Avant la crise, il y avait des groupes de tambourinaires sur les collines Jurwe, Muhagaze, Kigomera et Mikore, mais ces groupes ont disparu au cours de la crise. Les seuls clubs des tambourinaires qui existent encore se trouvent sur les collines Cimba, Gikuka (tambourinaires de Nyaburunga) et au chef-lieu de la commune Gishubi. Des groupes des danseurs Intore existent encore sur les collines

[14] Plan communal de développement communautaire(PCDC), deuxième génération, mars 2014, p.13
[15] Ibidem

Cimba, Gishubi et Ruhande. Ces groupes se manifestent surtout lors de l'accueil des autorités qui visitent la commune. Ils s'exhibent aussi pendant la célébration des messes dans les églises catholiques et protestantes.

D'autres éléments culturels comme des chants de baratte (*kuvyinira igisabo*), des champs de culte rituel(*Ukubandwa),* des chants de complainte (*Ugucura intimba*), sont disparus au cours du temps. Le culte de Kubandwa a disparu par suite à son interdiction par les confessions religieuses. Des berceuses récitées pour consoler un bébé qui pleure, des salutations modulées (*akazehe*) ont disparu. Mais des danses (*ikinyuko)* et des chants pour les fêtes de mariage, de dot, existent encore[16].

Du point de vue social, la commune Gishubi est devenue une société fragmentée pendant la crise. On y trouve les résidents habituels et les déplacés venus de la commune Nyarusange, Ryansoro, Buraza et Bukirasazi. On y trouve dans ce site de Gishubi plus de 1.531 déplacés[17]. D'autres catégories de personnes sont les démobilisées. On dénombre 93 personnes dont 2 femmes démobilisées[18]. Ces dernières sont de la colline Kayogoro en zone Nyabiraba. Depuis 2004 jusqu'en 2008, la commune Gishubi a enregistré un grand nombre des rapatriés.

Tableau 2. Evolution des effectifs des rapatriés.

Année / **Zone**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**Total**
MUGARURO	6	26	8	7	41	88
NYABITANGA	17	13	23	16	4	73
NYABIRABA	14	12	8	9	26	69
Total	37	51	39	32	71	230

Source : Archives communales, 2009

Le tableau ci-dessus montre que la zone Mugaruro a accueilli un grand nombre des rapatriés depuis 2004.

Suite aux déplacements des gens causés par la guerre, la société de 1993 à 2000 était caractérisée par le manque de la cohésion sociale. Des conflits fonciers éclataient entre les

[16] V. Havyarimana, op.cit.p.62
[17] Archives communales.
[18] Ibidem

déplacés et ceux qui ont occupé leurs terres. Des mariages illégaux, la polygamie et le divorce y sont pratiqués. L'inscription des naissances par des agents de l'état civil a été suspendue par cette même crise d'octobre 1993.

2. Education.

La Direction de l'Enseignement Communal de Gishubi compte 14 directions dont 21 écoles du cycle fondamental et 5 écoles post fondamentales : le lycée Gishubi à régime d'internat, le lycée communal sous convention catholique Sainte croix de Ntita, le lycée communal Gishubi, le lycée communal Nyabiraba, le lycée communal Ruyengo et le lycée communal Mugaruro. Les effectifs des élèves sont très élevés dans ces écoles. Au cours de l'année scolaire 2005-2006, on dénombre par classe 104 élèves dans la zone Mugaruro, 96 élèves dans la zone Nyabiraba, 83 élèves dans la zone Nyabitanga[19]. Cette situation rend difficile l'encadrement pédagogique des élèves.

La commune possède aussi deux écoles de métier, l'une, privée, celle de la congrégation des Sœurs de Saint François d'Assise à Nyabiraba, l'autre, publique, au chef-lieu de la commune Gishubi. On y trouve aussi deux écoles YAGAMUKAMA encadrées par l'Eglise catholique aux paroisses Nyabiraba et Ntita. Ces écoles n'accueillent pas les jeunes en âge de scolarisation. Elles apprennent aux adultes de la lecture, de l'écriture, du calcul et beaucoup du catéchisme. Ces écoles accueillent surtout les adultes qui cherchent à recevoir des sacrements de baptême, de confirmation et de mariage.
Depuis 1998 jusqu'en 2000, la commune enregistre 6 centres d'alphabétisation.

[19] V. Havyarimana, op.cit. p.24

Tableau 3 : Situation d'alphabétisation dans la commune Gishubi : 1998-2000

Nom du centre	Salles	Effectifs des apprenants		
		Hommes	Femmes	Total
Ruhande	1	5	40	45
Ruyengo	1	17	26	46
Mugaruro	1	3	43	46
Nyabitanga	1	4	71	75
Nyabiraba	1	2	63	65
Muhuzu	1	1	13	14
Total	**6**	**32**	**256**	**288**

Source : - Ministère de la planification, du développement et de la reconstruction nationale, Monographie de la commune Gishubi, Gitega, 2006.

En observant ce tableau, on constate que les femmes étaient nombreuses par rapport aux hommes et cela pouvait dépendre de l'ignorance de l'importance de ces centres d'alphabétisation par ces derniers. Le site de Muhuzu enregistrait un petit nombre des apprenants-adultes.

Pendant la crise d'octobre 1993, le système éducatif a été perturbé. Aujourd'hui, les écoles souffrent de l'insuffisance des enseignants, des équipements scolaires, des latrines, de l'eau potable. Des abandons scolaires se sont multipliés. Cette situation a eu des effets négatifs sur la réussite scolaire: on y a enregistré un faible taux de réussite au concours national.

3. Action sanitaire.

Dans le domaine sanitaire, la commune Gishubi a 4 centres de santé : à Yanza, à Mugaruro, à Rurimbi, à Gishubi et un hôpital de district à Ntita qui dessert aujourd'hui les communes de Ryansoro et de Nyarusange. Cet hôpital a été construit par les missionnaires espagnols en 1979. Le personnel médical était composé d'un docteur, deux sœurs infirmières, 15 travailleurs soignants et 5 manœuvres. Les maladies traitées sont la tuberculose, le Kwashiorkor, etc.[20]

[20] J. Kayange, *La commune Gishubi dans ses mutations administratives, économiques et sociales:1960-1993,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, département d'histoire, Bujumbura, 2007, p.86

Les maladies fréquentes dans la commune Gishubi sont les suivantes : le paludisme, les infections respiratoires diverses particulièrement chez les enfants, les verminoses (ascaridiose, ankylostomiase,…), la gastrite, la maladie des yeux, la pandémie au VIH/SIDA[21] et la malaria.

Des contraintes dans le domaine sanitaire de la commune sont énormes : le manque des infrastructures sanitaires et du personnel médical qualifié et l'accès difficile pendant la période pluviale vers les centres de santé de Mugaruro, Rurimbi et l'hôpital de district à Ntita.

Quant à la médecine traditionnelle, la commune Gishubi connaît des tradipraticiens auxquels se confie une bonne partie de la population. Ces spécialistes échappent aux statistiques. On estime pour l'année 2005 dans la commune Gishubi, 25 tradithérapeutes connus officiellement et 39 accoucheuses traditionnelles formées avec kits[22]. Des pratiques sorcières ont été chassées par les églises catholique et protestante depuis 2009. Toute personne soupçonnée de recourir aux pratiques sorcières est privée des sacrements de l'Eglise.

[21] V. Havyarimana, op.cit. p. 37
[22] Monographie de la Commune Gishubi, Gitega, septembre 2006, p.43

4. Habitat

Du point de vue de l'habitat, les maisons en paille sont en régression. On en retrouve encore surtout à Mugozi, à Kigomera, à Nyamugari, à Mikore et à Nyakigina. Des maisons en tôles sont abondantes le long de la route nationale n°16 Gitega-Mahwa sur les collines Cimba, Kayogoro, Yanza, Murangara, Gishubi, et Muhuzu. D'autres maisons recouvertes en tôles et en tuiles sont sur toutes les collines de Gishubi. 49% des maisons de la commune sont couvertes de tuiles, 25% seulement de tôles et 26% de pailles[23].

Il sied de noter ici que dans cette entité administrative, on y enregistre un grand nombre de maçons et de charpentiers et de fabricants de briques en argile et de briques adobes. Des villages de paix sont construits à Yanza, à Gishubi et à Muhuzu. Quatre centres de Gishubi sont alimentés par l'électricité : Nyabiraba, Kigufi, Gishubi et Ntita.

D. Administration de la commune Gishubi : Aspect historiques de 1993 à 2000.

La commune Gishubi a pris sa naissance dans la chefferie de Muramba. Cette dernière a été créée après la fusion des sous-chefferies de la chefferie de Karabona. La chefferie de Muramba était constituée par des terres que Karabona avait partagées entre ses fils: il s'agit de Ndava ya (de) Kimanda appartenant à Wakana ; Butega de Gahungu et de Nijembazi ; Gitaramuka de Kimamba et Muyange de Buyoya. Cette chefferie s'étendait sur les communes actuelles de Gishubi, Ryansoro et Nyarusange[24].

En 1960, l'ordonnance législative du gouvernement n° 221/253 du 26 septembre 1960, portant sur la suppression des territoires, des chefferies[25], et la naissance des provinces et des communes fut signé par le Résident du Rwanda-Urundi, Jean Paul Harroy: 18 provinces réparties sur 181 communes furent créées. Le Territoire de Kitega fut subdivisé en trois provinces à savoir Kitega, Bukirasazi et Karuzi. La province de Bukirasazi était composée par des communes Makebuko, Itaba, Bukirasazi, et Nyabiraba. Cette dernière fut subdivisée en cinq zones :Nyabiraba, Kavumu, Nyarusange, Nyabitanga et Ryansoro.

---

[23] V. Havyarimana, op.cit. p. 37

[24] J. Kayange, op.cit.p.8

[25] E. Ndayizeye, *Précis de la montée de la violence organisée au Burundi*, Rome, centrostampapiceno, 2009, p.57

A la veille de l'indépendance, avec le décret du 1er mars 1962, le Burundi fut divisé en 8 provinces, 8 arrondissements et 181 communes dirigées respectivement par les gouverneurs, les commissaires et les bourgmestres.

En 1965, l'arrêté-loi n° 001/767 du 1er septembre portait sur la redéfinition communale. Les anciennes communes ont été fusionnées. Le nombre des communes fut réduit de 181 à 78 sur toute l'étendue du pays jusqu'en 1970 ; date de la création de la commune Bukinanyana dans la province actuelle de Cibitoki. Ainsi le nombre des communes augmenta de 78 à 79 réparties sur 8 provinces.

Le 24 septembre 1982, il y a eu promulgation du décret portant sur la délimitation des provinces et communes du Burundi. C'est ainsi que le nombre des provinces fut augmenté de 8 à 15 et celui des communes de 79 à 114. Buraza et Ryansoro devinrent des communes. C'est pendant cette même période que la commune Nyabiraba a changé d'appellation et est devenue Gishubi. Depuis sa création, le chef-lieu de la commune Nyabiraba fut érigé au centre de négoce de Gishubi où l'on pouvait avoir des infrastructures pour abriter les bureaux administratifs.

En 1993, il y avait 6 zones : Nyabitanga, Gishubi, Mugaruro, Bukoro, Murambi et Nyarusange. Le 12 novembre 1997, la commune Nyarusange a été créée et s'est détachée de la commune Gishubi.

Du point de vue administrative, depuis 1960 à 1966, la commune Nyabiraba, devenue Gishubi en 1982, était dirigée par le bourgmestre Ngendabanka Pierre mis en place après les élections de 1960. De 1966 à 1981, les administrateurs qui dirigeaient cette commune étaient: Nyambuza Pierre, Barambona Wenceslas, Bumeko Bonaventure, Nkiramagi Eraste, Baranyedetse Serges, Ndekekubanza Cyrille. De 1982 à 1993, la commune était dirigée par Kandikandi Gabriel, Ndabahagamye Joseph[26]. 1993 à 2000, la commune Gishubi a connu une instabilité administrative. Elle a connu six administrateurs pendant une période de 7 ans, soit d'une durée d'un an et demi pour chacun. Ces administrateurs étaient Niyonzima Gérard, Sinzinkayo Venant, Kayoya Jean, Nzigirabarya Venant, Bazizi Placide et Ciza Venant.[27] C'est à partir de Niyonzima Gérard que la commune a commencé à être dirigée par les natifs. Ce dernier était le seul à avoir atteint la deuxième candidature de l'université du Burundi. Les

[26] J. Kayange, op.cit.p.13

[27] Archives de la commune indiquant les noms des administrateurs qui ont dirigé la commune Gishubi.

autres étaient à peine arrivés à la fin des humanités. Kandikandi Gabriel et Nkiramagi Eraste n'ont pas terminé le cycle inférieur.[28]

LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE.

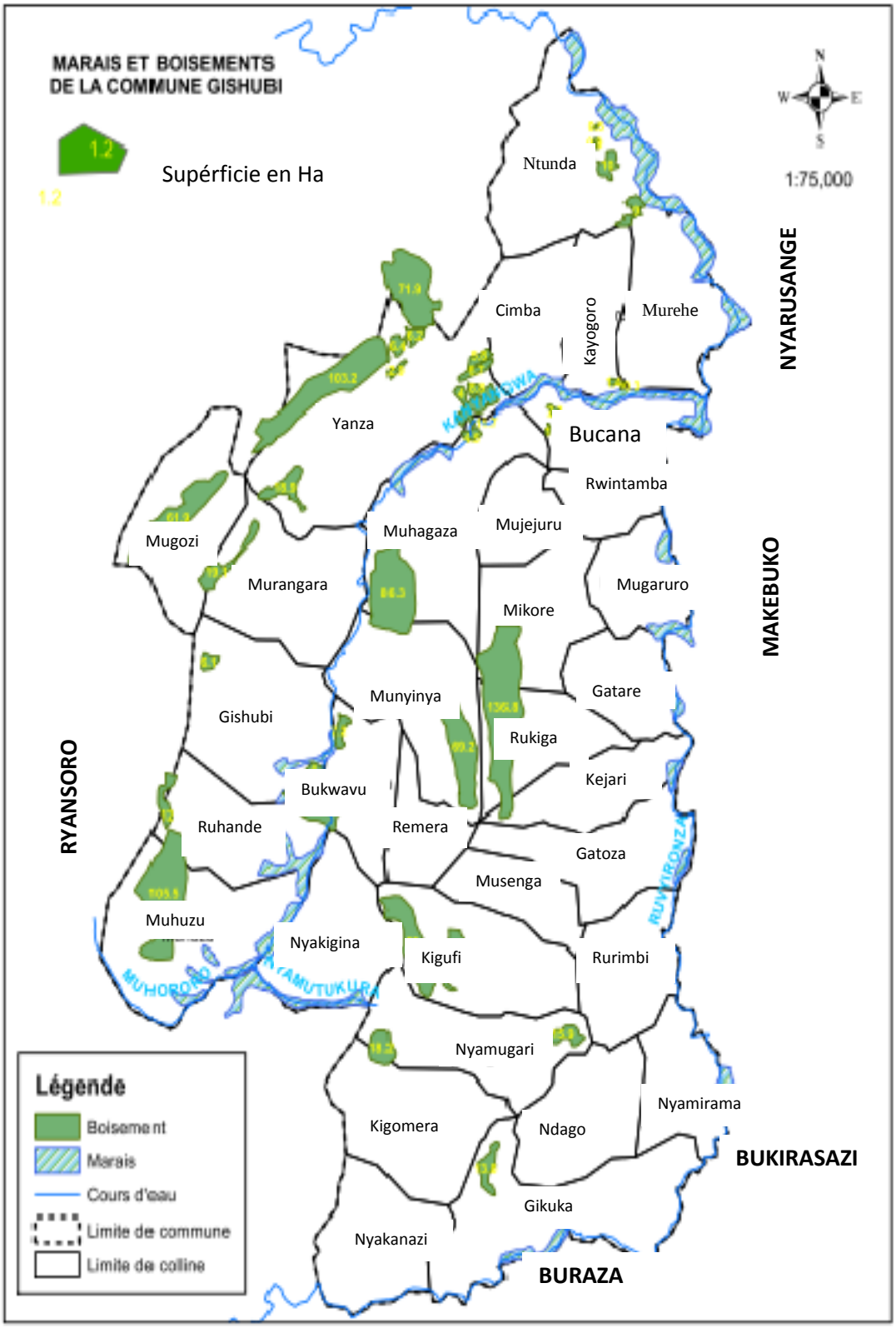
Fig. 1 Carte politique du Burundi



Source : www.mondecarte.com/carte/burundi-carte.asp. Consulté le 25 février 2021.

[28] J.Kayange. op.cit. p. 13

Fig. 2. Carte administrative de la commune Gishubi



Source : www.provincegitega.gov.bi consulté le 4 décembre 2020

CHAP II. LES CRISES POLITICO-ETHNIQUES EN COMMUNE GISHUBI.

A. Aperçu historique des crises antérieures à 1993: Rappel.

La fin des années 1950 a coïncidé avec la préparation de l'indépendance du Burundi et le début de la détérioration des relations du Rwanda via la " Révolution sociale" de 1959[29]. Celle-ci a eu un impact sur le vécu des Burundais[30]. J. P. Chrétien fait remarquer que « le syndrome rwandais gagnant rapidement la classe dirigeante burundaise: du côté des Tutsi, le spectacle des dizaines de milliers de réfugiés rwandais incitait à la méfiance à l'égard des Bahutu; du côté hutu, la « Révolution sociale» de Kigali faisait miroiter la possibilité d'une conquête absolue du pouvoir[31]». Ces évènements rwandais ont par la suite créé une psychose dans les milieux tutsi du Burundi qui venaient d'accueillir des réfugiés tutsi du Rwanda.

Deux ans après son accession à l'indépendance en 1964, des divisions à caractère idéologique teintées d'ingrédients ethnicistes ont vu le jour dans ce pays. Il s'agit des oppositions qui étaient basées sur les étiquettes « Casablanca » et « Monrovia »[32]. « progressisme neutraliste » et « modérés pro-occidentaux », ces appellations « Casablanca » et « Monrovia » étaient somme toute un euphémisme pour ne pas dire respectivement Tutsi et Hutu. Ces mêmes rivalités étaient fortes au sein de l'Assemblée législative et du gouvernement[33]. Elles ont été fermement condamnées par le roi Mwambutsa.

Le premier ministre Pierre Ngendandumwe fut nommé le 7 janvier 1965 dans cette conjoncture d'opposition entre les 2 tendances. Il fut assassiné par un Rwandais travaillant à l'ambassade des Etats-Unis à Bujumbura le 15 janvier 1965. Les partisans de Casablanca furent accusés d'avoir commandité ce crime[34].

---

[29] A. Guichaoua, « *Un lourd passé*, *un présent dramatique, un avenir sombre »*, in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994),* Paris, Karthala, 1995, pp.23-51

[30] E. Ndayizeye, op.cit. 2009 p.77

[31] J. P. Chrétien, *L'Afrique des grands lacs, deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, 2000, p.274

[32] A. Binagana, *Péripéties burundaises, acteur et témoin,* Bujumbura, Éditions de la renaissance, 2002.p.86

[33] M. Manirakiza*, La fin de la monarchie burundaise, Bruxelles*, Hayez, 1990, p.62

[34] E. Ngayimpenda*, Histoire du conflit politico-ethnique Burundais, les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Editions de la renaissance, 1997, p.223

Cet assassinat a été à l'origine de la méfiance entre les Hutu et les Tutsi. Ces derniers ont été accusés d'avoir commis ce crime. Evariste Ngayimpenda ajoute que, « vu le nombre impressionnant des arrestations, mais également de la rapidité avec laquelle elles furent opérées, il n'y a aucun doute qu'elles participaient d'un règlement de comptes entre les deux groupes Casablanca et Monrovia [35] ».

Les ingrédients ethnicistes venaient donc de voir le jour dans une société sans ethnies. Ils ont produit leurs effets lors des élections législatives du 10 mai 1965. La mort de Ngendandumwe a été exploitée lors de la campagne électorale. Les propagandistes des élections de mai 1965 en ont profité pour s'attirer des voix[36]. Les Hutu ont accusé les Tutsi d'avoir assassiné le premier ministre Ngendandumwe[37].

Ces élections ont été remportées par l'UPRONA (24 sièges sur 33)[38]. Pour les Hutu, cette victoire n'était pas la victoire de l'UPRONA mais le triomphe de leur ethnie. Cette tendance ethnique allait jusqu'à se manifester au sein de l'Assemblée nationale élue le 19 juillet 1965 : tous ses membres du bureau étaient des Hutu[39]. Cette ethnisation des institutions se renforça même avec l'élection, le 4 septembre 1965, de trois membres du bureau du Sénat qui étaient tous aussi Hutu. Un climat de méfiance entre les deux groupes ethniques s'installa[40].

En vue d'assurer la sécurité et la tranquillité publique, le roi Mwambutsa déclara que la presse, l'information, la gendarmerie seront désormais apolitiques. Il décida que ces institutions, chargées de la gestion de ces secteurs, dépendraient directement de lui. Dans ce climat d'instabilité politique, le roi constata que son pouvoir est menacé par des divisions ethniques[41]. Cette conjoncture allait déboucher sur la 1ère crise politico-ethnique que le Burundi a connue.

---

[35] E.Ngayimpenda, op.cit. p.206

[36] Ibidem. p.228

[37] E. Niyokuru, *Les crises politico-ethniques de 1972 et 1993 en commune Nyanza-Lac*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Bujumbura, 2012. p.26

[38] E. Ndayizeye, op.cit.p.90

[39] A. Binagana, op.cit.p.167.

[40] A. Mariro, *Le Burundi 1965 : la première crise ethnique, genèse et contexte géopolitique*, Paris, l'Harmattan, 2005. p.175

[41] Ibidem. p. 181

1. Les crises d'octobre 1965 et de septembre 1969

Le 19 octobre 1965 vers 2 heures, une quarantaine de mutins Hutu de l'armée et de la gendarmerie commandée par Antoine Serukwavu attaquèrent le palais royal[42]. Mais la garde royale parvint à résister contre les attaques de ces mutins avant que les paracommandos de Gitega interviennent. Ces mutins ont tué six personnes et en ont blessé plusieurs autres. Le premier ministre Léopold Bihumugani fut grièvement blessé. Le roi eut la vie sauve[43].

Dans la même nuit du putsch, des bandes Hutu de Busangana et Bugarama de la province de Muramvya se livraient à des massacres contre les Tutsi[44]. Des gendarmes envoyés pour rétablir l'ordre auraient commis des pertes humaines lors de leurs opérations. Environ 400 personnes y ont laissé la vie.[45]

Dans leur intervention, les gendarmes y ont brûlé des huttes, tué les gens et pillé le bétail.

Selon l'interview de Jacques Cordy, journaliste quotidien du 29 octobre 1965, « le mécontentement des Hutu provient d'abord d'une grande lassitude de ce qu'ils appellent la faiblesse du pouvoir et ensuite, d'une profonde déception face aux résultats du scrutin électoral qui les avaient gonflés d'espoirs, sans doute excessifs. Les Hutu nourrissent une rancune croissante à l'encontre de Mwambutsa IV, qu'ils estiment trop débonnaire[46] ».

Après cette tentative de coup d'Etat, des autorités Hutu furent arrêtées et condamnées dont le premier ministre Joseph Bamina et le président de l'Assemblée législative, Emile Bucumi[47].

Ayant échappé à la mort le jour de putsch, le roi Mwambutsa prépara ses valises, regagna l'Occident pour ne plus retourner dans son pays. Il fut déposé par son fils Charles Ndizeye le 8 juillet 1966 sous le nom du règne dynastique Ntare V. A moins de 4 mois, Ntare V fut

---

[42] J.C. Minani, *La vérité et l'amour : Un défi moral pour la réconciliation d'un peuple divisé : le cas du Burundi*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 2008 p.64

[43] E. Ngayimpenda, op.cit. p.243

[44] J.C. Minani, op.cit. p. 22

[45] Ligues des droits de la personne dans la région des grands lacs, « *Burundi: 40 ans d'impunité*, *rapport final* », juin 2005.p35

[46] E. Ngayimpenda, op.cit. p.243

[47] F. Reyntjens, *L' Afrique des Grands Lacs, Rwanda, Burundi (1988-1994) en crise*, Paris, Karthala, 1994, p.23

renversé par son premier ministre Michel Micombero le 28 Novembre 1966[48]. La monarchie venait d'être aboli et la République d'être proclamée.[49]

Trois ans après, une autre crise politico-ethnique a éclaté. En effet, en Septembre 1969, un putsch manqué, orchestré par des éléments Hutu de l'armée a fait que des militaires soient arrêtés. Selon l'ambassadeur Jérôme Sinduhije, « le but ultime de la majorité des organisateurs du coup d'Etat déjoué de septembre 1969, était de nettoyer tout le pays du Nord au Sud, et d'Est en Ouest de tous les Tutsi en commençant par tous ceux qui pouvaient constituer des obstacles majeurs à leur projet tel que les officiers, les sous-officiers, et les hommes de troupes de l'ethnie[50] ». Vingt-trois militaires furent condamnés et exécutés. Les autres accusés furent condamnés à terme ou acquittés[51].

Après cette période, le président Michel Micombero a concentré le pouvoir entre ses mains. Il dut faire face à une crise politique en 1971 qui a débouché sur une opposition entre les ressortissants de la province de Bururi et ceux des autres provinces[52].

Le 24 janvier 1972, un bon nombre de personnalités furent condamnées mais reçurent par après la grâce présidentielle. C'est au cours de cette période qu'a éclaté la crise de 1972.

2. La crise d'avril 1972

a. Attaque dans l'Imbo

La crise de 1972 a éclaté le 29 avril 1972. Des éléments Hutu en compagnie des rebelles Mulélés ont attaqué la ville de Bujumbura et la plaine de l'Imbo. Les Hutu de la partie Sud seraient partis avant les attaques, à l'extérieur en Tanzanie et au Zaïre pour apprendre les exercices de combat[53]. Marc Manirakiza rapporte lui aussi que, les rebelles mulélés avaient

---

[48] A .Nibimenya, *Le nationalisme burundais et ses conséquences, un Etat plus nationaliste que national 1961-1988*,Bujumbura, Librairie des lettres et des sciences sociales, Bujumbura, 2009. p. 303

[49] S. Barumwete*, « La démocratie au Burundi: entre illusions et désillusions »* in M.Mukuri, J. M. Nduwayo et N.Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi à Emile Mworoha*, un pionnier de l'histoire africaine, Paris, Karthala, 2017. pp.151-173

[50] J. Sinduhije, op.cit. p.159

[51] M. Manirakiza. op.cit. p.42

[52] E. Ngayimpenda, op.cit. p.339

[53] A. Ndayirukiye, *La crise politico- ethnique de 1972 en commune de Vyanda: essai d'analyse*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, mars 2007, p.35

été entraînés en Tanzanie[54]. Munis des gourdins, des machettes, des lances, emportés par des drogues, etc. ils ont massacré des Tutsi dans la plaine de l'Imbo (Rumonge, Mutambu, Minago,Kabezi , Kanyosha et dans le sud du pays (Vugizo).

Pendant les massacres des Tutsi, les Hutu qui refusaient de s'allier avec les rebelles ont été tués[55]. Cette attaque de l'Imbo a duré 4 jours, remporta de nombreuses vies humaines. Ngayimpenda souligne que « dans un premier temps, seules les provinces de Bubanza et de Muyinga restent à l'abri des attaques »[56].

L'attaque a été arrêtée par l'intervention des militaires venus des camps de Bujumbura. Certains assaillants ont été tués, d'autres ont pris fuite vers la Tanzanie et le Zaïre[57].

b. La répression.

Dans tout le pays, des arrestations des Hutu instruits ont été entamées par le pouvoir en place. La première répression a été menée par l'intervention militaire contre les rebelles Mulélés dans les communes de Kabezi,Mutambu, Rumonge, Vyanda, Nyanza-lac, Vugizo, Mabanda, Kibago et Makamba[58].

Dimanche le 30 avril,[59] après 24 heures seulement de l'attaque du Sud, des arrestations furent menées à Bujumbura contre les ministres hutu, les cadres hutu. Très vite, les Hutu d'un certain niveau d'étude furent considérés comme des cibles. Selon J.P .Chrétien et J.F. Dupaquier : « *A l'évidence, au niveau de Micombero, de Simbananiye, des procureurs, ils ont donné l'ordre d'arrêter tous les fonctionnaires, cadres, étudiants, simples employés hutu de Bujumbura, tous ceux ayant un certain statut social* »[60]. Dans le Sud du pays, la répression a visé tout rebelle qui était resté sur le champ et les Hutu soupçonnés d'être complices lors des massacres des Tutsi [61]. Evariste Ngayimpenda affirme que, dans la même perspective d'arrêter les Hutu, il y avait des listes qui répertoriaient des éléments qui avaient donné leur caution

[54] M. Manirakiza, op.cit. p. 120.

[55] E. Niyonkuru, op.cit.p.53
[56] E. Ngayimpenda. op.cit. p.426

[57] J. P. Chrétien et F. Dupaquier, *Burundi 1972* : *au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007. p. 106
[58] T. Nkezindavyi, *La crise politico-ethnique de 1972-1973 en province de Makamba,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Bujumbura, octobre, 2001.p.61

[59] F. Reyntjens, op.cit. p. 38
[60] J. P. Chrétien et J.F. Dupaquier, op.cit. p.156
[61] E. Niyonkuru, op.cit. p.*53*

morale à la rébellion par leur contribution intellectuelle, matérielle, financière ou logistique.[62] Notons que certains Hutu du Sud du pays ont aidé les rebelles mulélés dans les massacres des Tutsi[63]. Les militaires qui venaient chercher des gens avaient des listes de suspects, mais lorsque les notables locaux plaidaient la cause d'un suspect, il était sauvé[64].

A partir du 6 mai 1972, les autres provinces furent envahies par ces rafles des Hutu. Christian Thibon rappelle que cette crise s'étendit sur tout le pays, n'épargna aucune province[65]. Tous les Hutu du pays étaient accusés d'être complices des massacres du Sud. Ils payèrent très cher leur tentative[66].

Le journal Flash Infor, après avoir vanté l'action de la JRR ajoute que : *« toutes les autres provinces doivent suivre cet exemple et encadrer les militants du parti, pour mener une action de nettoyage et de soutien à l'action poursuivie par toutes les forces vives de la nation. On est ainsi passé en peu de jours de la ''vigilance'' au '' nettoyage ''* ».[67] C'est dans ce contexte que la commune Gishubi a été touchée par cette crise de 1972.

c. La crise de 1972 en commune Gishubi.

Durant les mois de mai et juin 1972, les Hutu de la commune Gishubi furent touchés par des arrestations. Comme l'évoque Siméon Barumwete, « le pouvoir en place a organisé une répression sanglante dirigée contre les intellectuels Hutu »[68].

Avant les arrestations, des rumeurs qui disaient que les Mulélés ont attaqué dans l'Imbo circulaient dans toute la commune. Les autorités administratives veillaient à la sécurité en organisant des rondes nocturnes. Ntacoyampaye Régine, une vieille dame du site Muhuzu se souvient d'une ronde nocturne sur la colline Gishubi que faisaient les Hutu et les Tutsi en commun pour se prévenir contre les attaques mulelistes.[69] Les jeunes militants de l'UPRONA

[62] E.Ngayimpenda. op.cit. p.469

[63] A. Ndayikengurukiye, op.cit.p.39

[64] E. Ngayimpenda. op.cit.p.475

[65] C. Thibon, « *Les origines historiques de la violence politique au Burundi* » in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, pp.58-62

[66] M.Manirakiza, op.cit. p.129

[67] Le journal Flash Infor du 6 mai 1972, cité par J. P. Chrétien et J.F. Dupaquier, op.cit. p. 156

[68] S.Barumwete, op.cit. in M.Mukuri, J. M. Nduwayo et N.Bugwabari (dir), op.cit. pp.151-173

[69] R. Ntacoyampaye , 84 ans, Cultivatrice, Muhuzu, le 10 juin 2020.

circulaient pendant la nuit sur les collines proches du chef-lieu de la commune : Munyinya, Ruhande, Yanza, Muhagaze, Nyamugari. Selon P.W de la colline Nyamugari : « *Le chef de la zone Gishubi Ndaribike Astère passait toute la nuit à vérifier si les gens étaient présents dans ces rondes nocturnes* »[70]. La population avait donc peur de l'attaque des Mulélés.

Quelques jours après les attaques du Sud du pays, l'administrateur de la commune Gishubi a organisé une réunion avec les notables des collines. Certains enseignants Tutsi ont été choisis pour dresser des listes des Hutu, soupçonnés de pouvoir collaborer avec les Mulélés lorsque ces derniers pénètreront dans la commune Gishubi.

> « Les plus connus étaient un enseignant X de la colline Yanza, enseignant en 5ème année à l'école primaire de Nyabiraba et sa femme Y [71] ; le chef du parti qui était en même le chef de zone ; un commerçant de Gishubi dont son camion transportait les personnes arrêtées ; le chef du parti sur la colline Muhagaze ; le notable de la colline Munyinya ; les policiers de la commune Gishubi ; l'ancien notable de la colline Kayogoro ; une autorité de la colline Kigomera qui travaillait dans le bureau provincial de Gitega »[72].

Toutes ces personnes ci-haut citées collaboraient avec les autorités administratives de la commune. Une situation similaire s'est passée dans la province de Bururi. Niyonkuru E. note que des listes sur lesquelles figuraient des Hutu à réprimer ont été aussi dressées dans la commune Nyanza-Lac[73].

Marc Manirakiza considère ces arrestations comme le début des exécutions sommaires et en série des Hutu[74]. Des Hutu de la commune Gishubi étaient convoqués au chef-lieu de la commune sans motif valable. Cela était de la même chose que dans les autres communes du pays. A Makamba, la répression visait les fonctionnaires, les commerçants, les paysans et quelque fois même les élèves du secondaire, généralement les Hutu[75].

En commune Gishubi, ceux qui ont comparu, les uns ont été arrêtés et portés disparus, d'autres ont été libérés[76]. Parmi ces derniers, nous pouvons citer les Hutu de la colline

---

[70] P.W, 78 ans, Cultivateur, Nyamugari, le 12 juin 2020.
[71] S. S, 74 ans, Enseignant en retraite, Bukoro, le 10 octobre 2020.
[72] A. N, 63 ans, Cultivateur, Muhagaze, le 11 juin 2020.
[73] E. Niyonkuru, op.cit. p.55
[74] M.Manirakiza, op.cit. p.130

[75] T. Nkezindavyi, op.cit. p.61

[76] Voir les modes d'arrestations et d'exécution. Cf. CENAP, *Burundi, aperçu historique des crises « politico-ethniques » à travers des enquêtes : De l'indépendance à 1994*, Bujumbura, octobre, 2019.pp.39-42

Muhagaze : « Helmenegilde Musega qui était commerçant, André Buryamire et Joseph Rusuku »[77]. L'enseignant de l'école primaire Gishubi Tite Nkoribigawa a été arrêté mais libéré sur l'ordre de Ruzoviyo (Tutsi), secrétaire de la commune Gishubi. D'autres enseignants ont été arrêtés quand ils étaient en train d'enseigner.

Les personnes arrêtées étaient transportées par un camion du commerçant X de Gishubi vers des destinations inconnues mais elles ne sont jamais revenues dans leurs familles.
Des Hutu qui se rendaient à Bujumbura étaient arrêtés sur la route nationale n° 16 qui passe devant le bureau communal de Gishubi.
Selon nos enquêtés, pour arrêter les Hutu, on les accusait d'avoir un cachet de mulélé sur les cuisses ou dans leur dos. Des intellectuels Hutu de la commune Gishubi ont été aussi arrêtés parce qu'ils étaient accusés de ne pas participer activement aux activités du parti UPRONA.
Pour connaître l'ampleur et la façon dont ces arrestations se sont déroulées, nous avons recueilli des récits des gens qui ont vécu ce drame.

Sur la colline Nyamugari, W. P, nous raconte l'ambiance qui régnait au début de cette crise :

> « C'était en avril 1972 quand la crise a éclaté. Je venais du Congo. Je suis arrivé au Burundi chez moi sur la colline natale le 27 avril. Dimanche, je prenais la décision de retourner à Bujumbura. Arrivé à Gitega, près du palais royal, la route était barrée. Je suis retourné à Gishubi. Toute la population était effrayée. A ce moment, nous avons appris que Ntare V a été assassiné. Arrivé chez moi à Nyamugari, le chef de zone nous exigeait, nous hommes adultes, de faire des rondes nocturnes. Durant toute la nuit, le chef de zone contrôlait ceux qui faisaient la garde. Il surveillait les gens qui allaient à Bujumbura pour chercher du travail. Ces derniers étaient soupçonnés de collaborer avec des Muléles »[78].

A.B, l'ex-administrateur de la commune Gishubi se souvient de cette crise de 1972 et de ce qui est arrivé à son oncle :

> « Mon oncle qui n'était ni enseignant, ni commerçant, a été emporté par cette crise. Ce jour, le camion venait charger les Hutu qui avaient été arrêtés. Parmi ces derniers, il y avait le grand commerçant Nkurira de Gishubi. Quand celui-ci a été attrapé, mon oncle le suivait pour lui rembourser la dette qu'il lui devait. Lui aussi était arrêté et mis dans ce camion. On attendait son retour mais en vain. Les Hutu

[77] A. N, 63 ans, Cultivateur, Muhagaze, le 11 juin 2020.
[78] P.W, 78 ans, Cultivateur, Nyamugari, le 12 juin 2020

> arrêtés étaient accusés d'être des politiciens collaborant avec les rebelles mulélés. On disait qu'on allait les incarcérer dans la prison de Gitega. Mais nous avons appris qu'ils ont été massacrés et ensevelis dans les fosses communes dans la province de Karuzi. Le lieu de rassemblement des captifs était en face du bureau de la commune Gishubi, à côté d'un grand arbre d'eucalyptus où stationnait le camion »[79].

Sur la colline Bukoro, l'enseignant en retraite, S. S. nous raconte ce qui lui est arrivé quand il enseignait à l'école primaire de Nyabiraba, l'une des écoles de Gishubi qui ont été touchées par la crise de 1972:

> « Pendant la crise de 1972, j'enseignais à l'école primaire de Nyabiraba en 5ème année. Nous entendions des rumeurs qui disaient qu'il y avait des enseignants de l'école primaire de Nyabiraba qui devaient être arrêtés. J'étais sur la liste de ceux qui devraient être arrêtés. C'était au mois de juin, je ne me souviens pas la date mais c'était un mercredi. Un groupe de policiers du chef-lieu de Gishubi est venu nous arrêter. Ce jour-là, on a arrêté seulement le directeur de l'école Lucien Ndabemeye. On l'a appelé quand il était dans son bureau et quand il est arrivé, le groupe l'a fait monter dans un camion et l'a transporté vers le chef-lieu de la commune. Nous, les enseignants, nous nous demandions le crime qu'il a commis pour qu'il soit arrêté. Ce directeur n'est jamais revenu chez lui. J'entendais des rumeurs qui disaient que moi aussi je serais arrêté. Je me suis adressé au chef de la zone Nyabiraba, Emmanuel, pour lui demander ce que je pourrais faire pour échapper à ces arrestations, et il m'a tranquillisé en me disant que je ne serais pas arrêté. Une semaine plus tard, le même groupe de policiers a arrêté Bireha, Ruvumbagu et moi-même. Arrivé à l'école, le groupe a commencé faire monter dans le camion Bireha et Ruvumbagu. Il est arrivé devant la classe de 5ème année où j'enseignais. Je me souviens que tous les élèves ont commencé à pleurer. Ces policiers commençaient à discuter, les uns voulaient me faire monter dans le camion et les autres disaient de me laisser. Ils ont décidé de me laisser mais acheminer mes deux collègues vers le chef-lieu de la commune Gishubi. Le soir de ce jour, j'ai informé le chef de zone, Emmanuel, ce qui m'est arrivé et il m'a conseillé de quitter la commune Gishubi. Le lendemain, j'ai pris fuite vers la

[79] A. B , 62 ans, Enseignant, Gishubi, le 8 juin 2020.

> Tanzanie. J'étais avec un autre enseignant Ntiranyibagira Joseph. Je suis revenu au Burundi en 1993 après la victoire de Ndadaye[80] ».

Sur la colline Jurwe, M.M. se souvient de ces arrestations de 1972 dans la commune Gishubi :

> « En avril 1972, je vivais à Bujumbura où j'avais un emploi. Quand la crise a éclaté, moi avec mes amis, avons pris la décision de quitter la ville. Nous ne pouvions pas prendre la route Gitega-Bujumbura car elle était barrée. Nous avons monté à pieds dans la province de Bujumbura rural en passant dans de petits chemins. Arrivés à Mwaro en commune Nyabihanga, il y avait une barrière qui fouillait tous les passagers venus de Bujumbura. Dans ces fouilles, on regardait ceux qui possédaient des cicatrices dans le dos car on disait que ces derniers collaboraient avec les Mulélés. Nous avons pu traverser cette barrière et sommes arrivés chez nous. Les rumeurs circulaient sur notre colline natale et disaient que ceux qui venaient de Bujumbura ou de Rumonge pourraient être arrêtés par l'administration. Le lendemain, les membres de la JRR (Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore) sont venus nous arrêter. J'ai été arrêté et on m'a acheminé dans le cachot de la commune Gishubi. Dans le cachot, nous étions au nombre de 30 personnes venus de Bujumbura, soupçonnées de collaborer avec les Mulélés. Le matin, les militaires nous ont exigés d'enlever les habits pour voir si nous possédions des cicatrices dans le dos. Nous nous sommes déshabillés. Une seule personne de la colline Bukoro sous-colline Gasaraga a été condamnée car elle possédait des cicatrices que le sorcier lui avait faites pour le protéger contre les forces maléfiques. Cette dernière était restée dans le cachot et nous, avons été libérés. Lui aussi aurait été libéré plus tard.[81]»

[80] S. S. 74 ans, Enseignant en retraite, Bukoro, le10 octobre 2020.
[81] M. M. 73 ans, Cultivateur, Jurwe le 6 novembre 2020.

Le tableau ci-dessous nous présente la liste des personnes arrêtées en 1972 et leur colline d'origine.

Tableau 4 : Les Hutu enlevés en 1972 en commune Gishubi, leurs fonctions et collines d'origine.

Noms des disparus		Leurs fonctions	Colline d'origine
1.	Bazahica Tite	Commerçant	Ryansoro
2.	Bazira Jean	Travailleur de la paroisse Nyabiraba	Muhagaze
3.	Bigari	Enseignant	Bihomvora
4.	Bireha Zacharie	Enseignant à l'école primaire de Nyabiraba	Karoba(commune Makebuko)
5.	Biroringanya	Enseignante à l'école primaire de Nyabiraba	Munyinya
6.	Budoromyi	Vendeur de la bière de l'urwarwa	Kigomera
7.	Budoti	Soldat	Gishubi
8.	Butabo Venant	Député	Kayogoro
9.	Cayega Brunot	Soldat	Cimba
10.	Dendekanya	Vendeur de la bière de l'urwarwa	Kigomera
11.	Edouard	Commerçant	Jurwe
12.	Karenzo	Vendeur de l'urwarwa	Kigomera
13.	Kiribundye Bernard	Enseignant à l'école primaire de Nyabiraba	Nyamutobo
14.	Kizehe	Cultivateur	Masare
15.	Louis, fils de Biroringana	Enseignant	Munyinya
16.	Mbabarempore Léopold	Enseignant à l'école primaire Nyabiraba	Ntunda
17.	Mbonimpa Simon	Commerçant	Jurwe
18.	Minani Evariste	Cultivateur	Ntunda
19.	Modeste	Enseignante à l'école primaire de Nyabiraba	Nyamutobo
20.	Mpunjako	Plombier	Kigomera
21.	Muvambere Jérôme	Enseignant	Mikore

22.	Ndabemeye Lucien	Directeur de l'école primaire de Nyabiraba	Muhagaze
23.	Ndikumwami	Commerçant	Gishubi
24.	Ndinze	Agronome	Muhagaze
25.	Ngendabanka Pierre	Bourgmestre	Kayogoro
26.	Ntakibirya Claver	Soldat	Muhagaze
27.	Ntandikiye Benoit	Commerçant	Nyamugari
28.	Ntibansiga Silas	Cultivateur	Ntunda
29.	Ntibariyumwe Mathias	Commerçant	Kigomera
30.	Nyampigi	Commerçant	Rukurazo
31.	Patrice	Commerçant	Murangara
32.	Rumira frère de Ndikumwami	Commerçant	Gishubi
33.	Ruvumbagu Salvator	Enseignant à l'école primaire de Nyabiraba	Ntunda
34.	Sadara	Cultivateur	Masare
35.	Samandari Thaddée	Abbé de la paroisse Nyabiraba	Cimba
36.	Sijenahagera Pierre	Cultivateur	Ntunda
37.	Sindimwo	Soldat	Gishubi

Source : Noms cités par nos enquêtés de Gishubi le 11, 12 et 13 juin 2020.

Le tableau ci-dessus nous montre que ceux qui étaient arrêtés dans la commune Gishubi n'étaient pas seulement des fonctionnaires de l'Etat. D'autres personnes qui n'étaient pas membres du parti au pouvoir mais qui faisaient de la politique étaient arrêtées. Il s'agit des vendeurs de la bière locale (*urwarwa)*, les commerçants, les cultivateurs, les plombiers et les religieux (Abbé de la paroisse Nyabiraba).

Lors de ces arrestations, Marc Manirakiza évoque que tout homme ou tout groupe tutsi investi d'un certain pouvoir, pouvait arrêter et tuer[82]. Pourtant, au moment de la répression des Hutu

[82] M.Manirakiza*, Burundi: De la révolution au régionalisme (1966-1976),* le Mât de Misaine, Paris/ Bruxelles, 1990. p.129

dans tout le pays, il y avait des Tutsi de bonne foi qui ont sauvé les Hutu[83]. C'est le cas de l'enseignant Tite Bazahica qui a été libéré sur l'ordre du secrétaire Ruzoviyo de la commune Gishubi.

Vers la fin du mois de juin en 1972, la paix a été retrouvée. Même ceux qui ont été arrêtés et emprisonnés au cachot de la commune ont été par après libérés. A cette période, les notables collinaires de toute la commune Gishubi ont reçu l'ordre de tenir les réunions sur leurs collines pour tranquilliser les gens. Ces réunions de pacification ont été utiles et ont donné espoir aux Hutu qui étaient les cibles des arrestations[84]. La paix a été retrouvée et la population vaquait à ses activités normales. Mais seize ans plus tard, les vieux démons de la division ont réapparu.

Au mois d'août 1988, une autre crise politico-ethnique éclata au nord du Burundi dans les communes de Ntega et de Marangara[85]. L'origine de cette crise serait la révolte de la population exacerbée contre l'administration communale qui la maltraitait[86]. Un commerçant Tutsi de Ntega aurait menacé des Hutu par le fusil en tirant à l'air. Cette provocation est vue par les Hutu comme le retour de la crise de 1972. Des bandes des Hutu armées des machettes attaquèrent et massacrèrent les Tutsi, détruisirent les ponts et les voies d'accès[87]. Ces affrontements ont opposé, d'un côté, des Tutsi aidés par les militaires, et de l'autre côté, des Hutu appuyés par les rebelles du PALIPEHUTU[88]. Des massacres qui ont commencé sur la commune Ntega infectèrent la commune Marangara de la province de Ngozi[89]. La répression armée par l'usage d'hélicoptères a mis fin à cette crise. La guerre emporta beaucoup de vies humaines et engendra une fuite des milliers des exilés vers le Rwanda[90]. Gaspard Nduwayo rappelle que « *l'éclatement de la violence en 1988 a cristallisé les antagonismes fabriqués en haines totales et même en racisme ethnique* [91]»

---

[83] CENAP*, Burundi, aperçu historique des crises « politico-ethniques » à travers des enquêtes : De l'indépendance à 1994*, Bujumbura, octobre, 2019.pp.48-50
[84] L. B. 68 ans, Cultivateur, Jurwe, le 6 novembre 2020.
[85] J.P. Chrétien*, Burundi : L'histoire retrouvée, 25 ans de métier d'histoire en Afrique*, Paris, Karthala, 1993.p.474
[86] J.C. Minani, op.cit.p.23
[87] E. Ndayizeye, op.cit.p.112
[88] M. Manirakiza*, Burundi* : *Quand le passé ne passe pas* (Buyoya I – Ndadaye) 1987-1993, Bruxelles, La longue vue, 2002, p. 21
[89] J.P. Chrétien, *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, 1989 p.30
[90] F. Reyntjens, op.cit. p.59
[91] G. Nduwayo, *La crise d'octobre 1993 au Burundi : Essai d'interprétation*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Bujumbura, 1998.

Cette crise de 1988 s'est produite au moment où le Burundi était sous un système de parti unique : l'UPRONA orientait et contrôlait l'action gouvernementale. Vingt ans plus tard, le multipartisme fût réinstauré par la Constitution du 13 mars 1992[92]. Des partis comme le Parti pour la Réconciliation du Peuple (PRP), le Parti du Peuple (PP), Parti Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU), le Rassemblement Démocratique pour le Développement Economique et Social (RADDES), Alliance Nationale pour le Droit et le Développement (ANNADE), le Parti Liberal (PL), le Rassemblement du Peuple Burundais (RPB), furent agréés et participèrent aux élections de 1993[93].

B. Elections de 1993 en commune Gishubi et malaise de vivre ensemble

1. La campagne électorale de 1993 en commune Gishubi.

Les élections de 1993 se sont déroulées dans le calme et la sécurité dans tout le pays. Trois candidats se battaient pour le poste présidentiel. Il s'agissait du président de la République, Major Pierre Buyoya, candidat de l'UPRONA, de Melchior Ndadaye du FRODEBU et de Pierre Claver Sendegeya du PRP[94].

Tout au début de la campagne, des alliances entre les partis politiques se sont formées: Les partis R.A.D.D.E.S et P.S.D se sont ralliés à l'UPRONA ; le RPB, le PP et le PL au FRODEBU[95]. La compétition entre ces partis politiques a aligné les partis selon les ethnies. Le FRODEBU avait recruté ses membres sur base d'ethnie. Les partis d'obédience tutsi se sont ralliés à l'UPRONA sauf le PRP qui a aligné son candidat. C'était la compétition entre Hutu-Tutsi, et le Tutsi étant présenté comme l'ennemi de la communauté Hutu[96]. La diabolisation était la principale caractéristique de cette campagne électorale. Selon I.

---

[92] S. Barumwete, op.cit. in M.Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi å Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Karthala, 2017, pp.158-160

[93] A. Guichaoua, « *Un lourd passé, un présent dramatique, un sombre avenir »*, in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)* Paris, Karthala, 1995.pp. 19-79

[94] J. Gahama, « *Limites et contradictions au Burundi »* in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, pp.81-84

[95] N.Hajayandi, « *Mobilisation partisane des jeunes au Burundi »*, in M.Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit.pp.199-2O1

[96] I. Rutikanga, *La crise d'octobre 1993: comportement de la population de Busoni*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'Histoire, janvier 1996. p. 28

Rutikanga, « *Le FRODEBU était taxé d'être le prédicateur de la division ethnique. L'UPRONA quant à lui était qualifié de maître du mensonge, le parti des oppresseurs des Hutu, malgré le discours du candidat axé sur la paix et l'unité* »[97] .

Durant la campagne électorale, Ndadaye enseignait qu'il va bâtir le Burundi nouveau tandis que Buyoya aspire la continuité dans le changement en s'appuyant sur la base de l'unité[98].

Un climat de tension caractérisa ces deux blocs: « l'UPRONA se retrouva assez vite sur la défensive: accusé de toutes les injustices subies par le petit peuple, de tous les événements malheureux qui ont secoué le Burundi depuis l'indépendance, il essaya de disqualifier son adversaire pour le verbe. Mais ces accusations fondées contre le FRODEBU étaient retournés contre lui. FRODEBU clamait haut et fort que son rival le calomniait puisqu'il voulait garder le pouvoir»[99].

Parmi les slogans enseignés et utilisés pendant la campagne électorale, Sinduhije Jérôme cite quelques-uns: « *Hagarara bwuma*: tenez-vous droit comme une barre de fer, *Susuruka*: rechauffez-vous,...[100]». Quant à Concilie Nibigira, elle évoque, au moment de la campagne de 1993, des chansons qui exhortaient les candidats au courage et à l'héroïsme: pour le FRODEBU «*komera kw'ibanga Ndadaye*», (Ndadaye ne désarme pas), pour l'UPRONA:« *porona iratsinda nka mbere*», (que l'Uprona gagne d'habitude)[101]. Pour les Frodebustes, « *Genda mporona warambabaje*, (ôte-toi UPRONA, tu m'as fait souffrir), « *Tera iyo mporona iromotse »*, (Lancez des herbes d'humiliation à l'UPRONA qui s'enfuit)[102] ». Tous ces slogans et ces chansons montrent un climat de méfiance et la peur de la défaite qui existait entre les propagandistes[103].

---

[97] I. Rutikanga, Ibidem. p.30

[98] G. Nduwayo, op.cit. p.29

[99] A.R. Barihana*, La crise de 1993 et son impact sur le développement socio-économique: cas de la commune urbaine de Musaga*, cité dans, Z. Nibirantije, *L'armée Burundaise et la crise d'octobre 1993*: essai d'analyse, Bujumbura, 2000, p.33

[100] J. Sinduhije. op.cit.p.199

[101] C. Nibigira, *L'engagement politique à travers la chanson: les campagnes électorales de 1993, 2005 et 2010* in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit.p.213

[102] G. Nduwayo, op.cit. p.38

[103] J.C. Minani, op.cit. p.66

Dans la commune Gishubi, il y avait 32.050[104] gens inscrits pour ce scrutin. Chaque parti politique présentait son programme. La population manifestait des comportements différents. Des gens qui militaient activement au sein du FRODEBU se présentaient comme membres de l'UPRONA le jour de la descente sur terrain des représentants du parti du prince Rwagasore. SINIGIRIRA Pascal [105] note que la participation des gens dans les meetings de l'UPRONA était motivée par la bière de *l'urwarwa* que ce parti distribuait à la population. Les chefs des zones Upronistes étaient fâchés contre les gens qui ont quitté UPRONA pour adhérer au FRODEBU. L'ancien administrateur de Gishubi (2003-2005) B.A[106] rappelle que tous les partis en compétition préféraient finir leurs propagandes au chef-lieu de la commune Gishubi car il y avait un grand électorat.

Même si il n'y avait pas des bagarres entre militants de ces formations politiques durant les propagandes, des paroles diffamatoires ne manquaient pas entre les partisans de l'UPRONA et du FRODEBU. S.T[107], un enseignant du lycée communal Nyabiraba le rapporte clairement :

> « Je me souviens d'un certain Protais de notre colline Mujejuru. Lors de la campagne de 1993, il avait affiché sur le mur de sa maison la photo de Ndadaye. A côté de cette photo, il avait implanté un poteau sur lequel il hissait chaque matin le drapeau du FRODEBU. Son voisin tutsi Emmanuel qui était Uproniste l'injuriait chaque fois qu'il le voyait : « Protais, restez derrière ton Frodebu, si vous ne gagnez pas les élections, tu y périras ».

Le même cas d'intimidation des Hutu upronistes se manifestaient dans les autres communes du pays comme à Nyanza-Lac[108].

Les Hutu de Gishubi avaient confiance en leur « leader Ndadaye ». Par ailleurs, les messages véhiculés dans les chansons et slogans des militants de ces deux formations politiques indiquent que la détérioration des relations sociales était une question de temps. Les *Inziraguhemuka* disaient : « *Temba mporona* » (va-t'en Uprona) et les Badasigana

[104] Le Renouveau n°4112 du 11 juin 1993, p.5
[105] P. Sinigirira , 93 ans, Cultivateur, kigomera, le 12 juin 2020.
[106] A.B , 62 ans, Enseignant, Gishubi, le 8 juin 2020
[107] S. T, 40 ans, Enseignant, Mujejuru, le 13 juin 2020
[108] E. Niyonkuru, op.cit. p.70

scandaient *: «Kinyamwanira* » (un oiseau charognard, très craint par la population burundaise)[109]. Il y avait donc une méfiance entre les habitants de cette commune.

A ces attitudes exprimées au grand jour et à haute voix, il y avait une suspicion en sourdine entre les Hutu et les Tutsi, car les premiers accusaient les seconds d'avoir trempé dans les tueries intervenues en 1972 et leur disaient que cette tragédie ne se reproduira plus. Les élections présidentielles et législatives se sont déroulées dans une telle conjoncture.

Ces querelles entre les militants des partis montrent, comme l'a proposé le Centre d'alerte et de prévention des conflits (CENAP), que ces partis ont besoin de renforcer les capacités de leurs membres afin de diminuer les conflits politiques[110].

Au fur et à mesure que les élections se rapprochaient, le climat politique devenait tendu surtout entre les partisans de ces formations politiques.[111] M. K de la colline Yanza rapporte que les Upronistes disaient aux Frodebustes que : *« Igikere nticotwara imisambi itarahona* » « le crapaud ne peut pas gouverner quand les grues couronnées sont encore en vie ». Cette idée montre que pendant la campagne électorale que le climat politique était tendu. Cela se manifestait surtout entre les deux partis, UPRONA et FRODEBU. Ces deux partis ne se voyaient pas d'un bon œil.

2. Elections de juin 1993 et proclamation des résultats

Le 1er juin 1993, les élections présidentielles se tinrent dans un climat de méfiance entre les membres de 2 partis politiques mais la participation à ce scrutin était grande[112]. Sur 32.050 inscrits, 31 622 ont participé au vote du 1er juin 1993. Le tableau ci-dessous nous présente les résultats obtenus par les 3 candidats aux élections présidentielles.

[109] D. Nkurunziza et J.M Nduwayo (dir), *Etude sur les perceptions des jeunes et des aînés et leur résilience face aux conflits socio-politiques au Burundi*, Bujumbura, CREDSR-UNESCO-UNICEF-UNFPA, 2019, p. 53

[110] CENAP*, Problématique de gestion de la victoire et de la défaite électorale du Burundi, de l'indépendance à nos jours*, Bujumbura, mai 2010, p.23.

[111] M. Manirakiza, *Burundi* : *Quand le passé ne passe pas (Buyoya I –Ndadaye), 1987-1992*, Bruxelles, La longue Vue, 2002, p.63

[112] A.Birabuza*, Le mal burundais ou l'involution historique d'une veille nation*,Bujumbura, Éditions de la renaissance, 1999. p.38

Tableau 5 : Résultats du scrutin aux élections présidentielles de juin 1993 dans la commune de Gishubi.

Commune	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	% de votes par rapport aux inscrits	Pourcentage des suffrages exprimés par candidat.						Nul
				Buyoya		Ndadaye		Sendegeya		
Gishubi	32.050	31.622	98,6	9798	30,98	21053	66,57	387	1,22	350

Source : L. Manirambona, Evolution politico-administrative en territoire et province Gitega (1960-1993), Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, 1999, p.151

Ce pourcentage de 98,6% de votants montre que la population était bien mobilisée et conscientisée sur l'importance de ce scrutin. Au lendemain du scrutin, les résultats furent proclamés. Le parti FRODEBU a remporté la victoire avec 66,57% contre 30,98% de l'UPRONA en commune Gishubi. Au niveau national, Ndadaye a obtenu 64%, Buyoya 14% et Sendegeya 1,2%.[113]

La proclamation des résultats fut accueillie par les partisans du FRODEBU avec enthousiasme. Dans toutes les communes du Burundi, c'était la même joie: *« Partout sur les collines, ils chantaient, buvaient, dansaient,... Malheur aux vaincus».*[114] On entendait des chants pour injurier l'UPRONA et ses partisans. S. P de la colline Nyamugari se souvient de cette période : « Le jour de la proclamation des résultats, toute la population était contente. Nous faisions des défilés depuis l'hôpital Ntita jusqu'au chef-lieu de la commune Gishubi. Nous chantions ceci *: « Temba temba Mporona ewe, agaciwe karuma Mporona we, temba temba Mporona we warambabaje, ewe Mporona,…Twatsinze abamenja baribagomvye kuduheza none twabatsinze* » « UPRONA, tu t'en vas ! Tu t'en vas ! Ce qui était à la mode ne l'est plus ! UPRONA,tu t'en vas ! Tu t'en vas,….. Nous avons vaincu nos ennemis qui avaient voulu nous égorger ».

Sur d'autres collines, l'ambiance était la même. Des gens de FRODEBU de la zone Mugaruro faisaient des défilés depuis la colline Rukiga jusqu'au centre de la zone Nyabiraba. Il en était

[113] M. Manirakiza, op.cit. p. 74
[114] I. Rutikanga, op.cit. p. 40.

de même pour ceux des collines Bukoro, Jurwe, Bikingi, Masare, Bihomvora. Tous ces gens qui se dirigeaient vers le centre de Nyabiraba, étaient accueillis par le chef du parti FRODEBU en commune Gishubi. Cette autorité invitait la population à soutenir la victoire du FRODEBU, à rester sereine et à garder la paix et la sécurité. La célébration de la victoire du FRODEBU était presque dans toutes les communes du pays[115].

Pendant ce moment d'allégresse pour les Frodebustes, les Upronistes quant à eux gardaient bouche bée. Sur les collines Mujejuru, Mikore, Cimba, Muhagaze, les partisans de l'UPRONA donnaient des cruches de bière aux Hutu du FRODEBU pour demander pardon et d'adhérer au FRODEBU. Cet acte s'appelle en kirundi « *Gususurutswa* »[116]. Ce terme sera détourné de son sens au moment des massacres où les Hutu l'utilisaient pour aller massacrer les Tutsi « *Tuje gususurutsa abatutsi* » c'est-à-dire « *Allons massacrer les Tutsi* ». Dans d'autres communes, ce terme était utilisé quand un Tutsi a été destitué de son poste administratif après la défaite de l'UPRONA en 1993 « bamususurukije » (il a été destitué)[117].

Cette célébration pour la victoire du FRODEBU causa le déchirement de la société burundaise car un climat de méfiance totale s'est installé entre les Hutu et les Tutsi de cette entité administrative. Pour la première fois dans l'histoire des élections libres, comme le rapporte le CENAP, « la mobilisation ethnique est perceptible, pendant la campagne et après les élections[118] ». Pendant que les militants du FRODEBU célébraient la victoire de leur parti, ceux de l'UPRONA ne savaient quoi faire[119]. Le chef de zone Ndaribike Astère de Nyabitanga, quand il entendait à la radio la victoire du FRODEBU, a pris cet appareil et jeté sur le mur comme si l'échec de l'UPRONA est causé par cette radio. La joie était totale aussi pour les Tutsi qui militaient dans le FRODEBU.

Après les élections présidentielles du 1er juin 1993, il y a le 29 juin 1993, les élections législatives. Six partis dont l'UPRONA, le FRODEBU, le RADDES, le PP, le RPB et PRP se lancèrent dans la course pour occuper 81 sièges de l'Assemblée Nationale .Les élections se

[115] E. Niyonkuru, op.cit.p.74
[116] S. T, 40 ans, Enseignant, Mujejuru, le 13 juin 2020.

[117] E. Niyonkuru, op.cit. p.77
[118] CENAP, *Problématique de la gestion de la victoire et de la défaite électorale au Burundi de l'indépendance à nos jours*, Bujumbura, mars 2010.p.10
[119] A. Birabuza, op.cit. p.38

déroulèrent dans le calme. Dans la province de Gitega, 108 candidats se sont présentés sur six listes électorales. Le tableau ci-dessous en présente les résultats.

Tableau 6 : La répartition des suffrages exprimés lors des élections législatives en Province de Gitega.

Nombre des votants	%	Nombre et pourcentage des suffrages exprimés											
		UPRONA	%	FRODEBU	%	PRP	%	PP	%	RADDES	%	RPB	%
231280	92,6	45897	19,84	173954	75,21	2843	1,22	1511	0,65	1071	0,46	1855	0.8

Source : L. Manirambona, op.cit. p. 161

En analysant ce tableau ci-haut mentionné, nous constatons que la victoire du FRODEBU est écrasante (75,21%). L'UPRONA n'a eu que 19,84%. Léon Manirambona fait remarquer que « conformément aux termes du code électoral, après avoir éliminé les listes du PRP, du PP, du RADDES et du RPB car ces derniers n'avaient pas totalisé chacun 5 % des suffrages exprimés à l'échelle nationale, les neuf sièges prévus pour la circonscription de Gitega étaient revenus à l'UPRONA et au FRODEBU »[120]. Le premier a reçu 2 sièges et le second 7 sièges. L'ancien président Sylvestre NTIBANTUNGANYA, natif de la commune Gishubi fut élu parmi les députés de la province Gitega. Au niveau national, le parti FRODEBU remporta les élections avec 65 sièges contre 16 pour l'UPRONA[121].

Dans la nuit du 2 au 3 juillet 1993, une tentative de coup d'Etat dirigé contre le président entrant, Melchior Ndadaye, a échoué[122]. Deux mois plus tard de la victoire du FRODEBU, le Burundi tomba dans le gouffre qui a provoqué la mort et la fuite des milliers des Burundais. C'était le déclenchement de la crise d'octobre 1993.

[120] Ibidem
[121] J. Gahama, op.cit. in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, pp.80-84
[122] A. Laroque , *Historiographie et enjeux de mémoires au Burundi,* Tome1, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, U.F.R. Histoire, Centre d'Etudes des Mondes Africains, 2013.p.415

C. La crise d'octobre 1993.

1. Eclatement de la crise.

Au pouvoir depuis trois mois, le nouveau président Melchior Ndadaye démocratiquement élu au suffrage universel fut assassiné le 21 octobre 1993. Un groupe des militaires du 1er bataillon para et 11e bataillon blindé a fait un putsch contre les institutions mises en place le 1er et le 29 juin 1993[123]. Durant la même nuit du jeudi le 21 octobre 1993, des autorités du FRODEBU furent arrêtées et exécutées par la suite. Il s'agissait du Président et du vice-président de l'Assemblée nationale (Pontien Karibwami et Gilles Bimazubute), du ministre de l'intérieur (Juvénal Ndayikeza), du chef de la documentation (Richard Ndikumwami)[124]. Ce qui engendra le vide institutionnel. D'autres membres du gouvernement se sont réfugiés dans l'ambassade de France à Bujumbura[125].

Vendredi le 22 octobre 1993, en réaction au putsch, «des messages ambigus d'appel à la résistance populaire sont lancés par certains dirigeants du FRODEBU. Ces messages sont interprétés par certains militants hutu et une partie de la population comme un appel à la chasse à leurs compatriotes Tutsi et Hutu de l'opposition»[126]. Dr Jean Minani, ministre de la Santé publique qui était au Rwanda a dénoncé sur la Radio du Rwanda le putsch et proclamé le gouvernement en exil.[127] A partir de ce moment-là, le chaos s'installa dans tout le pays. L'assassinat du président Ndadaye a suscité des rumeurs, la peur et la crainte entre les Hutu et les Tutsi. Le discours des autorités hutu sur la Radio Kigali ont accéléré la réaction des Hutu qui voulaient « venger » la mort du président[128]. Notons qu'une telle réaction s'était manifestée après l'assassinat du premier ministre Ngendandumwe en janvier 1965. Une semaine après sa mort, les Hutu de Makamba, Mabanda, Rumonge ont commencé à humilier leurs voisins tutsi. Ces derniers étaient accusés d'être des auteurs de l'assassinat du premier ministre[129].

---

[123] C. Thibon op.cit. In *Les crises politiques au Burundi et Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, pp.58- 60
[124] J. C. Minani, *op.cit*. p.24
[125] J. P. Chrétien, *Le défi de l'ethnisme, Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997. P. 169.
[126] A.R. Barihana, *La crise de 1993 et son impact sur le développement socio-économique. Cas de la commune de Musaga (1993-2005)*, Université du Burundi, Département d'Histoire, Bujumbura, novembre 2011. p.32.

[127] G. Nduwayo, op.cit.p79
[128] Ibidem.p77
[129] E. Ngayimpenda, *Histoire du conflit politico-ethnique burundais, les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Éditions de la renaissance, 1997. p.223

Comme le rapporte J.P. Chrétien : « La mort de Ndadaye donne le signal dès le lendemain de tueries qui éclatent au Nord, au centre et à l'Est du pays[130]». En commune de Gishubi, l'anarchie s'installa après le discours de Dr Jean Minani sur la radio du Rwanda. Notre enquêtée Ntawuhorahiriwe Caritas de la colline Yanza affirme avoir entendu ce discours dans lequel Dr Minani appelait les membres du FRODEBU de se lever comme un seul homme pour défendre la démocratie qui leur était arrachée par les putschistes. Il en était de même dans tout le pays où, dès l'annonce de la mort de Ndadaye, des Tutsi furent massacrés dans les provinces du centre et du Nord du pays par leurs voisins Hutu pour venger leur président[131]. Christian Thibon évoque que, « dans plusieurs communes du centre et du nord du pays, on assista à des épurations ethniques qui ont touché des familles prises en otage, femmes et enfants, Batutsi et Bahutu partisans de l'opposition »[132] . Cet appel à la résistance a été entendu comme une invitation à se prévenir contre toute attaque qui pouvait provenir des Tutsi comme ce fut le cas en 1972. A propos de cet appel aux massacres, A. Birabuza évoque de la « poussée des paysans pacifiques à massacrer leurs voisins avec lesquels ils partageaient tout la veille »[133].

En commune Gishubi, Il y avait des collines où le début des tueries était déclenché difficilement. C'était notamment sur la colline de Jurwe où le notable a voulu refuser ce plan d'exterminer les Tutsi car en 1972 le chef de zone de Nyabiraba avait sauvé la vie des Hutu, mais il y avait une forte pression des Hutu qui ont fini par se livrer au massacre des Tutsi.
Le 21 octobre 1993, dans la soirée, des réunions clandestines furent tenues par les notables des différentes collines de Gishubi. Selon A. B, « *c''était dans le but de se préparer à mettre en œuvre l'appel des dirigeants du FRODEBU. Dans ces réunions, les Hutu extrémistes étaient invités par les notables de se présenter le matin avec des haches pour abattre les arbres, de l'essence pour brûler les maisons des Tutsi, des gourdins, des machettes, des lances, des sacs de pierres etc. pour ces actes ignobles »*[134]. Des tambours sur certaines

[130] J.P. Chrétien, op.cit. p. 185
[131] S. Barumwete, op.cit. in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N.Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi à Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine,* Paris, Karthala, 2017.pp 158-160

[132] C. Thibon, op.cit. In *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, pp.60-61
[133] A. Birabuza, op.cit.p.20.

[134] A. B, 62 ans, enseignant, Gishubi, le 8 juin 2020.

collines furent battus, des sifflets, des sons des instruments ménagers[135] (*ibinjanja*) furent entendus sur les collines Muhagaze, Murangara, pour alerter le public.

Vendredi, le 22 octobre 1993, les massacres des Tutsi par leurs voisins Hutu ont eu lieu. Dans d'autres communes, il en était de même[136]. Les Hutu munis de leurs outils de guerre se sont rassemblés sur les « centres » des collines comme lieu de départ. A. B. s'en souvient : « Ils se précipitaient pour couper les arbres proches des routes pour bloquer tout passage pouvant servir comme voies des militaires qui pourraient intervenir et arrêter les massacres des Tutsi »[137]. Ce barrage de routes allait de pair avec la destruction de ponts. J. P. Chrétien évoque cette méchanceté des jeunes militants mobilisés pour détruire les ponts, bloquer les routes, brûler les enclos, les maisons etc. dans certaines régions dès le 21 octobre 1993 après l'annonce de la mort du président sur les radios rwandaises[138]. Les principales routes bloquées étaient la route Gitega-Bururi, route barrée par des troncs d'arbres depuis la rivière Ruvyironza jusqu'au-delà du chef-lieu de la commune Gishubi, la route qui joint la zone Bukoro à la zone Nyabiraba, la route qui part du chef-lieu de la commune Gishubi vers l'hôpital Ntita »[139]. Selon Jérôme Sinduhije, « on tue le jour, on tue la nuit, sans distinction d'âge, de sexe, le seul critère déterminant étant celui d'être né Tutsi ou Hutu n'épousant l'idéologie de génocide »[140]. Cela n'est pas tout à fait vrai car en Commune Gishubi, il y avait des Tutsi qui ont été sauvés par des « Justes Hutu » qui ne participaient pas dans les massacres.

Après ce blocage des voies de communication, ils ont commencé à massacrer les gens. Dans les lignes qui suivent, nous proposons de présenter, à partir de quelques collines, comment s'est déroulé les massacres des Tutsi dans la commune Gishubi. Nous nous intéressons à 7 collines à savoir Jurwe, Bukoro, Muhororo, Murangara, Masare, Yanza et Muhagaze.

---

[135] J.P. Chrétien, op. cit.p.172
[136] CENAP*, Burundi, aperçu historique des crises « politico-ethniques » à travers des enquêtes : De l'indépendance à 1994*, Bujumbura, octobre, 2019. p.60
[137] Cette technique a été utilisée dans plusieurs endroits. cf. E .Ndayizeye, op.cit.p.124.
[138] J.P. Chrétien, op.cit.p.171
[139] A. B, 62 ans, Enseignant, Gishubi, le 8 juin 2020.
[140] J. Sinduhije, op.cit. p.212

2. Massacre des Tutsi sur les collines.

a. Colline Jurwe.

Jeudi le 21 octobre 1993, vers 9h00, le notable de la colline Jurwe a réuni la population. Dans cette rencontre, il l'a informée de ne pas tuer les Tutsi car en 1972, le chef de zone Nyabiraba, originaire de cette colline, avait protégé les Hutu. Ces conseils sont tombés dans les oreilles des sourds. Les Hutu ont alors commencé les massacres des Tutsi le lendemain. Gaspard Nduwayo parle de ces massacres d'octobre 1993, « du carnage des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes, des mères et des enfants, des personnes valides et des infirmes[141] ».

Munis des gourdins, des machettes, ces Hutu se rassemblaient sur le petit « centre » de Jurwe. Ils ont commencé à brûler l'enclos de Fabien. Ce dernier a fui vers le chef-lieu de la zone Nyabiraba mais fut tué à son arrivée dans cette localité et sa maison fut saccagée. Son père Pie Matereza qui se rendait à Nyabiraba pour s'informer sur des nouvelles de son fils, fut tué en cours de route. Sa mère et ses frères furent également tués et enterrés dans la fosse commune derrière l'enclos de Fabien.

L'autre qui a été tué s'appelle Pascal Ntahorwamiye de la sous-colline Bashenyi. Il avait fui chez son voisin. Mais un Hutu qui l'avait vu l'a dénoncé. Il fut capturé, tué et enterré lui aussi dans la fosse commune précitée. Un autre qui a été tué c'est Bivuguto Juvénal de la sous-colline Bashenyi. Tout au début, les Hutu l'avait laissé pour la seule raison qu'il aidait les femmes à accoucher. Il fut assassiné et enterré dans la même fosse commune où étaient enterrés d'autres Tutsi. Après l'assassinat de Bivuguto Juvénal, d'autres Tutsi comme Bandiyimisi et son fils de la sous-colline Kigufi furent attrapés et assassinés. Dans les jours qui ont suivi, les Hutu ont voulu assassiner la femme de Ntahorwamiye et ses enfants. Ces derniers, aidés par un Hutu du nom de Mathieu Gahungu, ont pris fuite vers la commune Gitega.

Après ces massacres de Jurwe, les mêmes tueurs sont allés à Bukoro et à Muhororo pour y poursuivre leur sale besogne. J.P Chrétien dit que « dans les zones où les voisins ne voulaient pas se transformer en bourreaux, les tueurs étaient recrutés sur des collines où dans des communes voisines, voire lointaines (Rango, Gishubi, Ryansoro, Giheta,…) »[142].

---

[141] G. Nduwayo, op.cit. p.87

[142] J.P. Chrétien et M. Mukuri, *Burundi, la Fracture identitaire, Logiques des violences et certitudes « ethniques » (1993-1996*), Paris, Karthala, 2002, p.136

b. Colline Bukoro.

Sur cette colline, il y avait peu de familles tutsi. Les personnes qui ont été tuées sont Banogera et sa femme, Madeleine, épouse de Bihara et ses deux fils. Les membres de la famille de Bihene ont pris fuite. Les maisons de ces familles ont été détruites. Leurs vaches et leurs chèvres ont été abattues et les vivres emportés par ceux qui venaient de commettre ce crime.

c. Colline Muhororo.

Après les massacres des Tutsi sur les collines Jurwe, Bukoro, les Hutu de ces collines sont partis pour donner « le renfort » aux Hutu de Muhororo. Des familles entières ont été complètement rasées. Les déplacés du site Muhuzu se souviennent des membres de familles emportées par cette crise.

Le tableau ci-dessous indique les familles de Muhororo touchées par la crise et le nombre des personnes emportées dans chaque famille.

Tableau 7 : Familles et nombre de personnes emportées par la crise de 1993 à Muhororo

	Familles	**Nombre de personnes**
1.	Kabugebuge	11
2.	Ndayegamiye Libert	3
3.	Masahani	6
4.	Mpitarusuma P. Claver	3
5.	Busokoza	4
6.	Ruvyigu	1
7.	Lazare	5
8.	Bukuru Salvator	4
9.	Ndabinengesere Venant	3
10.	Nzoba	1
11.	Barivuma	4
12.	Makombe	1
13.	Musoso	3
14.	Kigajo	2
15.	Batunanyi	1
16.	Baraza	3
17.	Munwa	2
18.	Kirato	4
19.	Serufari	1

20.	Masabo	8
21.	Ndimaso	4
22.	Mpabonyi	1
Total		75

Source : Tableau réalisé à partir des enquêtes menées au camp des déplacés de Muhuzu.

Ce tableau indique qu'il y a des familles Tutsi qui ont été complétement décimées. Sur 22 familles répertoriées, 15 ont perdu au moins 3 personnes.

Ces massacres montrent la virulence utilisée par les Hutu pour exterminer les Tutsi. Les rescapés tutsi de ces massacres de Muhororo et de Murambi ont fui vers la province Mwaro, dans la commune Bisoro. Ils y sont passés 2 mois. Ils ont été installés dans le camp des déplacés du site de Kibumbu. Ils sont revenus au site de déplacés de Muhuzu en 1998. Ces massacres n'ont pas épargné la colline de Murangara.

d. Colline Murangara.

A Murangara, des Hutu massacraient les hommes et les jeunes garçons tutsi. Les femmes et les filles étaient épargnées. Les Hutu disaient que les massacres de 1972 visaient les hommes, raison pour laquelle il fallait massacrer les hommes et les jeunes garçons tutsi. Beaucoup des maisons des Tutsi de collines Murangara et Munyinya furent incendiées le jour de vendredi le 22 octobre 1993. N. R. se rappelle de cette situation : « L'essence utilisée pour brûler était transportée à l'aide des bidons. Elle était déplacée par un chauffeur du lycée Gishubi. Les maisons brûlées étaient celles des familles Kangira, Ntahoyaja, Barikure, Kajeje, Rubwa, Mbayahaga , Nyerekane, Ndabadugitse, Nkanuriye et Gahungu ».[143]

Les maisons couvertes par des tôles étaient brûlées à l'aide de l'essence. Les jeunes filles et les femmes ont été rassemblées dans une même famille pour être assassinées plus tard. Mais ces dernières ont été sauvées par les militaires venus du camp de Gitega. Notons que sur cette colline, quelques familles tutsi ont été protégées par des Hutu. N.R.[144] qui habite actuellement le site de déplacés de Muhuzu ajoute que même s'il y avait des Hutu qui s'étaient transformés en bourreaux, il y avait aussi des Hutu épris de paix qui manifestaient leur bonté en cachant

[143] R. N, 84ans, Cultivatrice, Muhuzu, le 10 juin 2020

[144] Ibidem

les Tutsi. Cette rescapée n'oubliera jamais un Hutu du nom de Mbonihankuye de la colline Murangara qui a caché les Tutsi. Elle s'exprime dans ces termes :

> « C'était le vendredi noir pour nous. Les femmes et les jeunes filles ont subi les malheurs que l'on ne peut pas identifier, des souffrances de toutes sortes. Nous voyions comment nos jeunes garçons étaient assassinés, nous avons assisté à l'enlèvement de nos époux. Mais, ce n'était pas tous les Hutu qui avaient assassiné les Tutsi. Je me souviens d'un Hutu Mbonihankuye qui a caché beaucoup des Tutsi. Pendant ces massacres, nous les femmes, avons passé toute une semaine sur la colline Murangara sans protection. Nous voyions les Hutu qui venaient saccager et piller nos maisons, prendre le bétail, dévaster nos champs.... Nous ne pourrions rien faire du tout. Nous avons été libérés par les militaires qui venaient du chef-lieu de la commune Gishubi, une semaine après le début de la crise».

La sélection de tuer les hommes tutsi au moment où les femmes et les filles étaient momentanément épargnées, n'était pas seulement remarquée sur la colline Murangara. Il en était de même sur la colline Masare. Rutikanga Ildephonse qui a écrit sur la crise d'octobre 1993 à Busoni l'affirme :

> « Les tueurs avaient le même objectif: tuer les Tutsi et les Hutu Upronistes. Mais, ils n'avaient pas les mêmes stratégies. Dans certains endroits, ils ont tué des gens directement et sans distinction, tandis que dans d'autres, ils ont d'abord ligoté les femmes et les filles et exécuté les hommes. Ce sont ces derniers endroits qui ont pu être secourus par les militaires[145]».

Les Tutsi qui ont échappé à ces massacres de vendredi se sont réfugiés au chef-lieu de la commune Gishubi. Là, il y avait un petit nombre de policiers qui les accueillaient.

Il convient de noter qu'il y a des familles tutsi qui ont échappé à ces massacres, soit parce que les membres de ces familles avaient milité lors de la campagne électorale dans le FRODEBU, soit parce qu'elles ont protégé les Hutu lors de la crise de 1972. On peut donner l'exemple de la famille de Fomo de la colline Munyinya qui militait dans le FRODEBU et qui est reconnue pour son implication dans la protection des Hutu en 1972.

[145] I. Rutikanga, op.cit. p. 54

e. Colline Masare.

Jeudi le 21 octobre 1993, les Hutu ont commencé à battre les tambours sur la sous-colline Muhuta. Après, ils ont tenu une réunion à l'insu des Tutsi. Vendredi le 22 octobre 1993, les sous-collines Muhuta et Nyabikenke ont été incendiées par les Hutu. Soudainement, les Tutsi qui gardaient le bétail sur ces collines sont rentrés à la maison. Sur les sous-collines Kabunduguru, Masare et Nyabikenke, un groupe des Hutu s'est lancé à la chasse des hommes Tutsi. Les Tutsi capturés ont été rassemblés, acheminés au confluent des rivières Waga et Ruvyironza et ont été massacrés. Toutes les femmes et les enfants tutsi qui sont restés sur la colline Masare ont été sauvés par les militaires. P.M, une veuve de la sous colline Nyabikenke raconte cette situation :

> « Toutes les femmes et les enfants tutsi de Masare ont été libérés par les militaires qui venaient libérer Pétronie, fille de Rugoke. Nous avons suivi ces militaires mais il y avait des Hutu qui ont couru derrière nous en lançant des pierres. Je me rappelle que parmi ces Hutu, deux ont été fusillés. Ces militaires nous ont acheminés au camp de déplacés de Kibumbu où nous avons passé quatre mois. Par après, nous sommes retournés au camp de déplacés dans la zone Nyarusange. Nous les adultes, sommes retournés sur notre colline en 1994. Nos enfants y sont restés, les uns jusqu'en 1998 et les autres en 2000.[146]»

f. Colline Yanza et Muhagaze.

Sur la colline Yanza, les familles qui ont été touchées par la crise d'octobre 1993 sont celles de Batungwanayo, Yabu, Mifuruguti et Ruhumba. Tout au début des massacres, les tueurs qui se trouvaient au chef-lieu de la zone Nyabiraba ont commencé à assassiner le fils de Ruhumba de la sous-colline Kigarama. Ce dernier a été accusé d'avoir proféré des injures aux Hutu au moment de l'annonce de la mort du Président Melchior Ndadaye. Par la suite, des Hutu de la colline Yanza se sont lancés dans les massacres des Tutsi. N. A. donne les noms de ceux qui ont été tués sur la colline Yanza : « Sur notre colline, on a tué en 1993 Mifuruguti, Yabu, les femmes de Yabu et Mifuruguti, Batungwanayo et son frère, la fille de Yabu et les deux fils de Ruhumba »[147].

Elle raconte aussi comment elle et ses enfants ont échappé à ces massacres d'octobre 1993 :

> « Moi et mes enfants avons été protégés par le chef de la sous-colline. Il a empêché d'assassiner les membres de ma famille car en 1972, mon beau-père

[146] P. M, 68 ans, Cultivatrice, Masare, le 10 octobre 2020
[147] A. N, 67 ans, Cultivatrice, Yanza, le 7 novembre 2020.

> Buyoya Pierre Claver qui était le notable avait protégé les Hutu de la colline Yanza. Les tueurs étaient devenus comme des chiens enragés. Les Hutu de la colline Mugozi sont venus aider ceux de la colline Yanza à chasser les Tutsi. Mon mari et son frère ont été tués au cours de leur fuite vers la zone Murambi.»[148]

Sur la colline Muhagaze, six familles tutsi ont été touchées par les massacres d'octobre 1993. A.N cite les familles et le nombre des tués dans chaque famille[149] : « Famille Nzagari (4), famille Karimanzira (2), famille Kebeya (2), famille Bakobeje (3), famille Zacharie (2), famille Misago (1) ».

Les Tutsi de cette colline qui ont échappé aux massacres ont fui vers le chef-lieu de la commune Gishubi. Les tueurs ont abattu les vaches des Tutsi, détruit les maisons et dévasté les champs.

3. Répression par l'armée et arrestation des gens impliqués dans les tueries.

Dimanche le 24 octobre 1993, des Hutu furent visés par une répression sévère menée par les militaires[150]. Ces derniers avaient été déplacés par un hélicoptère venu du camp militaire de Gitega. Arrivés au chef-lieu de la commune Gishubi, ils ont assuré d'abord la sécurité des Tutsi installés dans les salles de classe du lycée de Gishubi. Ils ont ensuite menti en appelant les Hutu des collines proches de la commune pour venir prendre une « aide alimentaire ». Beaucoup des Hutu des collines Muhagaze, Gishubi, Murangara, Mikore et Yanza ont répondu à cet appel. Ils ont été rassemblés sur le terrain de football et ont été fusillés et enterrés dans les fosses communes à côté de l'usine de café de Gishubi[151]. Pendant les massacres d'octobre 1993, J.Marie Nduwayo rapporte que « les victimes étaient rassemblées quelque part au préalable et étaient généralement exécutées sur le champ: des fosses communes peuvent se trouver n'importe où »[152].

Des maisons des Hutu de la colline Yanza et des collines Nyamugari, Kigomera qui se trouvent respectivement le long des routes Gitega-Bururi et Gishubi-Ntita furent incendiées. Les Tutsi qui accompagnaient ces militaires en ont profité pour se venger en saccageant les

---

[148] A. N, 67 ans, Cultivatrice, Yanza, le 7 novembre 2020.
[149] A. N, 63 ans, Cultivateur, Muhagaze, 11 juin 2020.
[150] A. Birabuza, op.cit.p.48

[151] A. B, 62 ans, Enseignant, Gishubi, le 8 juin 2020.
[152] J.M. Nduwayo, « *Histoire du conflit politico-ethnique burundais: état de la recherche* », in. M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit.pp.141-142

maisons des Hutu qui avaient pris fuite[153]. Cette forme de répression a été utilisée dans d'autres collines.

Dès 1994, des militaires ont aussi arrêté des gens qui avaient commis des massacres. Sur la colline Jurwe, les tueurs s'étaient organisés et imposés comme des « omnipotents ». G. M, l'un parmi ceux qui ont aidé les militaires pour mater ce groupe le raconte :

> « Ça nous a pris beaucoup d'efforts pour neutraliser ce groupe. Notre colline Jurwe était scindée en deux. Les Bashingantahe des sous-collines Muzenga, Kigufi et Kaganda craignaient ce groupe qui avait même installé « un cachot » sur la sous-colline Kaganda. Avant même d'y arriver, il y avait une barrière qui empêchait toute personne étrangère de s'y rendre. Les Bashingantahe des sous-collines Kamisare, Karambi, Bashenyi et Karumuri ont décidé de neutraliser ce groupe. Dans une réunion clandestine, ils ont décidé de se rendre au chef-lieu de la zone Nyabiraba pour appeler les militaires. Ces derniers ont intervenu et quatre tueurs ont été arrêtés. Les autres ont pris fuite. Pendant la fuite, ils ont brûlé toutes les maisons en chaume de la sous-colline Kamisare pour empêcher la population qui pourrait bloquer leur passage[154]».

Sur la colline Bukoro, un groupe des Hutu dirigés par B. de la sous-colline Karukungu s'est transformé comme un groupe des voleurs et des tueurs et faisaient la pluie et le beau temps. Il a été arrêté par des militaires qui étaient sur la position de Nyabiraba. Leur chef B. a été arrêté et emprisonné au cachot de Nyabiraba. Il a été tué par les militaires pendant qu'il était en train de s'évader. Des membres de ce groupe ont pris fuite vers la Tanzanie et d'autres dans la ville de Bujumbura[155].

Des arrestations des gens ont eu lieu sur le champ de travail. Sur cette même colline de Bukoro, un enseignant de l'école primaire de Bukoro a été arrêté quand il était en classe. N. C, qui était son collègue le raconte :

> « Léopold a été arrêté quand il était en train d'enseigner les élèves. C'était jeudi. Nous étions dans la pause de 10h00. L'O.P.J de la commune Gishubi est venu avec des policiers. Ils étaient dans une voiture de marque Hilux. Arrivés à la cour de récréation, Léopold a été arrêté et conduit au cachot du chef-lieu de la commune Gishubi. Un jour après, il a été fusillé. Nous nous sommes rendus au chef-lieu de la

[153] A. N, 65 ans, Cultivateur, Kigomera, le 12 juin 2020
[154] M. G, 73 ans, Cultivateur, Jurwe, le 11 octobre 2020.
[155] G. B, 62 ans, Cultivateur, Bihomvora, le 10 octobre 2020.

commune pour l'enterrer. L'O.P.J nous a dit qu'il a été fusillé quand il tentait de s'évader.[156]»

4. Relations entre la population et l'administration

Durant cette période, la commune Gishubi n'était pas en paix. L'administration collinaire était autonome et ne dépendait pas de l'administration communale. Il y avait un chaos total :

> « La population se rendait au chef-lieu de la commune par crainte. Tout Hutu qui se rendait au chef-lieu de la commune avait peu de chance à retourner chez lui. Les Tutsi qui avaient échappé aux massacres collaboraient trop avec les militaires qui se trouvaient au chef-lieu de la commune. Il y avait des Hutu qui ont été capturés à la commune car ils étaient accusés par les Tutsi d'avoir participé aux tueries d'octobre 1993.»[157] .

Cette situation a poussé l'administration à déplacer son bureau communal vers le centre de la zone Nyabiraba. Elle craignait pour sa sécurité, elle se méfiait des forces de l'ordre. Des bus qui venaient de Rumonge ou de Bujumbura étaient arrêtés et fouillés. « Des passagers hutu qui étaient dans des bus ont été arrêtés et ne sont jamais revenus dans leurs foyers»[158].
La désignation de Sylvestre Ntibantunganya comme Président de la république en 1994 a apporté beaucoup de malheurs aux gens de la commune Gishubi. Durant cette période, les militaires du chef-lieu de la commune perturbaient la paix après le départ du président de sa commune natale. H. J. affirme que :

> « Depuis la désignation du Président Ntibantunganya, la situation s'est compliquée davantage. Le président faisait des descentes dans la commune Gishubi. Il venait en hélicoptère. A son arrivée, la paix était totale. Et quand il quittait la commune vers Bujumbura, les militaires se lançaient quelques fois dans les villages et terrorisaient la population. Malheur à celui qui a été attrapé par ces militaires.[159]»

En 1995, le président Ntibantunganya a nommé son frère Nzigirabarya Venant, administrateur de la commune Gishubi. Durant cette période, les relations entre l'administration communale et l'administration collinaire furent rétablies. Mais la population restait isolée de leur commune. Des marchés clandestins furent créés en 1995 sur les collines

[156] C. N, 66 ans, Enseignant en retraite, Bukoro, le 10 octobre 2020.
[157] J. V. B, 36 ans, Enseignant, Cimba, le 11 juin 2020.
[158] Anonyme, Gishubi, 12 juin 2020
[159] J. H, 45 ans, Enseignant, Gishubi, le 12 juin 2020.

éloignées de la commune à Jurwe et à Nyamirama. Cet administrateur est parvenu à créer à travers des réunions un bon climat entre la population et les militaires. Les gens pouvaient ainsi se rendre au chef-lieu de la commune mais rarement.

La nomination des conseillers des collines y a joué un rôle de premier plan. J. H. le rapporte :

> « En vue de pouvoir rétablir la communication entre la commune et les collines, on a créé le système des conseillers collinaires. Chacun de ces derniers dirigeait deux ou trois collines. Ils transmettaient des rapports de sécurité à l'administration communale. Les militaires obéissaient à ces conseillers»[160].

Des Bashingantahe ont, certes, avec timidité, prêché à basse voix la réconciliation. Mais ces cas étaient peu visibles.

5. Relations entre les déplacés et la population.

Il convient de rappeler que la crise d'octobre 1993 a produit, pour reprendre l'expression de Joseph Gahama : « *une nouvelle catégorie de citoyens* » qu'on appelle les sinistrés parmi lesquels on trouve les déplacés. Ce sont « des personnes d'origine tutsi ou Hutu de l'opposition, qui furent contraintes d'abandonner leurs domiciles quand éclata le génocide d'octobre-novembre 1993 pour se mettre sous la protection des forces de l'ordre, dans les centres administratifs, dans les écoles et centres de santé, les paroisses,… ».[161]Le plus souvent, les déplacés sont majoritairement composés de femmes et d'enfants (des veuves ou orphelins), rescapés des massacres. Ils vivent dans des conditions déplorables.

Après les massacres de 1993, 226 sites des déplacés ont été créés sur le territoire burundais[162]. P. Poupard rappelle que « les survivants tutsi des régions du centre (Gitega,Karuzi, Ruyigi), après le drame de 1993, se sont regroupés dans des sites organisés par l'armée qui les défend [163]». Les Tutsi qui étaient dans le site de déplacés de Muhuzu ne pouvaient pas circuler librement sur leurs collines d'origine. Quand ils se rendaient dans leurs champs, ils étaient accompagnés par des militaires car ils avaient peur d'être tués. Il y en avait

[160] J. H, 45 ans, Enseignant, Gishubi , le 12 juin 2020
[161] J. Gahama, « *Une nouvelle catégorie de citoyens : les sinistrés »*, in J.P. Chrétien et M. Mukuri (dir), op.cit.pp.239-240
[162] International crisis group, « *Réfugiés et déplacés au Burundi : désamorcer la bombe foncière »*, *Rapport Afrique n° 70,* Nairobi/ Bruxelles, 7 octobre 2003.p.1
[163] P. Poupard*, « La population déplacée au Burundi »*, in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994),* Paris, Karthala, 1995, pp. 177-179

ceux qui y allaient sans être sous escorte militaire, mais ils devaient rentrer dans le site avant 18h00. C'est dire que retourner sur sa colline natale était un grand risque pour sa vie.

Les Tutsi du site de déplacés de la zone Nyarusange originaire de la colline Masare sont parvenus à mettre en valeur leurs champs et même à faire des récoltes. P. M, se souvient de son retour sur sa colline natale :

> « Nous les adultes, nous nous rendions dans les champs depuis 1994. Nous pouvions y passer deux ou trois jours. Dans ce cas, il y avait des Hutu qui nous donnaient le logement. Et quand la pluie tombait, nous nous abritions dans les maisons des Hutu. Ces derniers respectaient nos champs. Ils ne nous volaient pas les récoltes. En 1996, certains déplacés ont décidé à se réinstaller sur la colline Masare. L'entraide mutuelle entre les Hutu et les Tutsi a été reprise. Nous pouvions participer dans des fêtes des Hutu aisément».

Après un an et demi de vie dans un site des déplacés, G. C a décidé de retourner sur sa colline natale, Muhororo. Elle nous raconte comment elle a vécu dans les premiers jours : « Arrivée chez moi en 1995, j'ai trouvé ma maison dévastée. Tous les matériels de cuisine ont été volés lors de la crise de 1993. J'ai décidé de réhabiliter ma maison. Les Hutu de bonne foi m'ont aidé à la réhabiliter »[164].

Comme on peut le constater à partir de ces exemples cités plus haut, les relations entre les déplacés et les gens restés sur colline n'étaient pas toujours fortement conflictuelles. Des sentiments d'humanité et de générosité se sont manifestés ici et là. N'était-ce pas une situation qui montre que les conflits à caractère ethnique sont des fois le résultat des manipulations destinées à servir des intérêts des tiers.

[164] C. G, 63 ans, Cultivatrice, Muhororo, le 10 octobre 2020.

6. La gestion de l'après crise de 1993

Après les massacres de 1993, la situation était tellement anarchique dans presque tout le pays à tel point que la mise en place des nouvelles institutions s'avérait indispensable pour assurer la gestion du pays. Selon J. Marie Nduwayo, « la classe politique s'est organisée pour structurer un dialogue et des voies ont été ouvertes »[165].

Après l'assassinat du Président et certains membres du gouvernement, les institutions furent mises en place[166]. Ainsi Ntibantunganya Sylvestre fut nommé Président de l'Assemblée nationale en décembre 1993[167]. Le 13 janvier 1994, les partis politiques ont élu le nouveau président de la République, Cyprien Ntaryamira. Le 3 et le 4 février 1994, les partis de la mouvance présidentielle et ceux de l'opposition, à travers les accords de Kajaga, s'entendirent sur le partage du pouvoir. Ils s'entendirent sur la composition du gouvernement : 60% des ministres du parti FRODEBU et de sa mouvance et 40% des ministres de l'opposition[168]. Le président Ntaryamira est mort accidentellement le 6 avril 1994. L'insécurité régnait dans tout le pays.

D'après A. Guichaoua, « le Burundi était considéré par de nombreux observateurs, après le drame de 1993, comme « le futur lieu d'affrontement »[169]. On a assisté à partir du mois de mars 1994, à des violences dans tout le pays et la constitution des groupes rebelles[170]. Selon le CENAP, la voie armée se substitue à la lutte politique et prend le dessus sur la voie démocratique. Des violences interethniques vont se généraliser et on assiste à la naissance d'une génération nouvelle d'organisations politico-militaires hutu[171]. En commune Gishubi, ces derniers se manifestaient déjà depuis septembre 1994. Siméon Barumwete rapporte que, « après le coup d'État de 1993, c'est l'action des groupes rebelles qui a été déterminante »[172].

---

[165] J.M. Nduwayo, « *Histoire du conflit politico-ethnique burundais*: *état de la recherche »,* in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit.pp.148-150

[166] J.P. Chrétien, op.cit.p.188

[167] J. Gahama, op.cit. in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994),* Paris, Karthala, 1995, pp.84-88

[168] J.P. Chrétien et M. Mukuri, op.cit. p.62

[169] A. Guichaoua, op.cit. in *Les crises politiques au Burundi et AU rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, pp.46-48

[170] A. Birabuza, op.cit.p.53

[171] CENAP, op.cit.p.12

[172] S.Barumwete, « *La démocratie au Burundi: entre illusions et désillusions »,* in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit.pp.155-158

C'est à partir de cette période que la commune Gishubi est devenue le terrain des affrontements incessants entre les rebelles et les forces armées burundaises. Un ancien rebelle de la colline Nyamugari, actuellement démobilisé, nous raconte l'avènement de la rébellion en commune Gishubi :

> « Je n'oublierai pas le commencement de la rébellion ici à Gishubi. C'était en septembre 1994. J'étais parmi les rebelles qui ont initié la rébellion dans la commune de Gishubi. Je suis entré dans le groupe rebelle au quartier Kamenge[173]. J'étais avec les grands rebelles comme feu Adolphe Nshimirimana de la colline Murangara, le rebelle Ngurube de la colline Nyamirama. Nous collaborions avec certaines autorités du gouvernement issues du FRODEBU. Elles nous fournissaient des armes en abondance. Nous sommes arrivés en commune Gishubi au mois de septembre. Sur ma colline natale, c'était moi qui enseignais les exercices militaires aux nouveaux recrus ; tous les hommes dynamiques, les jeunes filles et même les femmes, nous leur apprenions comment manier les armes, les monter et les démonter, fusiller, etc. Nous étions au nombre de 20 rebelles les plus audacieux. Les uns étaient originaires de Bujumbura rural, les autres de Bubanza et Kayanza. Il y avait une adhésion massive des gens de Gishubi dans la rébellion quand ils nous voyaient circuler ici et là dans les collines de Gishubi»[174].

E. Ndayizeye évoque, comme le raconte notre enquêté précédent, des membres du FRODEBU, fondateurs du groupe rebelle armé le plus fort, les Forces pour la défense de la démocratie (FDD)[175]. Les jeunes gens dynamiques de la commune Gishubi ont rejoint les groupes rebelles, soit pour échapper à la répression des militaires, soit emportés par force par ces rebelles. Cela est aussi évoqué par Nicolas Hajayandi : « Tous les groupes rebelles actifs après 1993, ont recruté des milliers d'enfants et de jeunes soldats »[176]. Trois mois ne pouvaient s'écouler sans que l'on voie passer des groupes rebelles en commune Gishubi. Chaque colline avait au moins 5 jeunes gens qui avaient rejoint ces groupes.[177]

---

[173] Sur le commencement de la rébellion à Kamenge, consulter : J.P. Chrétien, *Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi, 1990-1996,* Paris, Karthala, p.189

[174] G. I, 49 ans, Démobilisé, Nyamugari, le 12 juin 2020.

[175] E. Ndayizeye, op.cit.p.129

[176] N. Hajayandi, « *La mobilisation partisane des jeunes au Burundi »*, in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit.pp.206-207

[177] J. V. B, 36 ans, Enseignant, Cimba, le 11 juin 2020.

7. Attaques des groupes rebelles.

Il sied de rappeler qu'après l'éclatement de la crise d'octobre 1993, l'ancien ministre de la Fonction publique, du Travail et du Rapatriement des réfugiés sous le gouvernement de Melchior Ndadaye, Léonard Nyangoma, a créé en juillet 1994 le Conseil National de la Défense et de la Démocratie (CNDD)[178]. A partir de cette période, il a formé une rébellion qui avait des combattants les Forces de Défense de la Démocratie (FDD-Intagoheka). Mais dans les faits, la rébellion existait même avant la création des FDD. Cela est aussi rapporté par E. Ndayizeye que *des* « Hutu, membres du gouvernement, mirent sur pied une rébellion pour combattre l'armée nationale »[179].

Selon J.C Minani, « l'année 1996 fut très meurtrière et la guerre s'est radicalisée pour de bon. Toutes les régions du pays ont été atteintes et les horreurs dépassaient toutes les limites. On tuait des enfants, des femmes, des vieux, des vieilles, des infirmes, du bétail, on détruisait les maisons, les infrastructures [180]». Ainsi, à partir du mois de mars 1996, une attaque de rebelles commandée par A. Nshimirimana, a surpris la position militaire qui se trouvait en face du bureau de la commune Gishubi. Nos enquêtés disent que le nombre des tués restent inconnu dans ces affrontements. Les Hutu ont fui, les uns vers la commune Makebuko, les autres vers la zone Nyarusange[181].

Les rebelles circulaient pendant plusieurs jours dans les collines de Gishubi sans être dénoncés par la population. Cette situation a poussé les militaires d'accuser cette dernière de collaborer avec ces rebelles. A. B rapporte que « les militaires accusaient les gens de Gishubi de donner le logement aux rebelles, de les nourrir et de ne pas aviser les forces de l'ordre de la présence de ces groupes rebelles ».

O. N. de la colline Muhagaze se souvient de la brutalité par laquelle la répression était menée contre les gens qui fuyaient les militaires et tentaient de se cacher dans le ravin de la colline Yanza.

> « Nous avons vu des militaires qui envahissaient les collines. Ils couraient derrière les hommes. Nous prenions fuite vers la commune Bukirasazi. Mais d'autres

[178] J.P. Chrétien, op.cit. p.177
[179] E. Ndayizeye, op.cit.p.128.
[180] J.C. Minani, *La vérité et l'amour : Un défi moral pour la réconciliation d'un peuple divisé : le cas du Burundi*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 2008. p.161
[181] Actuellement commune Nyarusange, créée par le décret-loi n°1/015 du 12 novembre 1997

> militaires qui se trouvaient à Muramba (colline Rukiga) avaient déjà barré le chemin que nous avions pris. Nous avons rebroussé chemin. Nous sommes revenus à Muhagaze. Mais les militaires nous ont suivis. Ils étaient éparpillés sur les collines surplombant la colline Yanza. Les uns étaient sur la montagne Nyakigi, les autres sur la colline Murangara. D'autres militaires qui se trouvaient sur la position de Nyabiraba sont intervenus pour nous attraper. Un grand nombre de gens a été encerclé par ces militaires. Ne trouvant pas nulle part le chemin à prendre, les gens se réfugiaient dans le ravin de Yanza. Tous y ont été tués. Aucune personne n'a échappé à cette attaque. Nous avons échappé à ces massacres parce que nous n'avons pas pris le chemin vers Yanza. Nous avons fui vers la commune Gitega »[182].

Les principales victimes de cette répression étaient originaires des collines Murangara, Gatwaro, Yanza, Mugozi et Gishubi. Rappelons que lors de ces opérations de ratissage, les personnes qui fuyaient sur la colline d'origine du Président S. Ntibantunganya étaient sauvées car les forces de l'ordre qui assuraient la garde de la famille de cette haute personnalité les accueillaient et les protégeaient.

Par ailleurs, il convient de signaler les confrontations ouvertes et fortes entre les militaires et les groupes rebelles. Ces derniers avaient des positions avancées qui avaient la mission de barrer le passage des militaires. Les gens de Gishubi se souviennent toujours des combats entre ces rebelles et les éléments des forces armées burundaises sur les monts Rukiga, Jurwe, Nyakigi et Burembera.

[182] O. N, 38 ans, Cultivatrice, Muhagaze , le 11 juin 2020.

CHAP. III. IMPACTS DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 SUR LA COMMUNE GISHUBI.

La crise a duré plus d'une décennie et a suscité un nouveau mode de vie de la population de Gishubi. Son début était vu de manière différente par la population. Les massacres qui ont emporté des vies humaines ont laissé des souvenirs macabres et durs dans la société. Des gens ont encore en mémoire le déroulement des massacres, la fuite et la destruction de l'économie de cette région. En outre, cette crise a brisé la cohésion sociale à tel point que certaines catégories sociales se méfiaient et se méfient entre elles. Pendant cette période, les Tutsi et les Hutu de l'UPRONA ont été assassinés par des Hutu. Des Hutu ont été tués lors des affrontements entre les militaires et les groupes rebelles ou lors des représailles des forces armées. Nonobstant, ce tableau noir qu'a laissé cette crise, il faut signaler qu'il y avait des Hutu qui, au risque de leur vie, ont sauvé des Tutsi.

Dans ce chapitre, nous allons évoquer tout d'abord comment la population de Gishubi percevait cette crise depuis 1993 jusqu'en 2000, ensuite nous traiterons de la méfiance qui existait entre les différentes catégories sociales et enfin nous allons évoquer de l'impact de la crise sur l'économie de la commune Gishubi.

A. Perceptions de la population de Gishubi sur la crise d'octobre 1993 à 2000.

1. Perceptions du début de la crise.

Les perceptions de la population de Gishubi sur le début de la crise sont multiples. Elles dépendent de la fonction que chaque personne exerçait pendant la crise ou de la position qu'elle occupait dans sa communauté, c'est-à-dire que ces perceptions n'étaient pas univoques. Et comme l'évoque A. Laroque, « l'évènement est porteur de sens autant pour celui qui le vit que pour celui qui s'y intéresse [183]». Les militants des partis politiques ne voyaient pas de la même façon le déclenchement de cette crise que ceux qui n'appartiennent à aucune formation politique. Ces perceptions pouvaient être différentes au sein d'un même parti. Elles n'étaient pas non plus identiques à l'intérieur d'une même catégorie sociale. Face à de tels évènements, il est primordial d'éviter les globalisations car ces dernières peuvent fausser la compréhension des faits.

[183] A. Laroque, *Historiographie et enjeux de mémoires au Burundi,* Tome1, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, U.F.R. Histoire, Centre d'Etudes des Mondes Africains, 2013. p.376

Lors de nos enquêtes, nous avons constaté que les perceptions des gens de Gishubi dépendaient des fonctions qu'ils exerçaient. Sur la colline Jurwe, B. L, catéchiste à la paroisse de Nyabiraba avait, lors de l'élection présidentielle, espéré que la victoire de Melchior Ndadaye allait lui permettre d'avoir de nouvelles conditions de vie, mais l'assassinat de ce Chef d'Etat a perturbé les relations des gens :

> « Dans les propagandes, Ndadaye nous a promis une fois élu, de nous embaucher, nous les catéchistes dans l'enseignement. Mais quand il a été assassiné, nous avons été déçus. Quand on a annoncé la mort du président, personne ne pouvait penser que les Hutu allaient assassiner les Tutsi. Mais après l'annonce de la mort, certains Hutu sont devenus comme des « fous ». Vu la cohésion sociale qui existait entre les familles Hutu et Tutsi, on ne pouvait pas penser que les Hutu allaient tuer les Tutsi. Ndadaye a été tué par un groupe des militaires, mais ce n'étaient pas les Tutsi qui l'ont assassiné, raison pour laquelle les Tutsi ne devraient pas être tués[184].»

Pour M.M, l'assassinat de cette autorité était prémonitoire de la chasse des Hutu comme ça s'est passé en 1972 :

> « Après l'annonce de la mort du président Melchior Ndadaye, tous les Hutu étaient prêts à se protéger. Nous pensions que, après la mort du président, ça serait le massacre des Hutu. Les Hutu voyaient dans l'assassinat du président le retour des massacres de 1972, raison pour laquelle les Hutu devaient se protéger ».

Ce sentiment de peur était surtout le résultat d'une mobilisation politique faite par les responsables du parti FRODEBU qui avaient massivement et activement adhéré au programme leur présenté par leur leader. L'assassinat de ce dernier était considéré comme une provocation:

> « Les Hutu du FRODEBU étaient très mobilisés durant la campagne électorale, raison pour laquelle l'assassinat de Ndadaye a été perçu tout au début comme la provocation de l'éclatement d'une crise de grande ampleur et qui n'allait pas prendre fin[185] ».

Par ailleurs, il y a d'autres personnes qui ne croyaient pas qu'il allait y avoir des massacres des gens au début, mais ils étaient inquiets des réunions clandestines tenues par des Hutu seuls. N.A nous donne son point de vue :

---

[184] L. B, 68 ans, Cultivateur, Jurwe le 6 novembre 2020.
[185] M. M, 73 ans, Cultivateur, Jurwe, le 7 novembre 2020

> « Tout au début, nous ne pensions pas à l'éclatement de la guerre. Nous qui ne faisions pas la politique, ne pouvions pas penser à l'éclatement des massacres comme nous l'avons vu. Ce qui nous a révélé que les choses allaient s'empirer, c'étaient des réunions clandestines qui se tenaient entre les Hutu après l'annonce de la mort du président, des réunions où tous les Tutsi étaient exclus [186]».

A côté de ces perceptions du début de la crise, nous avons aussi pu récolter les perceptions du déroulement de la crise de 1993 à 2000.

2. Perceptions sur le développement de la crise.

Dans ce travail, nous avons voulu savoir comment les gens de Gishubi ont qualifié les massacres des Tutsi, la naissance des groupes rebelles, les attaques de ces derniers contre les forces de l'ordre.

Sur la colline Yanza, N. A, une veuve dont le mari a été assassiné dans les massacres d'octobre 1993, exprime son point de vue :

> « Les gens étaient devenus des chiens enragés. Même ceux qui étaient des croyants dans les différentes religions étaient devenus « des renards » (*Imbwebwe)*. Il n'y avait plus le respect de la règle divine. Les tueurs envahissaient les collines, la brousse, les bananeraies pour chercher là où se cachaient les Tutsi. Les relations entre les Hutu et les Tutsi étaient devenues comme celles qui existent entre « chien et chat [187]». Les tueurs cherchaient les Tutsi comme des chiens en chasse. Un Tutsi qui était repéré par ces gens était pourchassé et assassiné. Personne ne pouvait le protéger. »

Les biens d'autrui n'étaient pas respectés. Selon N.A : « Avant la guerre, il y avait le respect de biens d'autrui. Mais, durant la crise, les tueurs étaient devenus des indisciplinés. Même si nous étions protégés par les Hutu, les tueurs venaient chez moi boire à zéro franc la bière que je vendais et je ne pouvais pas refuser ».

La situation était devenue chaotique, les relations sociales se sont très détériorées et les gens en étaient inquiets. A. N. témoigne : « Je ne pensais pas que la crise allait s'arrêter, que la cohésion sociale allait se rétablir, que les Hutu collaboreraient plus tard avec les Tutsi. Mais

[186] A. N, 67 ans, Cultivatrice, Yanza, le 7 novembre 2020.
[187] J.P Chrétien, op.cit.p.177

par après, nous avons vécu dans l'harmonie sauf l'instabilité causée par les affrontements entre les militaires et les groupes rebelles ».[188]

Ces derniers étaient soutenus par la population qui avait placé beaucoup d'espoir en ces groupes. B. L. s'exprime à ce sujet :

> « Nous voyions la naissance des groupes rebelles comme une solution des Hutu pour se défendre contre les militaires qui avaient assassiné le président. C'est pour cette raison que, les gens de Gishubi ont préféré de soutenir clandestinement les rebelles. On leur fournissait des vivres et de l'argent »[189].

Aussi, ces rebelles avaient le champ libre dans cette région. S.T, enseignant du lycée communal de Nyabiraba le fait remarquer :

> « Il était visible que les rapports de force entre les belligérants étaient déséquilibrés. Les rebelles pouvaient traverser le pays de l'Est vers l'Ouest sans s'inquiéter. L'armée ne pouvait pas les arrêter. Nous pensions que d'un moment à l'autre les rebelles pourraient remporter la victoire »[190].

Sur la colline Bihomvora, B .G, notable de colline après les massacres d'octobre 1993, qualifie cette période comme une « période anarchique » :

> « Après les massacres des Tutsi, les bourreaux de la crise s'étaient organisés dans des groupes des malfaiteurs avant qu'ils ne soient pas réprimés par l'armée. Ils volaient, tuaient. Ils s'étaient imposés comme les détenteurs de l'ordre et du désordre. On considérait cette période d'octobre 1993 comme celle de « l'anarchie ». Par après, les membres de ces groupes ont été réprimés : les uns ont été appréhendés par la justice, d'autres ont fui vers la Tanzanie et les autres ont rejoint les groupes rebelles. On ne pensait pas que la guerre allait s'arrêter. Après les massacres de 1993, les attaques entre les rebelles et l'armée venaient ajouter le drame au drame. Personne ne pouvait penser à l'avenir de notre pays. Mais les accords de paix d'Arusha d'août 2000 ont redonné l'espoir aux Burundais[191] ».

La crise a emporté de nombreuses vies humaines. Des bourreaux ont été arrêtés et tués. Des groupes rebelles ont été détruits par les forces armées. Par après, il y a eu des négociations entre le gouvernement burundais et des fractions qui étaient encore armées. La population de Gishubi en a eu veut.

---

[188] A. N. 67 ans, Cultivatrice, Yanza, le 7 novembre 2020.
[189] B.L, 68 ans, Cultivateur, le 6 novembre 2020.
[190] T. S, 40 ans, Enseignant, Mujejuru, le 13 juin 2020
[191] G. B, 62 ans, Cultivateur, Bihomvora, le 10 octobre 2020

3. Perceptions sur les négociations interburundaises.

A part de ces perceptions de la population de Gishubi sur le début et le développement de la crise de 1993, la population de Gishubi a des perceptions sur les négociations interburundaises. Les gens de Gishubi avaient aussi des attentes positives sur les négociations étant donné que la guerre a duré à peu près une décennie et a déstabilisé la vie de la population.

Les premières négociations interburundaises ont débuté en novembre 1995 à Mwanza et n'ont pas abouti à des résultats tangibles[192]. D'autres négociations ont eu lieu à Sant 'Egidio à Rome en 1997 entre le Gouvernement du Burundi et le groupe rebelle CNND dirigé par Léonard Nyangoma[193]. Les négociations d'Arusha entre le gouvernement et les groupes rebelles ont aussi eu lieu à Arusha et se sont clôturées le 28 aout 2000 par un accord de paix,[194] accord qui a fait « émerger l'idée de se surpasser et de transcender le passé sombre de notre pays »[195].

Les principaux mouvements rebelles PALIPEHUTU-FNL et CNDD-FDD ont après cet accord continué des combats. Il a fallu attendre le mois de novembre en 2003 pour qu'un accord de cessez-le-feu soit signé entre le gouvernement de la transition et le CNDD-FDD. La signature de cet accord a permis au peuple burundais de recouvrir la sécurité même si cette dernière était des fois perturbée par le PALIPEHUTU-FNL.

De toutes ces négociations qui ont eu lieu entre les Burundais, il importe ici de dégager les avis de la population de Gishubi sur ces pourparlers.
A la question de savoir si les gens étaient informés sur le déroulement de ces négociations, tous disent qu'ils en étaient au courant. Les uns ont eu l'information y relative de leurs voisins, les autres en étaient informés par les radios. S.E témoigne : « J'ai entendu que les politiciens étaient partis à Arusha pour les négociations. Mais je ne savais pas les points sur

---

[192] P. Buyoya*, Les négociations interburundaises. La longue marche vers la paix*, Paris, L'Harmattan, 2014, p.165
[193] Ibidem, pp. 168-172
[194] S.Barumwete, op.cit. in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *un demi-siècle de l'histoire du Burundi, à Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine,* Paris, Karthala, 2017, pp.160-161

[195] Conseil national des Bashingantahe*, Livre de lumière et d'apaisement sur la réconciliation interburundaise. Témoignages des Bashingantahe dans 8 provinces*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 2014, p.43

lesquels portaient ces négociations. J'entendais parler ça par nos voisins car chez nous, nous n'avions pas de radio. Peut-être ceux qui écoutaient les radios le savaient »[196].

N. M ne connaissait pas les sujets qui faisaient objet des négociations:

> « Les négociations d'Arusha, nous le petit peuple, nous entendions ça comme de simples dialogues car nous n'avions pas confiance aux politiciens burundais. En kirundi on dit : « *Akarimi gasosa gacisha inka ku kiraro* » (le bon langage fait passer la vache sur le pont). Les hommes entendaient parler de ces négociations, mais ils ne pouvaient pas les comprendre vu la situation qui s'était passée. Mais heureusement que ces négociations ont apporté la paix pour le peuple burundais ».[197]

L'Accord d'Arusha est le résultat de longues négociations entre les Burundais qui ont duré plus de 2 ans (juin 1998- août 2000) et qui ont été bénéfiques. Selon S.E:

> « Les négociations d'Arusha nous ont apporté des résultats positifs. Imaginez ! Depuis 1994 jusqu'en 2002, nous fuyions les affrontements entre les groupes rebelles et les militaires. Et quand nous avons entendu qu'il y a eu l'accord de paix entre les belligérants, nous n'avions plus pris fuite. Les rebelles et les militaires qui se chamaillaient sont devenus des amis ».

La majorité de la population de Gishubi remarque que la paix règne globalement dans le pays depuis l'accord de paix de 2000. Conformément à l'Accord d'Arusha qui accorde l'amnistie à tous les combattants des partis et mouvements politiques pour les crimes commis du fait de leur implication dans le conflit[198], l'enquêté qui a préféré garder l'anonymat dit que, après l'Accord d'Arusha, les Hutu de Gishubi soupçonnés coupables des crimes liés à la crise d'octobre 1993 n'ont plus été poursuivis. Même ceux qui étaient encore dans la prison centrale de Gitega ont été libérés.[199]

Pour certaines personnes, le gouvernement du Burundi a accepté de négocier avec les rebelles car « il lui était incapable de neutraliser les rebelles qui avaient envahi tout le pays»[200]. Pour ce même informateur, « il y a eu derrière les négociations, une pression des organisations

[196] E. S, 38 ans, Cultivatrice, Bukoro, le 6 juin 2020
[197] M. N, 54 ans, Cultivateur, Gishubi, le 11 juin 2020
[198] Burundi, *Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation*, protocole3, chap.3, art.27. p.79
[199] Anonyme, 57 ans, Enseignant, Gishubi, 11 juin 2020
[200] Anonyme, 60 ans, Enseignant, Gishubi, 11 juin 2020

internationales qui ont poussé le président Buyoya à intégrer les Hutu dans le gouvernement. »

L'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation avait prévu la mise en place par le gouvernement de transition, « d'une commission nationale de réhabilitation des sinistrés qui a pour mandat d'organiser et de coordonner le rapatriement des réfugiés et le retour des sinistrés, de les aider à se réinstaller et à se réinsérer[201] ». Parmi nos enquêtés, il y a ceux qui ont été assistés par cette commission, d'autres qui n'en avaient même pas pris connaissance. Ceux qui ont bénéficié de cette aide ont reçu des vivres de la part du Programme Alimentaire Mondial, des couvertures, des bidons, etc. Un rapatrié de la colline Gishubi considère l'Accord d'Arusha comme un don divin :

> « Nous étions dans le camp des déplacés de Rukole A en Tanzanie. N'eut été l'accord de paix, nous n'aurions pas retourné au Burundi. Après l'accord, nous avons regagné le Burundi. Arrivés chez nous, on nous a donné une aide suffisante : cinquante mille francs burundais pour chacun membre de la famille, des bidons d'huile, une nourriture qui nous a fait vivre pendant trois mois. On nous a donné aussi des tentes qui nous ont servi pour la reconstruction des petites maisonnettes avant que le gouvernement ne nous donne des tôles »[202].

D'autres considèrent l'Accord d'Arusha comme le « fondement » de la cohésion sociale entre les Burundais. Un enseignant du lycée communal Nyabiraba le rapporte :

> « Nul ne peut oublier le rôle qu'a joué l'accord d'Arusha. Les Hutu étaient exclus de l'administration. Nous avons fourni beaucoup d'efforts pour que l'Accord d'Arusha soit conclu entre les Burundais. Nous avons passé des jours et des nuits en combattant contre le pouvoir de Buyoya. Voilà qu'il a accepté les négociations et les Hutu ont reçu des postes dans l'administration »[203].

Dans l'ensemble, les négociations interburundaises ont été bénéfiques pour tous les Burundais. Ceux qui étaient discriminées ont pu retrouver leur place dans le gouvernement, ceux dont les cœurs étaient brisés par le gouffre de 1993 ont été consolés, et ceux qui avaient

[201] Burundi, *Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation*, Protocole IV, Chapitre 1, article 3, a) et b)
[202] J. C. N, 29 ans, Etudiant, Gishubi, 11 juin 2020
[203] Anonyme,Cimba, 12 juin 2020

fui le pays lors de ces moments durs ont regagné le pays natal. La population de Gishubi garde un bon souvenir de ces négociations. Grace à cet accord, elle a pu recouvrer la paix.

Cette crise a causé bien des dégâts dans la société. L'économie de la commune Gishubi a été totalement détruite. De nombreuses pertes des vies humaines ont été enregistrées. Diverses activités ont été perturbées. Nous allons évoquer ces éléments dans les pages qui suivent.

B. Une économie délabrée

La crise de 1993 a emporté beaucoup des vies humaines[204]. Il n'y a pas de chiffre exact de ceux qui sont morts pendant la crise. Les uns ont été enterrés dans les fosses communes [205] ; d'autres ont été jetés dans des rivières. Peu de gens ont été dignement inhumés. Comme le rapporte J. Nimubona, « la crise économique qui a éclaté après les élections de 1993 a entraîné une perte énorme de ressources et par conséquent une dégradation des conditions de vie de la population en général »[206].

Le massacre des Tutsi en 1993 et celui des Hutu, militants dans l'UPRONA allait de pair avec le pillage de leurs richesses ; leurs maisons ont été vidées des vivres, des vêtements, des matériels ménagers etc. Leurs champs ont été dévastés par les bourreaux. Des maisons ont été incendiées : à Murangara, Mikore, Yanza, Muhororo et Muhagaze. Des vaches ont été razziées. Beaucoup de vaches, chèvres et des moutons ont été abattus. Les tueurs avaient construit des abattoirs chez eux. Des porcs ont été brûlés dans les cabanes.
La période d'octobre 1993 est inoubliable pour les gens qui étaient de grand-commerçants au marché de Gishubi. Leurs magasins ont été pillés et vidés de marchandises. Ntahompagaze Daniel, commerçant des pagnes au marché de Gishubi, cite les noms des grands commerçants qui ont perdu leurs marchandises quand le marché a été détruit :

> « Moi j'ai perdu des marchandises d'une valeur de 200.000 Fbu. Imaginez-vous la valeur de 200.000 Fbu de 1993 ! Ce magasin contenait des pagnes, de tissus divers. Je n'ai rien sauvé. Tout a été saccagé. D'autres commerçants qui ont perdu leurs

[204] J.C. Minani, op.cit. p.24.
[205] Des fosses communes sur la colline Jurwe, en face du lycée de Gishubi, à côté de l'ancienne position militaire de Nyabiraba, dans le ravin traversant la colline Nyanza.
[206] J.Nimubona, « *Au détour de la sociologie historique*: *la corruption et les conflits politico-ethniques* » in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), op.cit. pp.182-184

> marchandises sont entre autres Butabo qui a perdu un magasin plein des tôles, Ntazina qui avait deux magasins : l'un contenait des pagnes, des couvertures et du riz et l'autre magasin, des tôles. Le tailleur Ntakarusho avait un magasin des pagnes. Muhoro Anselme de Rutovu avait eu des boutiques à faire louer. Tout a été détruit. Mutega de Rutovu avait un dépôt de bières de BRARUDI. Nyanka et Mbesherubusa avaient des magasins de pagnes. D'autres qui avaient des magasins de pagnes étaient Zacharie, Astère, François, Stanislas et Ndarisigaranye. Des stocks de tôles, de ciment, de sel, de haricot, de riz ont été pillés. Dans ce marché de Gishubi, il y avait 5 dépôts de bières de Brasserie et Brarudi, tous ont été détruits »[207].

Par ailleurs, des vivres comme le haricot, le maïs, la farine qui se trouvaient dans les magasins ont été distribués par les militaires aux déplacés du site de Gishubi. Une vieille femme du site de déplacés de Muhuzu le reconnaît *:* « Nous étions nourris durant les premiers jours de notre arrivée dans le site de produits alimentaires saccagés dans le marché de Gishubi»[208]. Ces commerçants ont été totalement ruinés. Comme le rapporte A. Laroque, « les tortures, les violences engendrent des souffrances physiques et morales et génèrent un traumatisme qui n'en finit pas car il n'a pas d'exutoire »[209]. La plupart des commerçants de Gishubi se trouve aujourd'hui dans une pauvreté extrême. Il y en a même ceux qui ont été tués par des militaires quand ils étaient en train de sauver leurs marchandises.

Lors de la poursuite des groupes rebelles par les forces de l'ordre, des maisons des Hutu se trouvant le long de la route nationale 16 ont été incendiées en guise de représailles. N.C de la colline Yanza le raconte : « Après l'attaque de la position militaire du chef-lieu de la commune Gishubi, les militaires ont brûlé toutes les maisons en chaume de la colline Yanza qui se trouvaient le long de la route. Toutes mes chèvres ont péri dans la maison[210]».
Le passage des rebelles dans une zone donnée était une source de misère et de malheur pour la population avoisinante. A leur arrivée, ils se nourrissaient des vivres qu'ils extorquaient à la population. Ils abattaient le bétail qu'ils trouvaient sur les collines. Les personnes se trouvant en bas des montagnes où se cachaient les rebelles et qui étaient des lieux des affrontements avaient abandonné l'élevage du petit bétail. G.N nous rapporte cette situation:

---

[207] D. Ntahompagaze, 62 ans, Cultivateur, Jurwe, le 8 octobre 2020
[208] Anonyme, Colline Muhuzu, 11 juin 2020
[209] A. Laroque, op.cit. p. 78
[210] C. N, 58 ans, Cultivatrice, Yanza, le 11 juin 2020

> « Ici sur la colline Muhagaze, nous avons abandonné l'élevage du petit bétail. Les rebelles nous volaient des poules, des chèvres, des vaches et des porcs. Il en était de même sur les collines Mikore, Rukiga, où les gens avaient abandonné l'élevage du petit bétail. La montagne Rukiga surplombant les collines Muhagaze, Mikore, Rukiga était devenue un lieu des affrontements entre les rebelles et les militaires »[211].

La colline Jurwe a connu une situation similaire. Le passage des rebelles en commune Gishubi a ruiné l'économie communale. N. A de la colline Kigomera l'évoque :

> « Après le passage des rebelles, les militaires qui les poursuivaient faisaient des ravages. Des personnes qui venaient récupérer de la viande laissée par les rebelles étaient tuées par les militaires qui les soupçonnaient d'être des assaillants. Des bandits en profitaient pour piller et détruire les maisons des gens qui étaient en refuge. Ces bandits se lançaient eux aussi dans le pillage des champs, dévastaient les biens se trouvant dans les maisons. Des bars se trouvant sur les routes étaient aussi pillés et brûlés par les militaires »[212].

Sur un autre plan, l'embargo imposé au Burundi le 31 juillet 1996[213] après le putsch du 25 juillet 1996 qui a ramené au pouvoir le Major Pierre Buyoya a rendu précaire la situation économique du pays. Un petit commerçant au marché de Nyabiraba en a subi les conséquences néfastes :

> « J'étais commerçant au marché de Nyabiraba. Je vendais des culottes, des tricots des bébés. Parmi les marchandises vendues, il y avait des tricots qui avaient manqué de clients. Lors de l'imposition de l'embargo sur le Burundi, nous avons manqué cruellement où nous approvisionner en habits à vendre. Pendant ce temps, j'en ai profité pour écouler les anciens habits. Un tricot qui coutait 200Fbu, je l'ai vendu à 500Fbu »[214].

Le directeur du lycée communal Mugaruro, J. H, évoque les établissements publics brûlés :

> « Des établissements publics de la commune Gishubi ont été aussi touchés par la crise. En 1993, la succursale de l'église catholique de Gishubi a été détruite par des balles de blindé car les militaires pensaient que les rebelles s'y cachaient. Un autre

[211] G. N. 47 ans, Cultivatrice, Muhagaze, le 11 juin 2020.
[212] A. N. 68ans, Cultivateur, Kigomera, le 12 juin 2020.
[213] A. Birabuza, op.cit.p.59

[214] E. Nibigira. 57ans, Cultivateur, Cimba, le 12 juin 2020

> établissement qui a été touché par la crise de 1993 est la bibliothèque du lycée Gishubi. Les déplacés qui habitaient les enceintes du lycée Gishubi se servaient des livres de la bibliothèque du lycée pour préparer leur nourriture. En 1996, l'école primaire de Ruyengo a été incendiée par les militaires qui se lançaient à la poursuite des rebelles dans cette localité. Cela a causé la destruction des bancs pupitres, des manuels de l'école et d'autres matériaux didactiques »[215].

Cette situation dramatique a eu un impact négatif sur l'enseignement dispensé dans cette région : il manquait des locaux, des équipements didactiques etc. Les élèves ne fréquentaient plus les écoles, les enseignants ne se présentaient plus au service. Une partie du personnel avait fui leur lieu de travail ; il y en a même parmi ce groupe des personnes qui ont été assassinées. Il en découle nécessairement un faible taux de réussite étant donné que les conditions minimales d'apprentissage scolaire n'étaient pas remplies.

D'autres établissements publics ont été incendiés : « En 1997, l'école primaire de Bukoro a été incendiée par les rebelles. Ils étaient avec un grand rebelle du nom de N. J. de la colline Rwintamba. Les bancs pupitres et autres matériaux didactiques ont été brûlés. Après, ils ont brûlé le bâtiment du chef-lieu de la zone Bukoro. La même année, le centre de santé de Nyabiraba a été détruit par les rebelles. Tous les médicaments qui y étaient ont été saccagés »[216]. Des études faites sur l'impact de la crise d'octobre 1993 dans d'autres entités administratives ont abouti aux mêmes constats[217].

En conclusion, la crise de 1993 à 2000 a ruiné l'économie de la commune Gishubi. Beaucoup de vies humaines (Tutsi et Hutu) ont été emportées par cette crise. Au moment des affrontements entre les rebelles et les forces gouvernementales, les activités de la population étaient arrêtées. Des gens passaient des mois en dehors de leur commune. Même ceux qui essayaient de résister aux menaces des militaires et des rebelles vivaient dans l'instabilité. Ils ne pouvaient pas s'occuper aisément de leurs travaux champêtres. Le marché qui était la

[215] J. H. 45 ans, Enseignant, Gishubi, le 11 juin 2020
[216] C. N. 66 ans, Enseignant en retraite, Bukoro, le 10 octobre 2020.
[217] V. Nsengiyumva, *Impact de la crise d'octobre 1993 sur l'enseignement de base en commune Mutambu : de 1993 à 2003.* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, octobre 2009, pp.55-67

source de revenus de la commune était détruit. Aussi, les relations sociales en ont fortement souffert.

C. Une vie sociale marquée par des suspicions.

La crise d'octobre 1993 a donné lieu à une société dans laquelle on observait une méfiance entre les Hutu et les Tutsi, entre la population et les militaires. Les administratifs se méfiaient aussi des forces de l'ordre.

a. Méfiance entre la population et les forces de l'ordre.

Après la crise d'octobre 1993, la population de Gishubi surtout les Hutu qui restaient sur les collines, craignaient les forces de l'ordre. Les Hutu s'abstenaient de se rendre dans les lieux publics où ils pourraient rencontrer des militaires. En 1995, ils avaient créés des marchés clandestins sur les collines les plus éloignées des chefs-lieux de la zone ou de la commune. On se rappelle des marchés implantés par la population sur les collines Jurwe et Nyamirama. Les frais des taxes prélevés dans ces marchés clandestins étaient remis à l'administrateur, mais des détournements de ces fonds étaient des fois faits par les receveurs. Cette autorité ne pouvait lui aussi se rendre au chef-lieu de la commune pour des raisons de sa sécurité. Ces marchés furent par la suite supprimés par l'administration en 1997.

Un ancien notable de la colline Yanza, B. S. se souvient de ce mauvais climat qui régnait entre les militaires et la population :

> « En 1995, le Président Ntibantunganya s'est rendu en commune Gishubi dans la zone Nyabiraba. Il a rassemblé tous les notables des collines sur le terrain de football de Nyabiraba. Il y a prononcé un discours de pacification. Les militaires qui étaient à côté de nous, nous regardaient d'un mauvais œil »[218].

La population de la commune Gishubi se souvient de cette mauvaise cohabitation avec les militaires. Une autorité du lycée communal Mugaruro, qui, en 1998, étudiait au lycée de Gishubi se rappelle de la peur qu'avaient ses condisciples quand ils voyaient les militaires :

> « Les militaires du chef-lieu de la commune Gishubi pouvaient soupçonner une attaque éventuelle des rebelles sur leur position. Dans ce cas, ils lançaient des tirs dans tous les

[218] S. B. 51 ans, Cultivateur, Yanza, le 11 juin 2020

côtés. Nous, qui étions à l'internat, prenions fuite vers la colline Munyinya. Ce n'est que le lendemain que nous revenions à l'école ».

Sur la colline Nyamugari, une fille de 26 ans du nom de N. J. nous a raconté de ce qu'elle a subi en 1996. Cette époque était connue par la population de Gishubi comme le début des affrontements entre les rebelles et les militaires. Les gens en fuite ont été tués par les militaires. Elle rapporte ce qui lui est arrivée:

> « Je n'oublierai jamais la guerre de 1996. Quand la guerre a éclaté, nous avons quitté la colline Nyamugari et nous nous sommes dirigés vers Rurimbi. Pendant la fuite, j'étais avec mes grandes sœurs. Elles couraient plus vite que moi. Les militaires nous poursuivaient. J'étais derrière mes grandes sœurs. Après dix minutes de fuite, je me sentais fatiguée. Je me suis cachée dans des bananeraies. Les militaires ont attrapé ceux qui ne parvenaient pas à les fuir. Dans ce moment, j'ai vu beaucoup des personnes assassinées. Plus de vingt personnes ont été assassinées dans ces environs. Arrivés près de moi, les militaires m'ont demandé si j'avais vu des rebelles. Je leur ai répondu que je les ai vus mais que je ne connais pas là où ils se sont dirigés. L'un de ces militaires a levé la baïonnette de son fusil et m'a donné deux coups, l'un à côté de la gorge et l'autre à côté de l'oreille. J'ai perdu connaissance. Les militaires ont continué leur chemin. Quand la paix est revenue, mes sœurs sont venues me voir. Elles m'ont donné des soins divers. Elles ont pansé les plaies avec des haillons pour arrêter le sang qui coulait. Elles ont mis du beurre sur ces plaies. Je n'oublierai jamais cette crise »[219].

Mais, les Tutsi qui se trouvaient dans le site de déplacés étaient protégés par les militaires. Nos enquêtés affirment que la descente du président Ntibantunganya dans la commune Gishubi engendrait la fuite de la population après son retour à Bujumbura. Des militaires faisaient des patrouilles sur les collines et la population avait peur. Par ailleurs, les gens qui habitaient sur les collines les plus fréquentées par les rebelles étaient en insécurité permanente. N. A de la colline Yanza sur le plateau Mihama l'évoque :

> « Notre colline Mihama était souvent fréquentée par les rebelles. A leur arrivée, ces derniers ne nous torturaient pas. Mais, nous devions quitter aussitôt nos ménages car d'un moment à l'autre, les militaires pouvaient venir les y déloger ; ils menaçaient la population car ils la prenaient comme des complices des rebelles.

[219] J. N, 26 ans, Cultivatrice, Nyamugari, 12 juin 2020

> C'est pour cette raison que nous prenions fuite pour échapper aux affrontements entre les groupes rebelles et les militaires »[220].

La méfiance n'était pas non seulement entre les forces de l'ordre et la population mais aussi entre la population qui était restée sur les collines et les rescapés tutsi.

b. La cohésion sociale malsaine entre les Tutsi restés sur colline et la population.

Les relations entre les gens de différentes catégories sociales ont été envenimées par la crise d'octobre 1993. Les Tutsi qui avaient été protégés par les Hutu et qui étaient sur les collines étaient considérés comme des serpents (*inzoka*). Ceux qui avaient participé aux massacres accusaient leurs voisins Hutu de cacher ces « serpents », qui, un jour vont les mordre. Ainsi le rappelle J.P. Chrétien que dès la sortie des évènements d'octobre 1993, « la méfiance mutuelle a amené beaucoup de Hutu et de Tutsi à mettre fin à une cohabitation ancestrale »[221].

Les Tutsi qui étaient dans le site de déplacés étaient mécontents de voir leurs biens pillés et profités par les Hutu restés sur les collines. N. R, originaire de la colline Murangara qui habite le site Muhuzu se souvient des biens de sa maison emportés par ses voisins Hutu. « J'ai vu mes portes, mes tables, mes chaises sur la maison de Léandre. J'ai porté plainte, mais Léandre a dit lors du procès qu'il les a achetés chez Gabriel »[222].

Sur la colline Mikore, M, une veuve tutsi nous raconte comment elle avait peur pour ses enfants car elle craignait que ceux qui avaient tué son mari pouvaient les assassiner :

> « La crise de 1993 a emporté mon mari. Je n'étais pas partie au site de déplacés de Muhuzu. Quand je me rendais dans les champs pour le labour, j'enfermais les enfants dans la maison. Ils n'en sortaient qu'à mon retour. Je le faisais comme ça car ceux qui ont tué mon mari pourraient également venir tuer mes enfants[223] ».

[220] A. N, 67 ans, Cultivatrice, Yanza, le 7 novembre 2020.
[221] J.P. Chrétien, *op.cit*. p.187
[222] R. N, 84 ans, Cultivatrice,Muhuzu, le 11 juin 2020.
[223] M, 53 ans, Cultivatrice, Mikore, le 14 juin 2020.

Bien qu'il y ait de la méfiance entre des Hutu et des Tutsi, il y avait des Hutu qui ont accepté d'héberger les rescapés qui n'ont pas fui vers les sites. M. de la colline Mikore le rapporte :

> « Dans ces massacres de 1993, je me suis refugiée chez mon beau-frère qui était un Hutu. J'étais avec mes enfants. Mon mari qui était un Hutu avait été déjà assassiné. Il était accusé de soutenir les Tutsi et de ne pas s'allier aux Hutu dans les massacres. Nous avons pris refuge chez mon beau-frère sur l'autre colline de Rukiga. Un jour, un groupe des Hutu est venu nous chercher. Mon beau-frère disait à ces assassins: « celui qui se sent capable d'engager le combat dans ma famille, qu'il le commence. Moi aussi, je vais tuer les membres de sa famille ». Puisque les tueurs craignaient mon beau-frère par sa virulence et sa brutalité, ils nous ont laissé. Quelques jours après la crise, nous nous sommes restés encore chez lui. Un jour, il avait une fête. Avant l'arrivée des invités, mon beau-frère nous a enfermés dans l'une des chambres de sa maison. C'était dans le but de nous protéger contre les Hutu qui pourraient venir nous tuer après la fête. Nous sommes restés dans la chambre jusqu'à ce que les invités partent. Dans les jours qui ont suivi, nous restions à l'intérieur de l'enclos. Nous ne pouvions pas le quitter. Les frères de mon beau-frère lui disaient de laisser nous protéger car nous étions considérés comme des serpents à ne pas protéger. Nous avons passé chez mon beau-frère trois mois. Nous sommes retournés chez nous. Ma maison était brulée, mes biens volés. Il m'a été difficile de vivre les premiers jours. »[224]

Sur la même colline de Mikore, les Hutu ne se sont pas convenus sur la décision de laisser ou de tuer une femme dont le mari est un hutu:

> « Nous avons été trop maltraités lors de la crise de 1993. Les Hutu voulaient tuer ma femme. On m'accusait d'avoir marié une Tutsi. Quand les tueurs sont venus la tuer, ils se sont entrés en discussion. Les uns voulaient la tuer et les autres la laisser. Mais ils ont fini par la laisser. Les Hutu de la colline Mugaruro disaient que même si on n'a pas tué ma femme, ils viendraient prendre ma vache. Mais les Hutu de Mikore ont refusé et ont dit : « les Hutu de Mugaruro ne pourraient pas venir prendre les vaches des Tutsi de Mikore. Nous ne l'accepterions pas. Quand ils viendront capturer les vaches des Tutsi de Mikore, nous nous rendrions à la colline Mugaruro pour capturer les vaches de ces Hutu. ». Ma femme passait des mois dans la maison sans se rendre en dehors de la famille. D'autres femmes Hutu

[224] M, 53 ans, cultivatrice, Mikore, le 14 juin 2020.

venaient lui livrer le secret de ce que les Hutu préparaient. C'est ainsi que ma femme a échappé à la mort ».[225]

c. Relations clandestines entre les rebelles et la population.

A partir de 1995, les rebelles commençaient à fréquenter souvent la commune Gishubi. Il y avait des familles qui acceptaient de les loger et de les nourrir. Après leur départ, ces familles subissaient des malheurs que les militaires leur faisaient. G. I de la colline Nyamugari nous dit comment il a logé les rebelles chez lui :

« Les rebelles ont passé deux semaines chez moi. Ils faisaient des exercices de combat, recrutaient les jeunes garçons et les filles les plus dynamiques. Les militaires du camp de Gitega ont été informés que les rebelles campaient la colline Nyamugari. Ils sont intervenus rapidement. Les combats ont eu lieu chez moi. Ma maison a été incendiée ainsi que les bars qui se trouvaient à côté. C'était l'un des premiers combats dans la commune Gishubi entre les rebelles et les militaires. Cela a poussé la population de Gishubi à instaurer le système de vigilance dont les membres sont « *abadoriya*[226] » qui veillaient l'arrivée des militaires sur les collines. Ils avaient des sifflets. Ils se mettaient sur les sommets de montagnes les plus élevées. Quand ils apercevaient les militaires, ils sifflaient aux gens pour signaler l'arrivée des militaires sur les collines. Dans ce cas, la population prenait fuite. Cela a poussé les militaires à mener une répression contre la population car celle-ci était accusée de donner le logement et la nourriture aux groupes rebelles. »[227]

Sur les collines Jurwe, Cimba, Yanza, Kayogoro, Ntunda, il y avait des comités clandestins qui collaboraient avec les groupes rebelles. Sur la colline Jurwe, il y avait un comité qui collectait la nourriture et l'argent pour les apporter aux groupes rebelles. B. L. de la sous-colline Karumuri affirme qu'il a payé 1000Fbu comme contribution pour nourrir les rebelles et le chef du comité lui a donné un reçu de paiement. M. M. de la sous-colline Kamisare affirme qu'il était le chef du comité chargé de collecter les vivres et l'argent, que la population rassemblait dans son enclos les vivres collectés. Toutes les précautions étaient

[225] Anonyme, 60 ans, cultivateur, Mikore, le 14 juin 2020.
[226] M. Mukuri note que le mot « *abadoriya* » est un « terme swahili » qui signifie « patrouilleur, éclaireur »,(doriya : patrouille), lire à ce sujet : M. Mukuri, « *Vocabulaire de la crise* », in J.P. Chrétien et M. Mukuri (dir), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes « ethniques »*, Paris, Karthala, 2012, p.143.
[227] G. I, 49 ans, Démobilisé, Nyamugari, 12 juin 2020

prises pour que cette situation ne soit connue des autorités locales qui ne collaboraient avec les rebelles. M.M nous le rapporte :

> « Tous les jours, nous donnions le rapport de sécurité à l'administrateur communal. Mais, en même temps, je collectais l'argent, les bananes, le haricot, maïs, …destinés à nourrir les rebelles. Ces derniers m'avaient donné des reçus destinés à donner aux contribuables. Dans la plupart des cas, nous nous rendions dans les camps de ces rebelles dans les réunions convoquées par le chef. Personne ne pouvait connaître cette collaboration que nous entretenions avec ces rebelles[228] ».

Dans cette perspective de collaborer facilement avec les rebelles, les gens avaient créé clandestinement des secteurs pour la collecte de « l'aide ». N. N de la colline Nyamutobo évoque comment il faisait pour collecter l'argent :

> « Moi, je collectais l'argent de deux secteurs, Ntunda et Yanza[229]. C'était en 2000. Les gens qui vivaient tout proche de la position militaire de Nyabiraba ne collectaient pas les vivres sous crainte d'être attrapés par les militaires. Pour la première fois, j'ai collecté une somme de 10.000Fbu. J'ai apporté cette somme aux rebelles et ils m'ont encouragé de collecter une somme plus élevée car ce n'était pas tout le monde qui contribuait. Pour la deuxième fois, je me suis rendu dans leur camp sur la colline Kayogoro avec une somme de 20.000Fbu. A chaque somme collectée et remise aux rebelles, ces derniers me donnaient un document écrit que je remettrais aux contribuables et prouvant que la somme a été remise à qui de droit. Cela se passait clandestinement et les militaires ne pouvaient pas le connaitre »[230].

Nous avons noté plus haut que les relations entre les Hutu et les Tutsi n'étaient pas au beau fixe, qu'elles se caractérisaient par une méfiance totale. Mais, il est arrivé des fois où des Hutu ont été obligés de rembourser des biens qu'ils avaient pillés chez les Tutsi.

---

[228] M. M. 73 ans, Cultivateur, Jurwe, le 6 Novembre 2020

[229] Le secteur Yanza était composé par des collines : Yanza, Cimba, Kayogoro et Murehe ; le secteur Ntunda était composé par des collines :Ntunda et Nyamutobo. Voir suppra, le tableau n° 1.

[230] N. N. 73 ans, Cultivateur, Nyamutobo, le 7 novembre 2020.

d. Le remboursement par les Hutu des biens des Tutsi pillés en 1993.

Selon le rapport de l'International Crisis Group, « la guerre a apporté son lot de spoliations sous l'effet combiné des déplacements de la population, des destructions et de la généralisation de l'impunité[231] ». En 1997, les rescapés de la crise de 1993 ont porté plainte pour réclamer leurs biens détruits ou volés par les assassins. Sur la colline Nyamugari, le chef de zone de Nyabitanga, aidé par les notables collinaires, a tranché ces différends. Ceux qui se sont approprié des biens d'autrui durant cette crise les ont remboursés. Ceux qui étaient incapables de payer les dommages ont pris fuite, et d'autres ont été arrêtés par les forces de l'ordre[232]. R.M. de la colline Jurwe se souvient de cette situation :

> « Les Tutsi aidés par les notables sont venus réclamer leurs biens détruits ou volés en 1993. Accompagnés par les policiers, ils ont fouillé certaines maisons des Hutu et ils ont saisi beaucoup d'instruments ménagers qui ont été volés. La maison de X sur la colline Jurwe a été fouillée et on y a trouvé des matelas, des tables, des casseroles, des chaises des Tutsi. D'autres biens qui ont été remboursés sont les vaches abattues par les Hutu durant la crise d'octobre 1993. Six vaches de la famille de Matereza ont été remboursées en termes de monnaie. Des Hutu entre eux dénonçaient ceux qui avaient abattu les vaches ou volé les biens des Tutsi »[233].

Sur la colline Muhororo, les Tutsi ont porté plainte. G. C. affirme aussi que les Hutu ont remboursé ce qu'ils ont volés ou détruits :

> « Le chef de colline avec d'autres Bashingantahe ont aidé dans le remboursement des biens volés. J'ai perdu 4 vaches, des chèvres, et d'autres biens sans oublier ma maison qui a été incendiée. Quand nous avons porté plainte, on a fait la liste des Hutu qui ont participé dans le pillage. On a évalué tout ce que nous avons perdu en termes de monnaie. Les gens ont payé lentement une amende qui n'équivalait pas à ce qu'ils ont volé »[234].

La crise a emporté de nombreuses vies humaines. Les voisins sont devenus brutalement des loups qui ont massacré ceux, avec qui, ils partageaient, comme diraient les Burundais, le cru

[231] International Crisis Group, « *Réfugiés et déplacés au Burundi : désamorcer la bombe foncière*, *Rapport Afrique n° 70 »,* Naïrobi/ Bruxelles, 7 octobre 2003. p.6
[232] A. N. 65 ans, Cultivateur, Kigomera le 12 juin 2020.
[233] R. M. 45 ans, Cultivatrice, Jurwe, le 6 novembre 2020.
[234] C. G. 63 ans, Cultivatrice, Muhororo, le 9 octobre 2020.

et le cuit. Mais, il y a eu ici et là des gens qui ont sauvé l'ethniquement différent. Bref, des justes existent dans ce pays.

e. Des Justes existent à Gishubi.

Bien qu'il y avait des Hutu qui chassaient et tuaient les Tutsi, il y avait d'autres Hutu qui ont sauvé leurs voisins Tutsi. Tous les Hutu n'étaient pas des tueurs dans les massacres d'octobre 1993[235]. Dans cette conjoncture, des gens ont résisté courageusement aux menaces de ceux qui voulaient commettre des crimes. T. Ntakarutimana de la colline Jurwe nous donne un témoignage éloquent à ce sujet. Nous lui avons demandé ceux qui l'ont aidé dans la fuite et comment ils l'ont fait, et il a répondu :

> « Quand la chasse des Tutsi a commencé, je me suis refugié chez un Hutu appelé B. P. Ce dernier est un ami de mon beau-frère. Je ne pouvais pas demander refuge à mon beau-frère car les tueurs pourraient venir m'y attraper. J'ai passé 4 jours dans la maison de B.P. Sa femme m'informait sur ce qui était en train de se préparer. B. P craignait que les assassins puissent connaître là où j'avais pris refuge. Lui avec mon beau-frère ont pris la décision de m'aider à prendre fuite vers la commune Nyabihanga. Toutes les sous-collines de Jurwe étaient surveillées par les tueurs pendant toute la journée. C'était vers 1hoo du matin quand j'ai quitté la maison de B.P. Mon beau-frère et B.P m'ont accompagné. Nous ne pouvions pas passer sur les versants des collines. Pour ne pas être vu par les vigiles, nous avons descendu dans le ruisseau de Rwinzuki. Nous avons continué notre marche jusqu'au ruisseau de Rinabati, affluent de la rivière Ruvyironza. Arrivés dans la plaine de la Ruvyironza, nous avons continué jusqu'au confluent des rivières Ruvyironza et Waga. C'était vers 2h00. Avant de nous séparer, mon beau-frère et B.P m'ont dit : « Traverse la rivière Waga. Quand tu arriveras à l'autre rive de la rivière, tu traverses la route Gitega-Mwaro. Tu continueras le chemin jusqu'à l'école primaire de Muyange. Là, tu verras des militaires. Avant de les rejoindre, tu lèveras les bras pour leur montrer que tu n'as pas d'arme ». J'ai suivi les consignes qu'ils m'ont données. Les militaires m'ont accueilli. Le matin, ils m'ont acheminé à Kibumbu où était créé un camp de déplacés. J'y ai passé trois mois. Après, ceux qui venaient de la commune Gishubi ont été rapatriés dans le camp de déplacés de Gishubi ».[236]

[235] G. Nduwayo, *La crise d'octobre 1993 au Burundi : Essai d'interprétation,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Bujumbura, 1998, p.91
[236] T.Ntakarutimana. 54 ans, Cultivateur, Muhuzu, le 11 juin 2020

M. M nous raconte aussi comment il a sauvé des Tutsi de la colline Jurwe :

> « J'ai pu sauver deux enfants de Harusha de la sous-colline Kamisare. Les tueurs ont tué Harusha et sa mère. Avant d'aller les tuer, les tueurs sont venus me forcer de les suivre dans ces massacres. J'ai refusé. Par après, ils ont tué Harusha et sa mère. Ses enfants se sont réfugiés chez moi. Je les ai cachés dans le ravin. Pendant la nuit, je les ai retirés de ce ravin et je les ai aidés dans leur fuite vers la commune Gitega. Là, il n'y avait pas des massacres des Tutsi [237]».

Thérèse, belle-fille de Matereza a connu une situation similaire. Selon B.P :

> « Thérèse au début des massacres a été cachée par S. Elle y a passé quatre jours. Par après, des rumeurs ont circulé et dénoncé l'endroit où se cachait Thérèse. S. l'a aidé à fuir vers la famille de Rebecca de la sous-colline Karumuri. Par après, les tueurs ont connu là où elle se cachait. Rebecca l'a aidé dans sa fuite vers chez moi. A mon tour, je l'ai accompagnée chez M. M de la sous-colline Kamisara. Ce dernier l'a aidé pour fuir vers la commune Gitega.[238] »

Vers la fin de l'année 1994, quand la « paix» s'était un peu rétablie, Thérèse est revenue rendre visite M.M pour le remercier de la bonne action qu'il avait faite en sauvant les membres de sa famille. M.M se souvient des menaces que les « bourreaux » de la crise lui ont proférées :

> « J'ai accueilli Thérèse comme tant d'autres amis qui me rendaient visite. Avant qu'elle retourne chez elle, nous nous sommes rendus dans le cabaret pour prendre un verre de primus. J'étais aussi avec ma femme. Nous avons pris six bouteilles de bières de primus. Les gens qui nous ont vu nous ont dénoncé. Le lendemain, les personnes impliquées dans les tueries m'ont convoqué. Pour me libérer, j'ai payé une amende de six casiers de primus ».

Les Hutu qui ont sauvé les Tutsi ont risqué de perdre leur vie. Ceux qui avaient participé aux massacres les ont menacés de les tuer. B. P de la colline Jurwe évoque comment il a été malmené par ces gens pour la seule raison que sa maison avait servi de refuge aux Tutsi :

> « J'ai sauvé Ntakarutimana Térence. Tout au début de la crise, il est venu se cacher chez moi. Il y a passé 4 jours. Le cinquième jour, je me suis rendu au

[237] M. M. 73 ans, Cultivateur, Jurwe, le 6 Novembre 2020.
[238] P. B.69 ans, Cultivateur, Jurwe, le 6 Novembre 2020.

> « petit centre » de Jurwe. Là, c'était un lieu où se rassemblaient des gens qui participaient aux massacres. L'un d'entre eux m'a vu et m'a appelé et m'a présenté à ce groupe. Ils m'ont demandé où s'est caché Térence. Je leur ai répondu que je n'ai aucune information y relative. Ils sont venus fouiller chez moi. La nuit du même jour, nous avons fait le tout possible pour le faire fuir. Aidé par Daniel, je l'ai fait fuir vers la commune Nyabihanga ».

G. de la colline Ntunda a sauvé les Tutsi. Elle a été torturée par les membres de sa famille. Elle raconte comment elle a sauvé les Tutsi en les enfermant dans sa maison .Elle les a aidés dans la fuite vers la commune Gitega :

> « Véronique avec ses deux filles s'étaient cachées chez moi. Je les ai nourries pendant trois jours. Elles ne pouvaient pas sortir de ma maison. Les gens qui se lançaient dans les massacres disaient que, un Hutu qui sera attrapé ayant caché les Tutsi, sera assassiné. Moi je suis restée bouche bée. Mais, les membres de ma famille connaissaient que je cachais les Tutsi. Ils m'ont trop injurié et m'ont menacé. Ils me disaient que les tueurs pourraient venir fouiller chez moi. J'ai eu peur et j'ai cherché tous les moyens possibles à faire fuir Véronique et ses deux enfants. Pendant la nuit, nous avons quitté ma maison et je les ai accompagnés vers Gitega. Ils sont parvenus à échapper à ces massacres »[239].

Ces récits ci-hauts mentionnés sont ceux des Hutu, des « justes » qui ont sauvé les Tutsi lors des massacres de 1993. Ils montrent le rôle important joué par ces Hutu qui ont refusé de s'allier avec les extrémistes. Ces gens ont fait tout leur possible pour sauver la vie des Tutsi et ont, pour ce faire, utilisé toute une série de stratagèmes.

[239] G. 75 ans, Cultivatrice, Cimba, le 7 novembre 2020.

CONCLUSION GENERALE

Le Burundi a été touché par les crises politico-ethniques qui ont abouti au déchirement de la société : des divisions entre les Hutu et les Tutsi. Les premières crises furent celles de 1965 et de 1969. Ces dernières ont éclaté après l'assassinat du premier ministre Pierre Ngendandumwe. Cet assassinat a été aussi exploité par des politiciens qui cherchaient à satisfaire leurs intérêts. La tension entre les Hutu et les Tutsi a été accélérée après les élections de mai 1965. Le coup d'Etat manqué d'octobre 1965 et de septembre 1969 orchestrés par les officiers hutu ont fait que des autorités soient emprisonnées et tuées. La crise de 1972 a débuté par le massacre des Tutsi à Bujumbura et dans le Sud du pays. Elle a été ensuite marquée par une répression féroce orchestrée par les forces armées. Elle a durement touché la commune Gishubi.

En 1992, le multipartisme a été adopté au Burundi. C'est ainsi que des partis politiques ont été agréés et des élections ont été organisées. Pendant la campagne électorale, deux partis, le FRODEBU et l'UPRONA se sont distingués dans la diffusion des messages aux ingrédients ethnicistes. Les élections présidentielles de juin 1993 et les législatives de septembre 1993 ont été remportées par le FRODEBU. Melchior Ndadaye du parti FRODEBU fut élu le président de la République. A moins de 4 mois, les institutions mises en place ont été renversées par un groupe des militaires des forces armées burundaises. Le président de la république et d'autres autorités du gouvernement issues du FRODEBU ont été assassinés. Cet assassinat plongea le pays dans une guerre civile qui a duré plus d'une décennie et qui a emporté des centaines de vies humaines et entraîné la déchirure du tissu social et la ruine de l'économie nationale. La commune Gishubi n'a pas été épargnée par cette crise. Des Hutu ont massacré des Tutsi et des Hutu de l'UPRONA. Mais dans ces massacres, il y avait des Hutu qui ont sauvé les Tutsi. Des sites de déplacés ont été créés pour accueillir des Tutsi rescapés. Le site de déplacés de Muhuzu a été créé dans ces circonstances. La répression des bourreaux de la crise par l'armée a fait que ces derniers soient arrêtés et tués. Ceux qui ont échappé à la répression ont pris fuite vers la Tanzanie. D'autres ont rejoint les groupes rebelles.

Depuis 1994, la commune Gishubi était devenu le terrain des affrontements entre les groupes rebelles et les militaires. Des gens de Gishubi ont été victimes de ces affrontements. Après le passage des groupes rebelles dans une zone, la population qui y habitait était aussi victime de la répression des militaires qui poursuivaient les groupes rebelles. Pour échapper à la répression, les gens s'abstenaient en 1995 de se rendre dans les lieux publics. Des marchés en maquis ont été créés. La cohésion sociale a été brisée. La crise a engendré la méfiance entre

les Hutu et les Tutsi. Des Tutsi restés sur les collines ne se voyaient pas d'un bon œil avec les gens qui avaient massacré les membres de leur famille. Des Hutu qui ont pillé les biens des Tutsi les ont remboursés pour une bonne part. Cette crise a ruiné l'économie de la commune Gishubi : des établissements publics ont été incendiés et détruits, le marché de Gishubi a été pillé et détruit. Le bétail a été abattu et les champs ont été dévastés.
Malgré ce sombre tableau, il y a lieu de noter qu'il y a des gens, qui, au risque de leur vie, ont protégé des individus qui n'étaient pas de leur ethnie.

Nous n'avons pas pu aborder tous les contours de notre sujet, c'est pourquoi nous proposons aux chercheurs ultérieurs de faire des études sur ce sujet : l'impact de la crise sur l'enseignement, le rôle joué par les missions chrétiennes pendant la crise, des biographies des personnes qui ont sauvé des vies humaines pendant ces moments difficiles, etc.

BIBLIOGRAPHIE

A. Les ouvrages généraux

1. Binagana (A), *Péripéties burundaises, acteur et témoin,* Bujumbura, Éditions de la renaissance, 2002.
2. Birabuza (A), *Le mal burundais ou l'involution historique d'une veille nation,* Bujumbura, Éditions de la renaissance, 1999.
3. Buyoya (P), *Les négociations interburundaises. La longue marche vers la paix*, Paris, L'Harmattan, 2014.
4. CENAP, *Burundi, Aperçu historique des crises « politico-ethniques » à travers des enquêtes : De l'indépendance à 1994*, Bujumbura, octobre, 2019.
5. CENAP, *Problématique de gestion de la victoire et de la défaite électorale du Burundi, de l'indépendance à nos jours*, Bujumbura, mai 2010.
6. Chrétien (J-P) et al. , *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, 1989.
7. Chrétien (J-P) et Dupaquier (F), *Burundi 1972 : au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007.
8. Chrétien (J-P) et Mukuri (M), *Burundi, la fracture identitaire : logique des violences et certitudes « ethniques » (1993-1996)*, Paris, Karthala, 2002.
9. Chrétien (J-P), *Burundi : L'histoire retrouvée, 25 ans de métier d'histoire en Afrique*, Paris, Karthala, 1993.
10. Chrétien (J-P), *L'Afrique des Grands lacs, deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, 2000.
11. Chrétien (J-P.), *Le défi de l'ethnisme Rwanda et Burundi (1990-1996)* Paris, Karthala, 1994.
12. Conseil national des Bashingantahe*, Livre de lumière et d'apaisement sur la réconciliation interburundaise. Témoignages des Bashingantahe dans 8 provinces*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 2014
13. Halbwachs (M), *Mémoire collective, les classiques des sciences sociales*, Québec, Bibliothèque Paul-Emile-Boulet de l'Université de Québec, 2001.
14. Le Goff (J), *Histoire et Mémoire*, Paris, Gallimard, 1988.
15. Manirakiza (M), *Burundi : Quand le passé ne passe pas (Buyoya I – Ndadaye), 1987-1993*, Bruxelles, La longue vue, 2002.
16. Manirakiza (M), *Burundi: de la révolution au régionalisme (1966-1976)*, Paris/ Bruxelles, Le Mât de Misaine, 1990.

17. Manirakiza (M), *La fin de la monarchie burundaise, 1962-1966*, Bruxelles, Hayez, 1990.
18. Mariro (A), *Le Burundi 1965 : la première crise ethnique, genèse et contexte géopolitique*, Paris, L'Harmattan, 2005.
19. Meyer (H), *Les Barundi, une étude ethnologique en Afrique orientale*, Paris, Société française d'Histoire d'outre-mer, 1984.
20. Minani (J.C), *La vérité et l'amour : Un défi moral pour la réconciliation d'un peuple divisé : le cas du Burundi*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 2008
21. Mworoha (E) et al. *Histoire du Burundi, des origines à la fin du 19è siècle*, Paris, Hatier, 1987.
22. Mworoha (E), *Peuples et rois de l'Afrique des lacs, le Burundi et les royaumes voisins au xixè siècle*, Dakar-Abidjan , Les Nouvelles éditions africaines,1977.
23. Ndayizeye (E), *Précis de la montée de la violence organisée au Burundi*, Rome, centrostampapiceno, 2009
24. Ngayimpenda (E), *Histoire du conflit politico-ethnique burundais: les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Editions de la renaissance, 1997.
25. Nibimenya (A), *Le nationalisme burundais et ses conséquences, un Etat plus nationaliste que National 1961-1988*, Bujumbura, Librairie des lettres et des sciences sociales, 2009.
26. Nkurunziza (D) et Nduwayo (J.M), *Etude sur les perceptions des jeunes et des aînés et leur résilience face aux conflits socio-politiques au Burundi*, Bujumbura, CREDSR-UNESCO-UNICEF-UNFPA, 2019.
27. Reyntjens (F), *L' Afrique des Grands Lacs, Rwanda, Burundi (1988-1994) en crise*, Paris, Karthala, 1994,
28. Ricœur (P), *La mémoire, l'Histoire, l'oubli*, Editions du Seuil, 2000.
29. Sinduhije (J), *Echelle des responsabilités dans les guerres et conflits africains, Pays du COMESA: cas du Rwanda et du Burundi*, Bujumbura, décembre 2002.

B. LES ARTICLES.

1. Barumwete (S), « *La démocratie au Burundi: entre illusions et désillusions* », in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi à Emile Mworoha , un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Karthala, 2017, pp. 151-173
2. Bigirimana (C), « *L'engagement politique à travers la chanson: les campagnes électorales de 1993, 2005 et 2010* » in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi à Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Karthala, 2017. pp 209-218
3. Gahama (J), « *Limites et contradictions du processus de démocratisation au Burundi* », in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995. pp. 77-88
4. Gahama(J), « *Le jeu ethnique de la politique coloniale au Burundi* », in Chrétien (J-P) et Prunier (G), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989. pp 303-312
5. Guichaoua (A), « *Un lourd passé, un présent dramatique, un sombre avenir* », in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)* Paris, Karthala, 1995.pp. 19-51
6. Mvuyekure (A), « *Idéologie missionnaire et classification ethnique en Afrique centrale* », in Chrétien (J.P) et Prunier (G), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989. pp. 314-320
7. Nduwayo (J.M), « *Histoire du conflit politico-ethnique burundais* », in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi à Emile Mworoha , un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Karthala, 2017. pp. 133-150
8. Nimubona (J), « *Au détour de la sociologie historique: la corruption et les conflits politico-ethniques* », in M. Mukuri, J.M. Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d'histoire du Burundi à Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Karthala, 2017.pp.175-190.
9. Nora (P), « *La mémoire collective* », in *La nouvelle histoire*, sous la dir. De Jacques Le Goff. Retz-CEPL, Paris, 1978. pp.75-80
10. Poupard (P), « *La population déplacée au Burundi* », in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995. pp.177-182.

11. Thibon (C), « *Les origines historiques de la violence politique au Burundi* », in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994),* Paris, Karthala, 1995.pp.55-76.

C. Les mémoires et thèses.

1. Barihana (A.R), *La crise de 1993 et son i impact sur le développement*. *Cas de la commune urbaine de Musaga (1993-2005),* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, Novembre 2011.
2. Havyarimana (V), *Evolution socio-économique de la commune Gishubi*. Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, mars 2018.
3. Kayange (J), *La commune Gishubi dans ses mutations administratives, économiques et sociales:1960-1993*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, mars 2007.
4. Laroque (A), *Historiographie et enjeux de mémoires au Burundi*, Tome1, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, U.F.R. Histoire, Centre d'Etudes des Mondes Africains, 2013
5. Manirambona (L), *Evolution politico-administrative en Territoire et province de Gitega (1960-1993),* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, 1999
6. Ndayirukiye (A), *La crise politico-ethnique de 1972 en commune de Vyanda: Essai d'analyse,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, mars 2007.
7. Nduwayo (G), *La crise d'octobre 1993 : Essai d'interprétation,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, 1998.
8. Niyonkuru (E), *Les crises politico-ethniques de 1972 et 1993 en commune Nyanza-lac,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, 2012.
9. Nkezindavyi (T), *La crise politico-ethnique de 1972-1973 en province Makamba,* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, octobre 2001.

10. Nkurunziza (P), *La crise de Ntega et Marangara et ses conséquences*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, 2016.
11. Nsengiyumva (V), *Impact de la crise d'octobre 1993 sur l'enseignement de base en commune Mutambu : de 1993 à 2003.* Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, octobre 2009.
12. Rutikanga (I), *La crise d'octobre 1993: comportement de la population de la commune de Busoni*, Université du Burundi, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département d'histoire, Bujumbura, Janvier, 1996.

D. Rapports et documents.

1. Commune Gishubi, Plan communal de développement communautaire(PCDC), deuxième génération, mars 2014.
2. Archives communales de la commune Gishubi.
3. Burundi, Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, 28 Août 2000.
4. Ligues des droits de la personne dans la région des grands lacs, Burundi: 40ans d'impunité, Rapport final, juin 2005.
5. International Crisis Group, Réfugiés et déplacés au Burundi : désamorcer la bombe foncière, Rapport Afrique n° 70, Nairobi/ Bruxelles, 7 octobre 2003

E. Sites Internet

1. www.provincegitega.gov.bi consulté le 4 décembre 2020.
2. www.mondecarte.com/carte/burundi-carte.asp. Consulté le 25 février 2021.

ANNEXES

LISTE DES ENQUETES

Nom et Prénom	Age	Lieu	Fonction	Date
1. Anonyme	72	Gishubi	Cultivatrice	14 juin 2020
2. Anonyme	-	Mikore	Cultivatrice	14 juin 2020
3. Anonyme	-	Mikore	Cultivateur	14 juin 2020
4. Anonyme	-	Mikore	Cultivatrice	14 juin 2020
5. B. G.	62 ans	Bukoro	Cultivateur	10 octobre 2020
6. B. S.	51 ans	Yanza	Cultivateur	9 juillet 2020
7. B. L.	68 ans	Jurwe	Cultivateur	10 octobre 2020
8. B. A.	62 ans	Gishubi	Enseignant	8 juin 2020
9. Barasokoroza Pascal	47 ans	Muhuzu	Cultivateur	8 juin 2020
10. B. J-V.	36 ans	Cimba	Enseignant	28 juin 2020
11. Bizimungu Patrice	4o ans	Kigomera	Cultivateur	12 juin 2020
12. B. P.	69 ans	Jurwe	Cultivateur	6 Novembre 202o
13. G. M.	73 ans	Bashenyi	Cultivateur	11 octobre 2020
14. G. C.	63 ans	Muhororo	Cultivatrice	9 octobre 2020
15. G.	75 ans	Cimba	Cultivatrice	7 Novembre 2020
16. H. J.	45 ans	Gishubi	Enseignant	1 juillet 2020
17. Hagerimana Daphrose	64 ans	Nyamutobo	Cultivatrice	7 Novembre 2020
18. Hakizimana Concilie	34 ans	Nyamutobo	Cultivatrice	7 Novembre 2020
19. I. G.	49 ans	Nyamugari	Cultivateur	12 juin 2020
20. K. M.	74 ans	Yanza	Cultivateur	11 juin 2020
21. Manirambona Bosco	55 ans	Muhuzu	Cultivateur	8 juin 2020
22. Minani Béatrice	31 ans	Masare	Cultivatrice	10 octobre 2020
23. M. M.	73 ans	Jurwe	Cultivateur	7 Novembre 2020
24. Mpera Damien	45 ans	Jurwe	Cultivateur	11 novembre 2020
25. Mpitarusuma Pierre Claver	52 ans	Muhuzu	Cultivateur	8 juin 2020
26. M. R.	45 ans	Jurwe	Cultivatrice	6 Novembre 2020
27. N. A.	67 ans	Yanza	Cultivatrice	7 Novembre 2020
28. Nahimana Constance	38 ans	Muhuzu	Cultivatrice	10 juin 2020

29. N. A.	63 ans	Muhagaze	Cultivateur	11 juin 2020
30. Ndayegamiye Libert	69 ans	Muhuzu	Cultivateur	8 juin 2020
31. Ndayiragije Violette	35 ans	Nyamutobo	Cultivatrice	7 Novembre 2020
32. Ndereyimana Georgette	36 ans	Jurwe	Cultivatrice	10 octobre 2020
33. N. C.	29 ans	Gishubi	Etudiant	11 juin 2020
34. N. M.	54 ans	Gishubi	Cultivateur	9 juillet 2020
35. Nibigira Emma	58 ans	Jurwe	Cultivatrice	10 octobre 2020
36. N. E.	57 ans	Cimba	Cultivateur	12 juin 2020
37. Nibigira Marie Goreth	40 ans	Muhagaze	Cultivatrice	11 juin 2020
38. Nikwibitanga Réverien	45 ans	Kigomera	Cultivateur	12 juin 2020
39. N. J.	26 ans	Nyamugari	Cultivatrice	12 juin 2020
40. Nimpagaritse Perpetue	61 ans	Bukoro	Cultivatrice	10 octobre 2020
41. Niyongabo Egide	38 ans	Kigomera	Cultivateur	12 juin 2020
42. N. A.	65 ans	Kigomera	Cultivateur	12 juin 2020
43. N. O.	38 ans	Muhagaze	Cultivatrice	11 juin 2020
44. N. N.	73 ans	Nyamutobo	Cultivateur	7 Novembre 2020
45. N. R.	84 ans	Muhuzu	Cultivatrice	10 juin 2020
46. N. D.	62 ans	Jurwe	Cultivateur	10 octobre 2020
47. N. C.	58 ans	Yanza	Cultivatrice	11 juin 2020
48. N. C.	66 ans	Bukoro	Enseignant en retraite	10 octobre 2020
49. N. G.	47 ans	Muhagaze	Cultivatrice	11 juin 2020
50. Ntukamazina Félicité	40 ans	Masare	Cultivatrice	10 octobre 2020
51. Nzeyimana Véronique	63 ans	Muhororo	Cultivatrice	9 octobre 2020
52. Nzigidahera Spéciose	57 ans	Muhagaze	Cultivatrice	11 juin 2020
53. Nzojibwami Roger	79 ans	Muhororo	Cultivateur	9 octobre 2020
54. M. P.	68 ans	Masare	Cultivatrice	10 octobre 2020
55. S. E.	39 ans	Bukoro	Cultivatrice	8 juillet 2020
56. S. P.	93 ans	Kigomera	Cultivateur	12 juin 2020
57. S. S.	74 ans	Bukoro	Enseignant en retraite	10 octobre 2020
58. S. T.	40 ans	Cimba	Enseignant	13 juin 2020
59. W. P.	78 ans	Nyamugari	Cultivateur	12 juin 2020

Questionnaire d'enquête.

CHAPITRE I.

1. Quel est votre nom ? votre âge ? vous exercez quelle fonction ?
2. Quels sont les éléments culturels qui caractérisent la population de Gishubi ?
3. Quels sont les groupes d'animation culturelle ici à Gishubi ?
4. Quelles sont les cultures les plus cultivées ici à Gishubi
5. Quelles sont les maladies les plus fréquentes ici à Gishubi ?
6. N'y a-t-il pas des praticiens de la médecine traditionnelle ?
7. Quels sont les administrateurs qui ont dirigé la commune Gishubi ?

CHAPITRE II.

Les crises de 1965, 1969 et 1972.

1. Avez-vous vécu les crises de 1965 et de 1969 ?
2. Comment était le début de la crise de 1972 ici à Gishubi ?
3. Comment les arrestations des Hutu étaient organisées ?
4. Sur quelles collines les arrestations étaient fréquentes ?
5. S'agit-il de quelles catégories des Hutu arrêtées ?
6. Pourquoi les arrestations visaient seulement les Hutu ?
7. Pourriez-vous citer les noms des Hutu arrêtés et leur fonction sur votre colline ?
8. Quelles sont les autorités de la commune Gishubi impliquées dans ces arrestations ?
9. N'y a-t-il pas des Tutsi qui ont protégé les Hutu contre ces arrestations ? S'il y en avait, comment ils le faisaient ?
10. Comment les Hutu ont aperçu ces arrestations et quelle était leur réaction ?
11. Comment la paix s'est redressée après les arrestations et quelles sont les personnes qui ont aidé dans le redressement de la paix ?
12. Comment était la cohésion sociale entre les Hutu et les Tutsi pendant et après les arrestations ?

La crise d'octobre 1993.

1. Comment était la campagne électorale de 1993 et quels sont les partis politiques qui étaient présents pendant cette période ici à Gishubi ?
2. Quels sont les slogans et les chansons mis en avant par les politiciens pendant la campagne électorale ?
3. Comment était la joie de la population lors de la proclamation de la victoire du Frodebu en 1993 ici à Gishubi ?
4. Comment la population a appris la mort du président Melchior Ndadaye ?

5. Comment était le début des massacres des Tutsi et quels sont les Hutu qui se sont lancés dans les massacres sur votre colline ?
6. Comment les bourreaux s'organisaient dans les massacres d'octobre 1993 ?
7. Quels sont les Tutsi assassinés sur votre colline ?
8. N'y a-t-il pas des Hutu qui ont sauvé les Tutsi ? Comment ils l'ont fait ?
9. Comment les forces de l'ordre sont intervenues pour arrêter les massacres ?
10. Pourquoi les Hutu ont assassiné leurs voisins Tutsi ?
11. Comment était la cohésion sociale après les massacres d'octobre 1993 entre les déplacés et les Hutu restés sur collines ?

CHAPITRE III.

1. Comment avez-vous aperçu le début et le développement de la crise ainsi que les négociations interburundaises ?
2. Quels sont les biens que la crise vous a arrachés ?
3. Comment avez-vous accueilli l'arrivée des groupes rebelles ici à Gishubi ?
4. Comment était la cohésion sociale tout au long de la crise entre : la population et les forces de l'ordre ? la population et les groupes rebelles ? la population et l'administration communale ?
5. N'y a-t-il pas des Hutu qui ont sauvé les Tutsi ?comment ils l'ont fait ?
6. Comment avez-vous vécu cette crise d'octobre 1993 à 2000 ? n'y a-t-il pas un évènement qui vous a touché ?